

**Les mouvements sont
faits pour mourir...**

LE JARDIN S'EMBRASE

TABLE DES MATIÈRES

Introduction.....	5
De la démocratie en milieu étudiant.....	15
Occupation, prise de territoire, mise en commun.....	35
Sous les pavés, les flics.....	51
Fin de partie.....	71
Ce que nous retenons du mouvement dit anti-CPE.....	87
Se défaire de la démocratie.....	93
Sortir de nos pratiques politiques traditionnelles.....	109
Construire un mouvement permanent.....	115
Chronologie du mouvement.....	130

© Tahin Party, 2007
(Pas de copyright).

ISBN 978-2-912631-16-9

Le photocopillage tue l'industrie du livre ;
le plus tôt sera le mieux !

«Cela fait, en six mois, deux crises majeures auxquelles notre pays est confronté, la crise des banlieues en novembre, la crise du CPE en mars-avril. Il faut se rendre compte que ceci met en danger l'économie du pays»

Laurence Parisot, patronne du Medef,
in *Le Monde*, 19 avril 2006.

«**L**a douce montée d'une onde insurrectionnelle»... Des luttes lycéennes du printemps 2005, des émeutes de novembre au mouvement anti-CPE quelque chose circule, quelque chose se passe qui contribue à charger la situation présente des désordres à venir. C'est de là que *nous* voulons partir, à partir de là que *nous* voulons construire. «Nous», c'est à dire n'importe qui, toute personne ayant été traversée par ce sombre pressentiment: la vie qu'on nous fait, l'existence conforme sous le régime du capital, est comme déjà jouée et perdue d'avance. «Nous», c'est à dire tous ceux et toutes celles qui voudront tirer les conséquences politiques d'un tel constat: il y a bien d'autres choses à vivre, intensément, et beaucoup à détruire.

Novembre 2005, le feu, le fracas des vitres qui tombent ou des réservoirs transformés d'un coup en bombes incendiaires: des incendies pour ranimer la nuit, la transformer en terrain d'affrontement, arracher des parcelles de monde à l'évidence du flicage, du contrôle et de l'exploitation.

Alors les forces de l'ordre sont attaquées, à coup de pierres, de boules de pétanques ou de cocktails molotov, dans la rue et

jusque dans leurs bases. Alors les tribunaux, les maisons de justice sont pris pour cibles. Et les écoles, les collèges : ces lieux d'enfermement qui, au nom de l'égalité des chances, promettent aux gamins des quartiers une belle place sur une voie de garage (BEP chaudronnerie, formation de « force de vente », plans intérim foireux, chômage...). Des bus, des métros flambent : histoire d'entamer les dispositifs mobiles du contrôle ordinaire, qui gèrent à coup de montée par l'avant, sous l'objectif des caméras ou sous le regard des vigiles, la mise en circulation des solitudes prolétaires dans le circuit quotidien de leur exploitation (le taf, la boîte d'intérim, le supermarché discount, l'ANPE). Des attaques touchent aussi directement le monde de l'entreprise : des grandes surfaces, des banques, des concessionnaires et autres boîtes « dynamiques » installées en zones franches pour bénéficier des avantages fiscaux et d'une main d'œuvre supposée docile et reconnaissante.

L'incendie de novembre aura révélé la vérité de notre système politique : l'état de droit, la république et son fonctionnement démocratique ont pour revers, pour condition l'occupation policière du territoire, un état d'urgence permanent avec ses check points, ses couvre-feux réactivés ça et là, son lot d'arrestations et d'incarcérations. C'est qu'il a bien fallu rétablir l'ordre...

La loi sur l'égalité des chances (LEC), adoptée par procédure d'urgence à l'aide de l'article 49-3 le 11 février 2006, constitue un élément central de la « réponse sociale » apportée par le gouvernement Villepin au « malaise des banlieues ». L'idée c'était de mettre tout ce petit monde au travail : pour discipliner une jeunesse un peu trop turbulente occuper la rue ne suffit pas, il faut encore occuper son temps. Ça sera l'apprentissage à 14 ans. Et le Contrat Première Embauche (CPE).

La principale innovation apportée par le CPE, en matière de droit du travail, consistait en l'extension de la période d'essai de six mois à deux ans (deux ans pendant lesquels l'employeur

aurait pu licencier le titulaire de ce contrat sans justification aucune). Ce qui revient à accroître d'autant la soumission au monde de l'entreprise : difficile de contester les cadences ou les desiderata du premier petit chef venu quand on est maintenu constamment sous la menace d'un licenciement express. Rien de bien nouveau pour tous ceux et toutes celles qui goûtent déjà aux joies de l'intérim, des stages à répétition ; mais l'adoption de l'amendement de la LEC concernant le contrat première embauche, qui institue la précarité en véritable norme sociale, aura donné l'occasion d'une ressaisie politique de cette expérience à la fois si commune et apparemment si peu partageable.

La *précarité* est un mot un peu magique, une formule facilement invoquée par la gauche et les syndicats plus ou moins gestionnaires quand il s'agit d'opposer l'époque bénie de l'État providence, et de l'ordre ancien du travail qui lui était attaché, à l'ultra libéralisme qui caractériserait aujourd'hui le fonctionnement de l'économie. Comme si le travail salarié, à partir du moment où on le subit en CDI, se devait d'être nécessairement moins abrutissant. Comme s'il n'impliquait pas déjà la soumission à un patron, à toute une hiérarchie et à toute une discipline aliénante. Comme s'il fallait forcément lui préférer la sacro-sainte sécurité de l'emploi (avatar supplémentaire de la sécurité tout court, la sécurité d'une vie soumise au salariat et à la légalité). Comme si la revendication d'une exploitation stable et régulée pouvait avoir un sens... Reste que le refus de la précarité ne doit pas être perçu comme un simple slogan, un pur prétexte : cette notion, même floue, renvoie à une expérience bien réelle.

L'intérimaire qui passe de mission en mission, mis-e à disposition de ses employeurs même dans les temps de latence ou d'attente entre deux boulots de merde, réduit-e à une simple variable d'ajustement de main-d'œuvre... Le cadre qui ramène sa journée de travail à la maison... L'étudiant-e qui s'inscrit pour une année supplémentaire, comme on traîne les pieds, pour gagner un an sur l'inéluctable avenir salarié (débrouilles diverses, boulots de merde, dossiers de bourses et aide au logement : tout

faire pour éviter de plonger dans «la vie active», avec ce pressentiment que l'entrée définitive dans «le monde du travail» signifierait abdiquer quelque chose de son être même)... Chacun-e semble pris-e dans sa sphère, piégé-e sur sa trajectoire. Subjectivement, la précarité c'est cette mobilisation permanente, l'intensification d'une exploitation et d'un assujettissement qui semble s'approfondir au point que le travail viendrait calibrer et usiner systématiquement nos identités individuelles, constituer jusqu'à ce que nous sommes au fond (les fameux «savoirs être» du jargon pédagogique ou managerial). Et la séparation qui se joue là détermine une incapacité à faire réellement l'expérience de ce qui nous arrive : à la fois le travail a tout colonisé et à la fois tout se passe comme si les collectifs de travail, les solidarités fondées sur une expérience commune de l'exploitation, d'où opposer une résistance active ou au moins une opacité aux contraintes les plus brutales de l'économie, s'étaient effrités. Le travail est partout mais l'expérience de son absurdité semble être devenue incommunicable. Ce qui fait défaut ce sont les communautés d'expérience susceptibles de cristalliser, de se recomposer politiquement en communautés de lutte (sur le mode des sociétés secrètes ouvrières, par l'organisation syndicale à la base, la constitution de caisses de solidarité ou de groupes de sabotage...).

Mais là, en créant le CPE, le gouvernement a donné une lisibilité politique, une formulation politique à cette question de la précarité et il a ainsi permis la constitution d'un point d'affrontement avec ces logiques économiques ; la création du CPE a donné l'occasion, en face, d'une mobilisation politique. Le 16 janvier le gouvernement annonce la création du «Contrat Première Embauche»; dès le 7 février l'université de Rennes est bloquée et occupée; une semaine plus tard c'est au tour des facs de Nantes et de Grenoble. Au plus fort du mouvement soixante-huit universités et plus de six cents lycées seront bloqués, et plusieurs de ces lieux se trouveront réinvestis d'une vie un peu plus collective et intense que celle offerte par le petit jeu des galères et des débrouilles individuelles. Dès la fin février, des occupations et

des déménagements visent les agences d'intérim, les ANPE ou les locaux du MEDEF; à partir de mars nombre de manifs se terminent en affrontement avec les flics.¹

Il y a la police diffuse des règlements intérieurs : un rappel à l'ordre permanent opéré par tous ces petits dispositifs qui fondent les existences étudiantes bien rangées en conjurant la vie intense, les émotions partagées, les formes d'existence collective... et c'est bien parce qu'il remettait en cause cette conception de l'existence que le mouvement s'est naturellement trouvé face à un autre obstacle : les milices casquées du maintien de l'ordre. Alors le caractère hostile de la police, que certain-es subissent quotidiennement au gré des contrôles au faciès et des tabassages, les grévistes devenu-es gênant-es l'ont expérimenté dans leur chair : sous les coups et le gaz lacrymogène. Dans ces circonstances il ne restait que deux postures possibles : subir et se disperser, conformément aux «sommations d'usage»; ou ramasser des projectiles.

Ainsi, dans de nombreuses villes, là où les manifestations émeutières se sont propagées, des étudiant-es, des lycéen-nes ont

1 – Médiatiquement, le mouvement contre le CPE a été décrit comme un mouvement étudiant avant tout, quand ce n'était pas *uniquement*. En réalité, si ce mouvement a bel et bien été porté notamment par les occupations d'universités, il était constitué de tas de gens aux statuts sociaux différents. S'il y avait surtout des «jeunes», on y trouvait aussi bien des étudiant-e-s que des lycéen-ne-s ou des jeunes déscolarisé-e-s, sans parler des chômeur-euse-s ou travailleur-euse-s qui se retrouvaient aussi au sein de ce mouvement, que ce soit en manif ou dans les occupations de facs.

Si le mouvement anti-CPE a été initialement lancé par des syndicats et l'habitude gauche mouvementiste au début du mois de février 2006, de manière somme toute assez classique, son ampleur et son espèce de détermination à prendre les rues, sont dues à notre avis à un ensemble de contingences favorables à la radicalisation de l'antagonisme social. D'ailleurs, depuis le grand mouvement de grève de novembre-décembre 1995 contre le plan Juppé, plus aucun «mouvement social» n'avait réussi à faire céder le gouvernement sur des projets de loi ou autres réformes malvenues (concernant les retraites, le statut des intermittents, etc.)...

pu saisir ce que novembre avait rendu disponible : certains gestes, certaines pratiques, certaines cibles. C'était d'autant plus facile qu'en plusieurs endroits les jeunes venaient explicitement aux manifs pour poursuivre l'affrontement engagé à l'automne, « faire payer les flics », « solder les comptes de novembre »... En adoptant une attitude offensive vis-à-vis des forces de l'ordre, le mouvement est venu pérenniser ce que la révolte des quartiers avait déjà mis à nu : que l'affrontement avec la police est devenu l'évidence politique de l'époque.¹

L'été aura vu une multiplication des guet-apens et des heurts avec les forces de l'ordre (attaques de flics au molotov à Villefranche, échauffourées à Grigny, aux Mureaux, aux Tarterêts, émeutes lors du mondial de football, de la fête de la musique...); ça continue à l'automne : des bus, des bagnoles, des bâtiments publics du type écoles ou ANPE flambent un peu partout. En décembre six CRS tombent dans une embuscade à Pau. Début 2007 encore, une centaine de jeunes s'affrontent à la police, plusieurs nuits de suite, aux Mureaux. Tous ces affrontements

1 – Lors de la révolte d'octobre-novembre 2005, les manifestations de solidarité active ont été assez rares (hormis dans les quartiers mêmes où les émeutes avaient lieu), nombreux-euses sont celles et ceux qui ont été pris-es de court dans un moment qui a pourtant duré près d'un mois. La gauche de la « gauche » s'est contentée de manifester contre l'état d'urgence (parfois tout en critiquant l'attitude regrettable des émeutier-e-s...) pendant que la « gauche » tout court s'unissait aux forces de l'État pour défendre la République. Seuls quelques groupes révolutionnaires ont manifesté ici et là un soutien explicite aux émeutier-e-s, la solidarité la plus effective restant celle du voisinage proche, celle des habitant-e-s des cités. En bref, il y avait pour beaucoup de monde la frustration de n'avoir pas réussi à trouver sa place dans ces émeutes... Les manifestations contre le CPE sont alors apparues comme une séance de rattrapage pour les un-e-s (l'occasion de se manifester concrètement contre l'État et ses flics) et comme un recommencement sous des formes différentes pour les autres (l'occasion de se re-manifester concrètement contre l'État et ses flics). Elles ont aussi été le moment de faire des jonctions entre des révoltes et des révolté-e-s qui habituellement se côtoient trop peu.

laissent à penser que quelque chose de novembre ne s'est jamais arrêté. Pour reprendre les mots d'un flic du syndicat Alliance, pris fin 2006 dans une embuscade à Vaulx (attaqué au molotov par une trentaine de jeunes cagoulés) : « On ne se rend pas compte. En fait, ici, l'émeute est permanente. »

De même, quelque chose du mouvement continue. Bien sûr il y a eu un coup d'arrêt avec l'annonce du retrait, par Villepin, de la partie de la loi sur l'égalité des chances consacrée au CPE ; et l'été, le temps des vacances est passé par dessus. Mais quelque chose persiste, les liens noués au cours de la révolte ont pris de la consistance. Avec le blocage, paradoxalement, on a fait l'expérience d'une université ouverte vers l'extérieur, à ce qu'elle n'est pas habituellement, une université réinvestie, qui déborde et échappe à son enfermement. De la communauté s'est esquissée là où la tendance était plutôt à l'individualisme. Puisqu'il a fallu tout à coup s'auto-organiser, réagir à l'adversité (gazages, arrestations, tracasseries administratives), chacun-e a fait l'épreuve de la force collective et de ce que les angoisses individuelles (pression des examens, du corps enseignant) gagnent à être prises en charge ensemble. L'idée d'une élaboration commune de ce qui peut être vécu au sens large a fait son chemin : des maisons collectives se sont ouvertes dès la rentrée, de Dijon à Paris, de Saint Etienne à Grenoble ; à l'université Lyon 2 la cuisine collective est relancée, des amphis sont transformés en salon ou en salle de ciné ; à Rennes c'est toute une rue qui se trouve squattée à partir de l'ouverture d'une cantine, tandis que la fac se trouve réinvestie par « l'élément populaire » en vue de la transformer en lieu d'où « affaiblir conflictuellement l'organisation capitaliste du travail et le type d'existence auquel elle condamne ». ¹

Quelque chose du mouvement continue. Parce que c'est nécessaire. Cette nécessité ne renvoie pas d'abord à la persistance de tel ou tel dispositif législatif (au maintien de la LEC, du

1 – Les passages en italique sont extraits de *Pour une université du peuple. Plaidoyer pour la réforme du statut de l'étudiant et des programmes d'enseignement*, diffusé en février 2007 depuis l'université Rennes 2.

CNE...), elle ne se joue pas au plan des revendications ; elle nous apparaît liée plutôt aux pratiques qui se sont inventées et élaborées collectivement dans le cadre de la lutte. Le mouvement continue parce qu'il y a un enjeu à tenir les espaces qui ont été réappropriés, à maintenir les communautés de lutte qui ont pu se monter autour des cuisines collectives ou dans le cadre des manifestations... Le mouvement anti CPE ça ne serait pas tant la revendication d'une exploitation stable et régulée (« un CDI pour tous ») que le nom sous lequel a pu se déployer une offensive contre le monde tel qu'il va, contre cet univers de contrôle et d'exploitation dont on a vu les bordures vaciller dans le cours des manif's sauvages et à chaque affrontement avec la police, dans le cadre de l'occupation de nos lieux de vie et de travail.

Mais comment composer à partir de toutes ces potentialités, allumées dans le cadre du mouvement ou plutôt à chaque débordement ? Après le retrait du CPE des initiatives diverses, des lignes d'expérimentation politique se sont ébauchées ; il semble à présent qu'elles se cherchent, qu'elles avancent à tâtons, qu'elles cherchent une façon de se nouer en un tissu plus dense. Comment opérer ce nouage des forces ? et pour définir quelle sorte de plan ? pour aller vers où ? Toutes ces questions sont apparues comme centrales pour une dizaine de participant-es à la lutte anti CPE, réuni-es incidemment à l'été 2006. Le texte *Les mouvements sont faits pour mourir*... ressort des réflexions collectives engagées à cette occasion¹. Ces discussions ont eu pour principal enjeu de penser

1 – Les notes c'est quand même bien pratique pour préciser les choses ; donc précisons : le livre que vous avez entre les mains est le fruit d'un travail collectif d'une dizaine de personnes dont le point commun n'est pas vraiment le statut social. Ni l'âge. Ni le genre / sexe. Ni la couleur de peau. Ni la ville. Etudiant-e, lycéen-ne, déscolarisé-e, chômeur-euse, salarié-e, galérien-ne, de Paris, Lyon, Grenoble, Rouen, Dijon, ou d'autres coins plus paumés, notre principal point commun est une envie assez forte de renverser le système, de subvertir l'ordre du monde, de mettre en place des bases permettant de nouveaux rapports sociaux, de vivre dès maintenant l'auto-gestion généralisée. Quelque chose comme ça... Autre point commun, nous avons tou-te-s passé beaucoup de temps sur ce « mouvement » pour

politiquement la situation présente à partir de l'expérience commune engagée dans la lutte anti CPE ; il ne s'agissait pas de faire l'histoire immédiate du mouvement, ou sa sociologie (son autopsie). Il ne s'agissait pas non plus de proposer une critique ne servant qu'à démontrer le bien-fondé d'une position radicale, à conserver dans sa pureté. Les échanges ont permis plutôt de déceler les faiblesses du mouvement, de pointer aussi l'inventivité et la radicalité politique qui se sont expérimentées ça et là. Et ce vers quoi elles peuvent nous porter. En bref, si pour la suite on propose une sorte d'analyse critique des formes que le mouvement a empruntées dans son déploiement (l'AG, l'occupation, les manifestations de rue...), c'est pour nous confronter à une question politique à la fois brûlante et très pratique : *comment faire en sorte que le prochain mouvement ne s'arrête jamais*. Comment réussir à lier nos vies, en lutte permanente, avec des explosions massives du type mouvements sociaux, et comment faire pour que ces mouvements ne s'évanouissent pas, pour qu'ils ancrent une consistance politique qui ne soit

le porter, lui donner de la consistance, le faire vivre... et disons-le, vivre à travers lui, aussi. Plutôt que vivre à travers la morose aliénation des études ou du salariat, rencontrer de nouvelles affinités politiques, découvrir et pratiquer la subversion active, c'était quand même assez enthousiasmant. Mais pas que. Ce qui fait que nous avons voulu, pour ce livre, revenir sur différents aspects du « mouvement » contre le CPE *et son monde*, pour en tirer des enseignements (pas toujours positifs, vous verrez), pour lancer des perspectives en vue des prochains soulèvements.

Ce projet est né en août à Dijon, dans le cadre des conférences de l'AMP (Action Mondiale des Peuples), lors d'une semaine de discussions et de retours sur le « mouvement » contre le CPE. Cette semaine fut assez riche en rencontres et les moments passés ensemble ont permis de développer de forts désirs d'agir ensemble... Ce livre a aussi pour but de faire partager ces désirs et de permettre à nos critiques de ne pas rester sans lendemains.

Note technique : vu que ce texte a été écrit avec un grand nombre de mains on peut redouter quelques ruptures de ton, et un aspect peut-être un peu composite. Par ailleurs les éléments d'analyse retenus devaient pour l'essentiel faire l'objet d'un accord au sein de la communauté de rédaction : toutes les lignes problématiques n'ont donc pas été approfondies ou poussées au maximum de leurs implications...

pas sans lendemain, et qu'ils dépassent leurs visées (souvent revendicatives) jusqu'à imposer un renversement du système en place.

«Il n'y a pas de sujet ou de type "émeutiers de novembre". Et il se peut bien qu'il n'y ait plus de sujet "étudiant". Tous, lorsqu'ils se donnent les moyens de mener l'affrontement, participent d'une même guerre. Une guerre qui traverse l'ensemble de notre existence. Une guerre menée chaque jour contre nous, et avec nous; au travail, à la fac, aux assediés; face aux flics, aux contrôleurs, aux managers; dans les espaces quadrillés et pacifiés de la métropole; dans les banlieues et dans les centre-villes. Ici, la pacification ne se mène pas à coup de blindés, comme à Beit Hanoun ou Oaxaca. C'est que le sang fait tâche au pays du savoir-vivre. La guerre y est sourde et diffuse; comme un bruit de fond, qui ne doit pas venir perturber l'illusion du "tout va bien". Et malgré tout, l'emballage se craquelle, à chaque émeute, à chaque saillie du ministre de l'intérieur, pour laisser apparaître la réalité de l'affrontement en cours.

C'est dans le cadre de cette pacification à bas bruit que se pose la question de l'organisation matérielle. "Être fidèle au mouvement anti-cpe" implique de se demander : comment les communautés de lutte forgées durant le printemps peuvent perdurer aujourd'hui. Et gagner en puissance».

(extrait d'un tract diffusé en novembre 2006 et intitulé
«Il faut soutenir les émeutiers de novembre»)

DE LA DÉMOCRATIE EN MILIEU ÉTUDIANT

Le mouvement, principalement dans sa composante étudiante, s'est organisé autour des Assemblées Générales (AG). Ce mode de fonctionnement, traditionnel des luttes étudiantes depuis des décennies, et la façon dont il a été pensé et pratiqué dans le cadre spécifique de la mobilisation anti-CPE, méritent à notre sens une analyse critique. Il nous est apparu, plus ou moins tôt dans le mouvement, que les AG, tout en étant le lieu central de l'organisation de la lutte, l'ont plutôt bridée et affaiblie que renforcée. Cela tient principalement à l'intégration des valeurs qui régissent l'organisation politique dans les démocraties, et dont les mécanismes sont reproduits dans les AG : conception de la politique comme une activité spécialisée – donc émergence d'une caste de gestionnaires (bureaucratie) et délégation de pouvoir – affirmation de la liberté comme une valeur individuelle, négation des antagonismes sociaux et pseudo-égalité citoyenne, soumission à la loi de la majorité et rejet des initiatives autonomes. Le *démocratisme*, l'idéologie de la démocratie, qui a régné sur les AG, a produit toute une série de limitations, de freins au développement d'un mouvement fort, capable de rechercher et d'obtenir plus que le simple retrait d'un bout de projet de loi.

Pour éviter d'être mal compris-e-s, nous précisons que si nous pointons ce qui est problématique (et parfois ce qui est

intéressant) dans le fonctionnement des AG et dans la façon dont elles ont été pensées, cela ne signifie pas pour autant qu'elles n'ont été que ça, ni a fortiori qu'elles le seront toujours : ce que nous énonçons ne sont pas des vérités absolues qui ne connaîtraient aucun contre-exemple, mais des tendances générales de ce mouvement.

Les AG sont souvent organisées et convoquées par des militant-e-s, c'est-à-dire des gens, souvent encarté-e-s dans des syndicats ou des partis (UNEF, SUD, Cé, FSE, LO, LCR, JC, MJS, etc.), qui cherchent à faire éclore une mobilisation politique à la fac, sur tout un tas de sujets (c'est pas les causes qui manquent). Leur objectif est de mettre en place un espace où illes vont pouvoir toucher d'autres gens, qu'on appellera les étudiant-e-s-lambda-qui-se-sentent-concerné-e-s : «ouais c'est sûr, ça serait bien de faire quelque chose, c'est bien toi au moins t'as des idées et t'y crois, mais tu vois moi la politique tout ça j'y crois pas»; dénomination qu'on réduira par la suite à «les étudiant-e-s». Les militant-e-s appellent donc à une AG, la magie des circonstances fait que, cette fois-ci, contrairement à la dizaine d'AG précédentes appelées sur la fac dans l'année, en soutien aux émeutier-e-s ou contre l'état d'urgence par exemple, des étudiant-e-s viennent.

Les militant-e-s se placent à la *tribune*, c'est-à-dire au bureau du prof, et les étudiant-e-s sont sur les bancs de l'amphi où a lieu l'AG. Le rôle de la tribune est de gérer les discussions, c'est-à-dire qu'elle propose un ordre du jour, amendable en début de séance, qu'elle distribue les tours de parole et qu'elle cadre les débats. En réalité ce ne sont pas tou-te-s les militant-e-s qui sont à la tribune, mais une demi-douzaine qui représentent au mieux les différentes factions en présence par souci démocratique : syndicats, partis, et les inévitables non-encarté-e-s, qui, s'illes ne bénéficient pas de toute la logistique d'une organisation pour faire valoir leur légitimité, peuvent compter sur le pouvoir symbolique que procure l'indépendance vis-à-vis de ses organisations.

La tribune veille à limiter le nombre de prises de parole en instaurant une liste de tours de parole où chaque personne qui demande à s'exprimer est inscrite au fur et à mesure. Il ne faut pas en conclure pour autant que sur un sujet donné il n'y a pas plusieurs interventions allant dans le même sens : au contraire, les logiques de polarisation des positions autour de deux camps, l'obligation pour les organisations de s'exprimer sur chaque point, quand bien même leur avis a déjà été exposé, et le caractère moutonnier de la masse des étudiant-e-s poussent à ce qu'un point de vue soit répété au moins une demi-douzaine de fois. Toute discussion sur le fond est rendue quasiment impossible puisqu'on ne peut pas se répondre directement et l'important devient alors simplement d'exprimer son point de vue, sans réellement se soucier de ce qu'il peut apporter de nouveau à l'assemblée.

Au bout d'un moment, la tribune clôt la liste d'inscriptions, souvent au moment exact où, d'abord dépitée par l'affligeant spectacle auquel elle est en train d'assister, une personne désireuse de réellement faire avancer le mouvement allait prendre la parole ; et c'est d'autant plus vrai pour celles et ceux qui n'ont pas l'expérience de ce genre de situation.

On peut maintenant passer au vote entre les différentes propositions que la tribune a plus ou moins bien retranscrites. Il y a d'ailleurs parfois quelques rectificatifs à faire sur le sens d'une proposition, comme quand «débrayer un lycée», c'est-à-dire y entrer en forçant les portes s'il le faut et en faire sortir les élèves pour qu'ils rejoignent le mouvement, se transforme en faire «passer le trajet de la manif devant». Ensuite, le miracle de la démocratie opère, et après un ou plusieurs comptages des mains levées plus ou moins litigieux, parfois à quelques voix près, une décision est proclamée. Si cette prise de décision concerne le blocage de la fac, elle est immédiatement suivie du départ des anti-bloqueur-e-s, qui ne viennent en AG que pour voter le déblocage. En effet, le principal souci des participant-e-s à l'AG étant que celle-ci soit démocratique, les anti-bloqueur-e-s et les

partisans du CPE (qui sont souvent les mêmes) y étaient acceptés. Tout ceux qui s'opposent plus ou moins activement au mouvement étaient les bienvenu-e-s sous réserve qu'elles justifient leur appartenance à l'université.

Pour s'assurer d'être parfaitement démocrate, il y a aussi tout un panel de règles à respecter, variant d'une AG à l'autre : on peut élire la tribune à chaque fois, obliger ses membres à changer d'une séance à l'autre, y imposer un-e non-encarté-e, voire un-e anti-bloqueur-e, limiter les temps de parole (jusqu'à 1 minute), interdire les applaudissements (remplacés par des gestes silencieux avec les mains) et les huées, faire voter les décisions après chaque discussion ou toutes regroupées à la fin, exiger une carte d'étudiant pour voter et/ou le vote à bulletin secret, décider de ne voter que des résolutions concernant la fac dans laquelle se tient l'AG, décider de ne voter aucune résolution concernant la fac dans laquelle se tient l'AG, proclamer la révocabilité des mandaté-e-s, etc.

Selon le stade du mouvement, le déroulement de l'AG n'est pas tout à fait le même : au début, elle prend plus la forme d'un meeting, les militant-e-s doivent convaincre qu'il faut se mobiliser, donc elles préparent de beaux discours sur le CPE, la précarité, les attaques du gouvernement qui n'est même pas vraiment démocrate parce qu'il utilise le «49-3» (l'article de loi qui a permis de faire passer la LEC sans qu'elle soit votée par l'assemblée nationale), la casse du droit du travail, et plein d'autres trucs sur lesquels les étudiant-e-s devraient se mobiliser. Ce tour de chauffe participe à élaborer en début de mouvement la liste de revendications qui sera portée par l'AG, toute tentative d'élargir ce cadre sera freinée par les plus réformistes. Ainsi, il est tout juste envisageable de cumuler au retrait du CPE celui du CNE, mais surtout pas le refus du CDI, il s'agit d'être crédibles, de demander plus de postes au CAPES ou dans les cas les plus fous le retrait de la loi CESEDA (Code de l'Entrée et du Séjour des Etrangers et Demandeurs d'Asile). Le souci autour d'une revendication étant de ne pas paraître trop naïf ou idéaliste vu

que c'est quand même à l'État qu'elle s'adresse, elle se limite à demander la modification ou le retrait d'une loi, la plupart du temps avec des considérations corporatistes. Au fur et à mesure que le mouvement se développe, la parole en AG est moins monopolisée par les militant-e-s et les discours critiques envers la politique gouvernementale pour tourner plus autour de l'organisation du mouvement, des questions du blocage, des actions à mener ou du mandat que les délégués porteront aux coordinations nationales.

Selon les endroits, l'ambiance est plus ou moins houleuse : ici on aura instauré un climat pacifié où l'invective directe sera bannie, là l'AG évoquera les grandes heures des séances à l'Assemblée Nationale, avec force huées, applaudissements, «ooooh» de réprobation, insultes, etc.

En parallèle des AG, c'est au sein des commissions ou comités que les grévistes les plus enthousiastes à l'idée de s'impliquer dans la lutte se retrouvent. À l'écart des anti-bloqueur-e-s et du cadre quasi-professionnalisant de la prise de tour de parole des AG, il y est possible de discuter, de débattre et d'en faire émerger une intelligence collective. Tenter de comprendre ensemble ce qui se joue dans la lutte et trouver les moyens de l'intensifier. De plus, leur taille réduite permet de se familiariser avec tout-e-s les participant-e-s, et donc de parler plus librement de sujets ou de stratégies qui pourraient mettre la puce à l'oreille des flics présents dans les assemblées. Ce cadre a pu alors être le lieu où trouver des complices, où se constituer en communauté de lutte et voir naître des plans d'actions, des amitiés. Y persistaient des militant-e-s avides de pouvoir ou opposés à l'émergence d'une dynamique subversive, mais le rapport de force leur est moins favorable qu'au sein des AG et leurs coups bas peuvent être plus ou moins déjoués. Cependant, les commissions n'étaient pas non plus un *en-dehors* à la démocratie, et en développaient aussi les travers ; s'y jouaient notamment la séparation des tâches avec par exemple une commission action, une commission

réflexion, sous entendant qu'une action ne se réfléchirait pas ou bien qu'une réflexion ne se traduirait pas en actes.

L'AG, terrain des petites et grandes manoeuvres bureaucratiques

L'AG et son organisation sont le terrain de prédilection des partis et syndicats, un territoire connu, maîtrisé, propice au prosélytisme, à la récupération d'adhérent-e-s potentiel-le-s, à l'infiltration des bureaucrates, ces gestionnaires de la contestation sociale. Malgré cela chaque mouvement étudiant doit avoir ses AG, aussi stériles soient-elles ; les syndicats se démènent pour les mettre en place, car pour eux c'est ici que la part la plus importante du mouvement se joue. Dans certaines villes, comme à Lyon, la gestion des AG se décidait une demi-heure avant lors de réunions informelles regroupant principalement les bureaucrates de différentes chapelles afin de maîtriser leur déroulement, matérialisant là une distinction entre ceux qui gèrent et ceux qui assistent aux AG.

Les techniques de contrôle et de manipulation des syndicats y font leurs preuves, leur discours est plaisant, fait de slogans fédérateurs et d'autres vieilles recettes bien connues, ne s'écartant pas de celui de l'idéologie dominante que l'on peut retrouver dans les médias, il paraît beau, grand, mais est assurément vide. Le style tribun est toujours très apprécié. Le plus plébiscité est généralement celui qui finit sur un ton très énervé et en détachant bien toutes les syllabes, parfois même avec un geste énergique de la main, poing fermé et index tendu, en clamant un classique « et faut qu'on leur montre, à Chirac, Villepin et Sarkozy, que la jeunesse de ce pays, *elle va pas se laisser faire !* » ; quoi que l'intervenant ait dit avant, c'est les applaudissements assurés. Plus l'orateur-e est bon-ne, plus le spectacle peut avoir lieu, nous pouvons applaudir, huer... que l'on applaudisse un argument qu'on avait hué quelques minutes auparavant n'est pas grave en soi, dès l'instant où l'on

s'inscrit dans la majorité du moment. Cette inconséquence assez courante montre bien le caractère manipulable de la forme AG, ce dont les organisations bureaucratiques savent tirer profit. Mais tou-te-s les militant-e-s ne font pas de bon-ne-s orateur-e-s, et quand une organisation n'en a pas de potable, comme elle doit quand même tenir son rôle, ça donne des épisodes assez comiques, surtout quand celui ou celle qui s'y colle est un-e marxiste fossilisé-e : « Oui et ben voilà, nous à la FSE on aimerait dire que la lutte en cours s'inscrit dans une politique d'offensive du capital contre les acquis du camp des travailleurs et que tous les prolétaires, du Nigeria au Bangladesh, des universités aux usines, doivent se regrouper pour y faire face et s'opposer au CPE » ; comme quoi dans une AG, on peut très bien dire des choses justes tout en étant ridicule...

Les différentes organisations bureaucratiques se trouvent en concurrence, puisque leur objectif premier est de se placer en tant que représentant légitime du mouvement. Mais dès l'instant où l'AG devient moins contrôlable, les bureaucrates savent faire front commun pour ramener l'organisation de la lutte sur les bases réformistes qu'elles maîtrisent.

Les manipulations bureaucratiques pouvaient revêtir plusieurs formes, dont on trouve des illustrations dans le guide pratique de gestion des AG du parfait militant UNEF¹. Ça peut aller jusqu'à la collaboration, la calomnie, la délation, par exemple accuser des gens d'avoir participé à la casse dans les manifs et les désigner publiquement. L'enjeu pour les gestionnaires est de discréditer leurs adversaires et leurs pratiques, histoire d'assurer et de maintenir leur place au sein de l'AG. Leur présence impose de fait une limite certaine quant aux possibilités d'élaboration concrète en termes de réflexion comme d'actions ; souvent, les interventions discordantes ne pouvaient et ne devaient être entendues. Les organisations bureaucratiques étaient prêtes à

1 – L'Union Nationale des Etudiants Français a en effet eu la bonne idée de consigner ses techniques de bonne gestion des AG dans un petit fascicule, qu'on pourra trouver sur paris.indymedia.org/article.php3?id_article=510055

tout pour maintenir leur pouvoir sur l'AG, même si avec l'avancée du mouvement, leur emprise s'affaiblissait sérieusement.

Dans certaines villes il n'y avait pas d'organisations assez implantées pour jouer ce rôle au sein de l'AG, mais ce mode de fonctionnement est tellement intégré qu'apparaissent spontanément de nouveaux gestionnaires, bien que non-encarté-e-s. De même, quand les organisations gestionnaires étaient mises hors jeu par une réaction anti-bureaucratique des membres de l'AG, elles pouvaient être remplacées par des bureaucrates «free lance» qui perpétuaient les mêmes modes de fonctionnement, et maintenaient l'AG sous sa forme classique.

Il est en effet intéressant de noter qu'on a souvent retrouvé, avec une plus ou moins grande intensité, une sorte de rejet de la bureaucratie, ou tout au moins une défiance envers les partis et syndicats étudiants, chez la grande majorité des personnes engagées dans la lutte (mis à part quelques résidus staliniens dont la principale utilité dans le mouvement a été de permettre de se faire plaisir en ressortant les vieux slogans situs de 68). Mais ce rejet s'est aussi exprimé dans la valorisation du fait d'être «sans étiquette», voire «apolitique», et se présenter ainsi dans une AG participait à s'assurer la sympathie de l'auditoire. Comme si ce qui était reproché aux bureaucrates n'était pas de confisquer l'expression et la direction du mouvement mais le simple fait de s'organiser pour faire exister ses convictions politiques. Finalement, la posture anti-bureaucratique a également renforcé l'incapacité des membres de l'AG à développer des formes organisationnelles et des aspirations politiques propres, et n'a fait que permettre à la bureaucratie de s'installer dans les faits à la tête du mouvement.

Délégation de pouvoir

Le mode de fonctionnement des AG a permis, voire requis, l'apparition d'une bureaucratie, et a ainsi affaibli le mouvement,

notamment en entretenant une certaine passivité chez les personnes impliquées.

Pour une majorité des étudiant-e-s présent-e-s aux AG, celles-ci étaient principalement des lieux d'informations sur la reconduite du blocage, éventuellement sur les actions de la veille, voire sur le compte rendu de la dernière coordination nationale. Un rapport de consommation se met en place, en ce sens que la participation à la lutte, sa *production* se joue dans les occupations, la réappropriation de la rue et les actions de blocage économique où elle est prise en charge par un nombre restreint de personnes et non pas dans les AG qui s'approprient le rapport de force ainsi créé mais qui, de part leur organisation, se réduisent à des dispositifs stérilisateurs. On y est en spectateur, on applaudit, parfois on s'y sent acteur et alors on lève la main pour prendre un tour de parole et le plus souvent seulement pour voter. Alors que le principe de base des AG est précisément de rendre possible la prise de décision en fonctionnant sans représentant-e-s, la façon dont elles ont été pratiquées durant le mouvement a reproduit le schéma démocratique: l'activité politique s'y est trouvée réduite au choix individuel de voter pour ou contre les propositions apportées par quelques groupes. Les membres de l'AG restaient cantonné-e-s dans leurs positions d'individus séparés les uns des autres; les relations entre eux, médiatisées principalement par l'expression de leur vote, ne constituaient pas une réelle communauté de lutte.

Ce qui fait la force des AG, et par conséquent d'une partie du mouvement, c'est l'union de centaines de personnes, sur la base d'aspirations communes, pour construire une lutte sociale. Passées à la moulinette démocrate, l'union et les aspirations éclatent en une insipide collection de points de vue individuels, en revendications partielles, et le fractionnement du pouvoir de l'AG en autant de parties qu'elle a de membres – chacun-e étant renvoyé-e à un statut assimilable à celui du citoyen dans nos démocraties – permet et même nécessite un fonctionnement basé sur la délégation de pouvoir. L'action de déléguer son pouvoir à un

groupe restreint de participant-e-s fait naître une caste dirigeante qui gère l'organisation et le déroulement des AG et de cette façon perpétue l'existence du consumérisme. Les AG, incapables de fonctionner autrement qu'en s'en remettant à un groupe restreint, désignent commissions et comités pour qu'ils prennent en charge les domaines de la lutte correspondant à leur spécificité. Officiellement, ces espaces se doivent d'être des émanations de l'AG, et n'avoir qu'un rôle technique d'exécution, mais dans les faits, c'est là que se jouent réellement les orientations du mouvement.

Si un groupe (commission, comité, groupe informel de «leaders étudiant-e-s» locaux, etc.) se trouve dépositaire du pouvoir de l'AG, aussi sincère fût-il dans sa volonté de faire avancer le mouvement, il développe automatiquement un objectif parallèle, qui est celui du maintien de son propre pouvoir et de sa reconnaissance en tant que représentant du mouvement. Volontairement ou non, les leaders sont amené-e-s à s'opposer aux initiatives qu'elles ne maîtrisent pas (une occupation non décidée en AG par exemple), d'une part parce qu'elles se sentent responsables des orientations que prend la lutte et d'autre part parce que la direction du mouvement risque tout bonnement de leur échapper. Même celles et ceux qui prônaient l'action directe et violente contre le capital avant de se retrouver en position de dirigeant-e-s en viennent à ne plus cautionner la moindre dégradation, au nom de la fonction dont elles sont investi-e-s. Évidemment nous ne reprochons pas ici aux dirigeant-e-s de tenter d'être fidèles à ce qu'elles croient être leur mandat, d'ailleurs nous ne leur reprocherions pas non plus de ne pas l'être : ce que nous critiquons ce n'est pas une attitude, mais une fonction, et cette fonction en elle-même fige la lutte autour de pratiques peu offensives, et donc constitue une limitation du mouvement.

En fait, les groupes qui se forment dans la lutte sont intéressants dès lors qu'ils ne se conçoivent pas comme dépositaires du pouvoir de l'AG mais comme force de proposition autonome. Ils sont à la fois plus libres de lancer des initiatives que s'ils le faisaient au nom de la masse plus ou moins inerte des étudiant-e-s qui

constitue les assemblées et plus à même de mettre les personnes qui viennent participer à la lutte en dilettante devant l'obligation de prendre parti. L'AG devient alors l'espace de confrontation des différentes initiatives portées par différents groupes, que ce soit pour se renforcer mutuellement ou pour s'opposer le cas échéant, mais au moins elle est véritablement le lieu où se compose la puissance du mouvement, alors que lorsqu'elle est vécue comme l'espace démocratique où chacun-e vient voter pour telle ou telle proposition et désigner des représentant-e-s, elle est le lieu où cette puissance se décompose.

«Liberté d'expression»

La critique de l'existence d'une bureaucratie et de la délégation de pouvoir a été fréquemment formulée et relativement entendue dans le mouvement ; en effet elle peut s'appuyer sur le démocratisme ambiant et en exploiter les contradictions. Mais l'idéologie démocratique a aussi produit des écueils plus ardues à critiquer, parce qu'ils en constituent les dogmes fondamentaux. Pourtant, cette critique s'impose avec d'autant plus de force que ces dogmes ont abouti à la faiblesse à la fois la plus stupide et la plus évidente du mouvement : la présence tolérée de ses ennemi-e-s déclaré-e-s dans les AG : pro-CPE, UNI (Union Nationale Interuniversitaire, syndicat étudiant proche de l'UMP), anti-bloqueur-e-s, médias... Même le dernier des démocrates doit reconnaître que l'hypertrophie de la place accordée au débat autour du blocage dans les AG les a rendues stériles et revenait à se tirer une balle dans le pied (est-il besoin d'épiloguer longtemps sur l'absurdité qu'il y a à discuter de la légitimité de modes d'action avec des personnes pour qui la lutte elle-même est illégitime?). Seulement, les participant-e-s aux AG se trouvaient dans l'impossibilité morale de refuser aux anti-bloqueur-e-s d'y assister, et ceux-ci savaient en jouer et mettre en avant leur *liberté d'expression*.

Ce principe a en effet servi à justifier que n'importe quel

membre de la communauté universitaire puisse venir s'exprimer en AG, sans qu'il soit même évoqué la possibilité d'en exclure les ennemi-e-s du mouvement. À vrai dire, la défense de la présence des anti-bloqueur-e-s, quand elle se limite à l'invocation de la liberté d'expression *stricto sensu*, repose sur une arnaque : en réalité ce n'est pas parce qu'on autorise chacun-e à s'exprimer sur n'importe quoi qu'on accepte les anti-bloqueur-e-s¹, mais précisément parce qu'ils s'opposent au mouvement. Ainsi, il est clair que si l'AG est posée comme un lieu où l'on discute du mouvement, elle n'est pas considérée comme le lieu où celui-ci se construit, puisqu'on y prend en compte le point de vue de celles et ceux qui s'y opposent. À la limite, que certain-e-s éprouvent le besoin de confronter leurs idées avec les partisans du CPE ou les opposant-e-s au mouvement au sens large, pourquoi pas ; mais se servir des AG pour mener ce débat est une énorme faute, et ce d'autant plus qu'à l'évidence elles ont été encore plus stériles en ce qui concerne la discussion entre «pro» et «anti» que pour la construction du mouvement. Pour notre part, il nous a semblé que les barricades à l'entrée des facs étaient un lieu d'échanges et de débats avec les anti-bloqueur-e-s amplement suffisant pour se rendre compte que nos intérêts sont inconciliables dans la plupart des cas, et quelques fois aussi pour les convaincre de nous rejoindre.

La volonté d'inclure dans l'organisation du mouvement chaque personne qui avait une carte d'étudiant, y compris les anti-bloqueur-e-s, tient au fait que derrière le principe de liberté d'expression se cache un des a priori idéologiques fondamentaux du démocratisme : si tous les points de vue doivent être pris en compte, c'est parce qu'ils ne sont pas considérés comme les expressions d'une *position*, à laquelle on peut adhérer ou s'opposer, mais comme des *opinions*, au sens que donnent à ce terme les instituts de sondages. On est pour ou contre le blocage ou le CPE

1 – Pour le prouver par l'absurde, il est évident qu'une personne revendiquant son droit de parler en AG d'une question quelconque sans aucun rapport avec le mouvement se verrait répondre que ce n'est pas le lieu pour ça.

comme on préfère le Coca au Pepsi, Jospin à Chirac ou Joey Starr à K-marco, *c'est notre choix*, c'est comme ça. À partir de là, toutes les opinions se valent et sont également respectables, puisqu'elles résultent d'un choix individuel, et remettre ceci en cause c'est s'attaquer à la Liberté de l'individu.

Et l'argumentation est la même quand il s'agit de dénoncer le blocage : «vous êtes libres de vous opposer au CPE, je suis libre d'aller en cours». La Liberté – de s'exprimer, d'étudier, etc. – a été le principal cri de ralliement des opposant-e-s au mouvement, dans la droite ligne du lobby ultra libéral anti-grève «liberté chérie». Si dans la pratique ce mot d'ordre n'a pas empêché le blocage (mais l'a certainement restreint ou rendu plus difficile en beaucoup d'endroits), en revanche les AG, minées par le démocratisme, n'ont pas su résister à cet argument massue. Et pourtant cette conception de la liberté, celle de la démocratie, celle des droits de l'homme, celle de la devise française, celle qui s'arrête-là-où-commence-celle-d'autrui, devrait être une des principales cibles du mouvement, puisque c'est aussi la liberté, pour le patron, de se «séparer» de son employé-e comme bon lui semble, celle pour les «Français-es» de «travailler-plus-pour-gagner-plus», celle du riche d'être riche et du pauvre d'être pauvre. L'incapacité du mouvement à formuler une critique de cette conception individualiste de la liberté, alors que son existence même en était une critique par les actes, a été une de ses principales faiblesses.

Défendre le principe de *liberté individuelle*, c'est considérer que le point de vue de chaque individu est une résultante de son libre choix, indépendamment des conditions sociales et de sa propre position dans la société. D'une part, cela revient à valoriser comme l'expression la plus haute de l'émancipation humaine le simple fait d'avoir une opinion, puisque ça prouve la *liberté de penser*¹. D'autre

1 – Florent Pagny, avec sa chanson *Ma liberté de penser* (2003) a plutôt bien représenté ce courant libéral faisant abstraction des conditions sociales d'existence, puisque ce bourgeois friqué trouve le moyen de se faire passer pour un pauvre sans le sou dont la dignité tiendrait dans la subjectivité de sa pensée (pensée dont par ailleurs on ne saura rien, le statut d'artiste se

part une telle vision du monde masque complètement les antagonismes sociaux: il n'y a plus des exploité-e-s et des exploitateur-e-s, des dominé-e-s et des dominant-e-s, avec de chaque côté une position de classe, une culture, une conscience et des aspirations différentes ou opposées, il n'y a plus que des individus «libres et égaux»; libres dès l'instant où ils ont une opinion, égaux parce que toutes les opinions se valent.

Si le mouvement dit anti-CPE s'est développé dans ces proportions, c'est bien en réaction à une intensification de l'exploitation salariale (ou plus exactement à l'inscription dans la loi de cette intensification), c'est bien sur la base d'un *conflit social*. Mais dans son mode d'organisation, du fait de l'intégration de l'idéologie démocratique qui nie cette conflictualité, il n'a pas souvent été capable de se voir autrement que *consensuel*, en faisant des AG un lieu de tentatives de conciliation entre ceux qui sont censés l'animer et ceux qui lui sont hostiles. Ainsi, le mouvement n'a pas su reconnaître et n'a pas voulu affronter ses ennemi-e-s, il a tenté de parlementer, de faire entendre leur point de vue. De plus, là où il y a compromis il ne peut plus y avoir une réelle élaboration politique, puisque l'espace de la politique est justement l'espace de confrontation des différentes forces sociales. Dans les AG il n'y avait plus cette radicalisation des positions, des lignes de démarcation sociale. Radicalisation qui fait que les personnes impliquées sont poussées à réellement s'engager dans la lutte, à prendre parti.

«Légitimité»

La mise en avant de la liberté d'expression parmi les principes des AG telles qu'elles ont été conçues dans ce mouvement tient aussi au mot d'ordre de *légitimité*, repris quasi unanimement par

suffisant à lui-même – vide de la rébellion ou rébellion du vide?): «*J' peux vider mes poches sur la table – Ça fait longtemps qu'elles sont trouées – Baisser mon froc j'en suis capable, mais vous n'aurez pas – Ma liberté de penser.*»

les leaders, bureaucrates ou non, et de manière générale par toute l'AG. Tous les conflits se jugent à l'aune de la légitimité, notamment les deux débats centraux: autour du blocage et autour de la casse.

Toute l'argumentation anti-blocage tourne autour de son caractère «anti-démocratique», et selon le rapport de force en présence dans chaque fac, la légitimité du blocage doit être démontrée par un vote en AG. Cet attachement aux valeurs démocratiques des anti-bloqueur-e-s, qui de par leur position se retrouvent du côté de l'ordre établi, illustre bien comment ces valeurs sont des instruments du pouvoir pour se maintenir. Évidemment, la fidélité des partisans de l'ordre aux principes démocratiques est à géométrie variable, et on a pu se rendre compte dans certaines villes que les anti-bloqueur-e-s, l'administration ou les flics ne se gênent pas pour passer outre la «légitimité» du blocage quand illes sentent le rapport de force en leur faveur.

Qu'on nous comprenne bien: ce n'est pas l'hypocrisie avec laquelle les ennemi-e-s du mouvement utilisent la notion de légitimité qui pose problème (on ne s'offusque pas des sales coups de l'ennemi quand on le considère comme tel, on les lui rend) mais bien son acceptation par les protagonistes de ce mouvement, qui s'empressent trop souvent de fournir toutes les garanties démocratiques que leurs adversaires exigent d'eux (référendum sur le blocage, mais aussi gestion des «éléments incontrôlés» en manif ou dans les occupations, etc.). La légitimité, telle qu'elle a été mise en avant, c'est le souci d'inscrire le plus possible les causes, les moyens et les revendications de la lutte dans le cadre préétabli des lois et des valeurs dominantes, celles-là même qui sont précisément ce contre quoi on lutte, plus ou moins consciemment. Déterminer les caractéristiques de la lutte suivant ce critère, c'est donc se condamner à l'impuissance, se rendre incapable d'affronter, de vaincre, ce à quoi on s'oppose.

À l'inverse, un des principaux moyens de la lutte, le blocage des facs, ne s'est développé que parce que dans un certain nombre de lieux bloquer c'était développer le rapport de force, indépendamment

de la question de la légitimité. Ce n'est qu'ensuite, une fois qu'il s'est imposé comme forme de lutte efficace, qu'il a été possible de lui donner une légitimité par le vote en AG.

En effet les AG ont été investies du rôle d'instances *représentatives* du mouvement qui devaient déterminer la validité de ses formes d'expression. On peut considérer qu'il vaut mieux pour le mouvement que sa légitimité soit définie par les AG plutôt que directement par les pouvoirs publics ou les médias, mais dans la pratique ce monopole de l'expression légitime du mouvement a participé à en restreindre la portée. D'abord l'AG s'impose comme passage obligé pour prétendre participer à la lutte : toute initiative indépendante (blocage, sabotage, etc.) tend à être discréditée comme «anti-démocratique» puisque n'émanant pas du seul espace légitime pour représenter le mouvement. De même, critiquer le mode de fonctionnement des assemblées générales, c'est risquer d'être taxé d'anti-démocrate, voire de «para néo-fasciste» ou d'«anti-France», puisque cela revient à s'attaquer à ce qui permet d'énoncer la légitimité démocratique du mouvement.

Dès lors, la pertinence d'une action n'est pas évaluée selon son poids dans l'intensification du rapport de force ; ne seront retenues que les actions soumises au vote en AG et qui auront obtenu une majorité de suffrages exprimés. Car les AG adoptent les modalités de prise de décision de la démocratie telle qu'on la connaît, c'est-à-dire le vote, donc la loi de la majorité. Cela signifie que même si un groupe porteur d'une proposition vient la présenter en AG, il peut se voir refuser de la mettre en pratique. Ces deux niveaux de contrôle sur les initiatives proposées, la présentation à l'AG et la validation par un vote majoritaire, ont contribué à limiter la diversification des moyens d'actions et la multiplication des coups portés à l'ennemi, d'abord en poussant les groupes qui pouvaient être porteurs de telles initiatives à s'auto-limiter, et ensuite en empêchant les étudiant-e-s qui auraient été intéressé-e-s de venir les renforcer.

Évidemment les pratiques les plus soumises à la censure des AG étaient les plus offensives, celles qui étaient rejetées au nom de la *non-violence*, garante de la *crédibilité* du mouvement¹. À tel point qu'il semble que l'important n'est pas qu'un mouvement soit puissant, mais qu'il soit crédible ; la crédibilité étant entendue non pas comme le fait d'être pris au sérieux par ceux contre qui on lutte, mais comme le soutien du mouvement et de ses formes d'expression par l'*opinion publique*. La préoccupation louable de construire une lutte qui rencontre un écho dans la population est alors dévoyée en la volonté forcenée de coller à sa représentation médiatique : l'opinion publique, ce n'est que les micro-trottoirs des usagers-pris-en-otage-par-les-grévistes savamment sélectionnés, les résultats des sondages (qui sont aussi peu significatifs quand ils sont favorables que défavorables), les lieux communs répétés à longueur de journaux ; c'est une couche d'idéologie dominante plaquée sur les aspirations de la majorité des personnes censées se reconnaître à travers elle. Vouloir coller à l'opinion publique, rechercher la crédibilité, c'est donc toujours se conformer aux normes qui régissent la contestation dans nos démocraties pacifiées : faire dans le symbolique, dans le «sympa», le «bon-enfant», et ne tolérer aucune manifestation de colère et de rage, aucune intensification du conflit vers un véritable affrontement.

De là une formidable activité de séparation pour distinguer le mouvement officiel des «casseur-es», à coups de vote de motions dénonçant la violence ou d'appel à des actions «pacifistes». Heureusement, cela n'a pas été le cas partout, et dans les villes où le mouvement était le plus avancé, à Rennes par exemple, les AG revendiquaient au contraire l'action violente («*nous sommes tous des casseurs*»), et même dans les villes les plus pacifistes la répression policière a commencé à ébranler la doctrine non-violente.

1 – «*Les casseurs décrédibilisent le mouvement*» : quiconque s'est intéressé-e de près ou de loin à ce qu'il s'est passé ce printemps a été confronté-e à ce poncif.

La recherche de légitimité comme acceptation du cadre fixé par les autorités se traduit aussi par l'injonction à être *constructif*: il ne faut pas seulement lutter *contre*, il faut aussi apporter des réponses. Cette position est certes défendable dans l'absolu, un mouvement étant plus intéressant et plus puissant quand il est porteur d'un projet positif, mais elle s'est souvent restreinte à: «pour qu'on soit crédible il faut qu'on propose des solutions au problème du chômage des jeunes». Cela revient à concevoir le problème dans les termes des dominants (gouvernement, médias, etc.), et donc à considérer que l'opposition au pouvoir qui se manifeste dans la lutte n'est pas fondée sur des différences de conceptions du monde, ni sur des différences de positions sociales, mais sur l'incompétence des dirigeant-e-s. On peut ainsi assister à des scènes affligeantes en AG, où des commissions sont formées pour trouver des alternatives au CPE, comme si le gouvernement n'attendait que les conseils d'une poignée d'étudiant-e-s de Sciences-po pour enfin arrêter de nous pourrir la vie. Cette conception des choses tente d'invisibiliser la question de l'exploitation et la guerre sociale, de ramener l'affrontement sur le terrain de la démocratie politique – celui des partis et des élections. Chacun-e avance alors sa solution partielle, sans se poser la question de la cause structurelle du problème, et le débat ne concerne plus que ceux qui veulent gérer la société telle qu'elle est, inégalitaire et oppressive. Quand cette conception triomphe, le mouvement s'offre aux récupérateur-e-s de toutes sortes, et tout ce à quoi il peut aboutir est le changement des têtes des dirigeant-e-s.

Fort heureusement pour le mouvement, les AG ne se sont pas limitées au rôle d'instances chargées de le contraindre dans un cadre acceptable pour l'ordre établi. En tant que point névralgique de l'organisation, elles ont aussi servi de lieu de rencontre, de confrontation¹ des personnes et groupes réellement impliqués.

1 – C'est-à-dire possible opposition: refuser dans les AG les ennemis du mouvement ne signifie pas qu'il faille en faire des espaces pacifiés où tout

Il est d'ailleurs intéressant de constater que c'est quand elles abandonnaient leur vocation d'organes décisionnels et «démocratiques» (au sens où elles ne cherchaient plus à dégager du consensus tout en regroupant des positions inconciliables) qu'elles ont été le plus intéressantes; c'est arrivé dans certaines villes, avec la mise en place d'AG de bloqueur-e-s, chargées d'organiser la lutte sur un des lieux où elle se menait. Inversement, les groupes qui critiquaient le fonctionnement des AG et qui ont pris le parti de les désertir ont été marginalisés et n'ont pas vraiment pu diffuser leurs idées et leurs pratiques. Reste que l'AG, même si elle a un rôle important d'unification et d'organisation, n'est pas le lieu de construction effective du mouvement, d'abord basé sur un rapport de force qui s'intensifie dans les manifs, les actions et les blocages, et sur une communauté de lutte qui se constitue autour des occupations.

le monde serait d'accord. Au contraire, il faut recentrer les discussions en AG sur les désaccords et les différences de conceptions internes au mouvement pour tenter de les dépasser, sans perdre de vue toutefois que ce genre d'espace, de par sa taille, n'est pas vraiment propice à l'élaboration d'une intelligence collective.

OCCUPATION, PRISE DE TERRITOIRE, MISE EN COMMUN.

Au printemps 2006, plusieurs centaines de lycées et plus des trois quarts des 84 universités de France ont été bloqués ou «perturbés»; certains de ces espaces se sont trouvés alors investis et occupés. Le plus souvent, l'arrêt des cours est imposé par le barricadage des issues, les occupant-e-s se réappropriant ainsi l'espace libéré. Elles en font un lieu d'organisation de la lutte et se retrouvent du même coup face à la nécessité d'y organiser une vie collective. Toutefois, dans de nombreuses universités, l'occupation se fait avec l'accord plus ou moins formel de la présidence. Accord rarement donné de gaieté de cœur mais avec un discours souvent ambigu, à base de «*je comprends votre désaccord avec le CPE*» complété bien souvent par un «l'autorité sur l'université doit rester nôtre, ne créez pas de troubles, vous risqueriez de nuire à votre propre lutte». Position classique d'appel à la *citoyenneté* et à la *responsabilité* qui en réalité ne se contente pas de donner quelques conseils mais menace de faire intervenir la police en cas de problème, en cas de perte de contrôle... Car c'est bien de cela dont il s'agit : le contrôle sur les lieux doit rester aux institutions. Un peu partout, la présidence universitaire en profite donc pour poser des exigences qui font dès lors partie des principes de base de l'occupation. Malgré la puissance que donne l'occupation d'un lieu, ces exigences n'auront

pas toujours été dépassées, ou alors seulement après des jours et des semaines d'occupation (ces exigences vont de l'interdiction de dégrader les lieux, à l'autorisation d'occuper tel ou tel bâtiment uniquement sous certaines conditions). Par rapport aux mouvements étudiants passés (depuis la fin des années 1960 jusqu'à 1995, disons), ceci est une nouveauté dont on se serait bien passé... Cependant, la tentative de contrôle et de canalisation des occupant-e-s par la présidence (en cela très bien relayée par l'UNEF, par exemple) a généralement fini par échouer.

Dans une fac en grève, on va en AG, on fait des banderoles pour la manif, on prépare des actions. Occuper l'université ça implique aussi d'y manger, d'y dormir, d'y vivre ensemble. On ne va pas à la fac, on y est déjà. Le déroulement des activités du lieu est complètement chamboulé, les rapports sociaux transformés peu à peu. Vivre ensemble, ce n'est pas seulement partager des repas et des matelas, c'est expérimenter un peu d'auto-organisation, s'engager dans l'élaboration d'une communauté de lutte. La mise en place de tout cela modifie tellement l'habitude du rapport à l'université que le pouvoir de la présidence sur les occupant-e-s a pu fondre au fil du temps...

Vivre le blocage, rompre avec la vie administrée

Le blocage avec occupation est un préalable pratique à l'organisation politique au sein du mouvement. Stratégiquement, il permet de supprimer un important moyen de pression de l'administration, celui du contrôle des présences et des absences. À partir du moment où les cours ne se tiennent plus, le problème de la pénalisation des absences se règle de lui-même. Voilà des milliers d'étudiant-e-s qui se retrouvent «sans occupation», constituant ainsi potentiellement une menace pour l'ordre social; sans «emploi du temps», la question de ce qui va pouvoir être vécu est comme libérée des évidences du cursus universitaire: prendre les transports, consommer ses cours, consommer

son repas au resto U, reprendre les transports, aller faire ses courses, consommer des loisirs étudiants... Au fond on est moins étudiant-e soi-même, la question de nos usages du temps se pose à plusieurs; quelque chose nous appartient en propre. Bien sûr, le temps de l'occupation aussi peut finir séquencé entre blocages matinaux, assemblées générales, travail en commission et projections, concerts, soirées alcoolisées... jouant ainsi la segmentation de nos vies en temps de travail et temps de loisir. Si la fête a pu prendre des formes propices à la décontraction et à la joie, et être en ce sens vécue comme une continuité de la lutte, elle a également assez souvent pris la forme des habituelles beuveries auxquelles se mêlent le conservatisme de la *catharsis* (la désinhibition temporaire renforçant les habituelles frustrations) et les classiques embrouilles. Alors on peut toujours concevoir l'occupation comme une fête permanente, mais si elle prend les formes conventionnelles des fêtes étudiantes, *bonjour l'ambiance...*

Mais cette temporalité ouvre malgré tout des possibilités. Les nuits se peuplent d'êtres inattendus et d'activités inouïes et quand l'esprit collectif est à la fête, ce n'est plus uniquement sur le mode dépressif de la soirée étudiante... Toutes ces distorsions du temps liées à la collectivisation du lieu ont pu constituer autant d'indices laissant à penser qu'il se passait bien quelque chose, qu'on vivait autre chose. On ne dort plus ou si peu, la vie nocturne ne se limite pas à une recombinaison de la «force de travail» en vue d'une nouvelle journée à se former ou à taffer: on discute, on bricole, on complot, dans une tension offensive et récalcitrante aux prescriptions de l'économie capitaliste... Animer nos nuits pour cesser d'être utile au fonctionnement de la machine et se préparer au contraire à la bloquer ça et là; défaire nos rythmes ordinaires et rompre avec la responsabilité citoyenne pour s'emparer de la rue dans l'attente d'en découdre dans la rue, avec les forces de l'ordre... Et de fait, la libération du temps segmenté a fait naître le désir d'une existence en commun (avec des moments de relâche ou de loisir aussi...).

Dans l'occupation il y a tant de choses à mettre en place, comme une urgence à inventer ou à mettre en commun des pratiques, des tactiques de dépassement de la survie. Occuper collectivement un lieu, c'est créer un espace vivable, et d'abord en pratique, en s'assurant d'un minimum de « confort » : il faut organiser la préparation des bouffes, les récups collectives sur les marchés ou les zones commerciales, la mise en place de couchages, le roulement pour le ménage, etc. Mais « vivable » on peut l'entendre aussi au sens où la vie qui s'y invente correspond à ce que nous avons envie de vivre. On se retrouve sur des pratiques communes plutôt que de se croiser en simples silhouettes au gré des changements de créneaux horaires. Les corps se lient, s'associent pour déplacer du mobilier, monter des cloisons ou ouvrir des portes, préparer des repas collectifs, réaménager l'espace, parler de nos révoltes communes, écrire des textes, envisager des moyens pour la lutte, etc. Des discussions informelles se déploient au fil de l'occupation, on tombe sur un sujet inattendu ou un problème imprévu, on rigole pas mal aussi ; une histoire commune se noue à mesure que la parole se libère (comme si les échanges se trouvaient retenus jusque là par l'ambiance glacée des cours et des inter-cours).

Quand la fac n'est plus un lieu de « travail » avec ses horaires et ses devoirs, sa hiérarchie et ses rôles figés, elle peut devenir un lieu propice à la subversion. En tout cas, ça nous semble en être une condition préalable. L'occupation d'université permet d'envisager la possibilité de dépasser les habitudes aliénantes de la vie étudiante. Elle permet la rencontre sous un angle plus politique, de manière moins neutre, moins creuse. C'est l'occasion de développer des pratiques d'auto-organisation, d'expérimenter des modes de fonctionnement collectif au quotidien, de diffuser toutes ces pratiques qui relèvent d'une certaine radicalité politique et qui pourtant se mettent en place relativement automatiquement, du fait de la nécessité qu'implique la situation. L'occupation de la fac intensifie les relations entre occupant-e-s sur les bases d'un conflit avec les institutions.

Perspectives stratégiques : une prise de territoire

Le blocage, quand il assume sa forme confrontationnelle, c'est-à-dire avec présence physique pour empêcher les étudiant-e-s et personnels non grévistes d'entrer, nécessite de bonnes barricades, qui soient opérationnelles au matin. Certain-e-s ont alors trouvé une vocation de « bloqueur-e-s professionnel-le-s » et se levaient aux aurores pour être d'attaque dès 6h et tenir leurs piquets. Dans le même temps, les vigiles et les agents d'entretien étaient chargés de les démonter, de préférence la nuit quand les points de blocage n'étaient pas protégés. Ce petit jeu de montage-démontage est rapidement devenu quotidien. À Jussieu (Paris), on a même vu des étudiant-e-s s'épuiser de nouveau l'après midi, à démonter les barricades élevées au matin par « respect » pour le personnel... Avec l'occupation, des gens dorment sur place et s'arrangent pour que le lieu ne soit jamais vide ; il est impossible pour l'administration ou les flics de fermer le lieu sans l'expulser au préalable, et de ce fait on installe un rapport de force effectif : dès que les facs se sont trouvées occupées de nuit, l'administration ne donnait même plus l'ordre de retirer les tables et les chaises entassées aux portes. À Lyon, elle est allée jusqu'à décider l'emballage des caméras de vidéosurveillance du campus, de peur que les occupant-e-s, maîtres-ses des lieux, continuent à les défoncer les unes après les autres.

L'occupation, cependant, excède la nécessité pratique du blocage ; c'est une base pour organiser la lutte. Bloquer et occuper, c'est défendre le bâtiment où l'on vit, ce qui rend bien plus supportable de se prendre la tête avec des étudiant-e-s pressé-e-s de se rendre en cours à huit heures du mat', alors même qu'on a passé la nuit à discuter et « réaménager » la fac. Et ça marque une rupture dans l'implication dans le mouvement ; à partir de là, on y est entièrement, il ne s'agit plus du simple « manif-action-AG » et retour à la maison. Les questions qui se posent au quotidien ne sont plus du genre « qu'est-ce qu'il y a

comme cours au programme?» mais «qu'est-ce qu'on bloque demain?», autrement dit «comment j'occupe ma vie?» devient «comment je me la réapproprie?», ou plutôt «comment on s'en fait une en commun, plus intense, dans la lutte?». Le blocage avec occupation donne de la puissance à l'organisation et à l'extension de la mobilisation; mais précisément, cette forme tire sa pertinence et son efficacité de l'indifférenciation, de l'indistinction qu'elle tend à opérer dans le mouvement, entre *vivre* et *lutter* . Occuper une fac pourrait permettre de s'inscrire dans une communauté de lutte qui se donne immédiatement une existence collective désirable et désirable.

Malgré le *blocage* de la fac, on a fait l'expérience d'une université ouverte vers l'extérieur, à ce qu'elle n'est pas habituellement, une université réinvestie, qui déborde et échappe à son enfermement. Il y avait la foule des concerts sauvages¹, des situations et des histoires qui n'ont pas cours habituellement en salles de classe, avec la projection de films², des discussions pour voir ce qu'on en retire ou ce qu'on peut en faire. Et des textes, des mots, une langue discordante, inassimilable par le discours professoral: dans plusieurs facs, la présence de distros ou d'infokiosques³, la diffusion d'affiches et de brochures subversives a été influente dans la formation d'une pensée du mouvement, qui le relaye, explore davantage ses implications politiques. Parfois, le campus était converti en terrain d'entraînement pour se préparer à

1 – Concerts qui n'avaient parfois pas grand chose de «sauvage», surtout quand les spectateur-e-s ne se déplaçaient que pour consommer un concert dans une salle un peu inhabituelle...

2 – Ont été projetés notamment «Les lascars du LEP électronique» (documentaire sur des jeunes d'un lycée technique de banlieue parisienne lors du mouvement contre la loi Devaquet en 1986), «Debout!» (documentaire sur les mouvements féministes depuis la fin des années 1960), «Busqueda piquetera» (documentaire sur les luttes sociales en Argentine depuis le début des années 2000), «The Weather Underground» (documentaire sur ce groupe révolutionnaire américain), «Détour»(Film sur le black bloc à Gênes)...

3 – Voir <http://infokiosques.net/>

réagir aux violences policières lors des manifs (à Lyon, sur le campus de Bron, un atelier «training en manif» s'est organisé fort opportunément à la veille des affrontements du 23 mars; des «joggings d'action» ou autres ateliers avec des exercices physiques ont eu lieu, par exemple à Dijon et Grenoble).

Avoir un lieu est essentiel pour que la mobilisation prenne de la consistance, pour que les différentes personnes engagées puissent se capter et développer les liens nécessaires à l'organisation d'actions communes. Les occupations les plus passionnantes ont été celles où il semblait évident que le lieu devait être ouvert également aux non-étudiant-e-s, en l'occurrence «à tou-te-s les précaires en lutte». À Paris (notamment à l'PEHESS), Caen, Grenoble, Lille, Montpellier, Strasbourg, etc. les occupations ont été partiellement conçues comme des espaces de convergence et de composition pour toutes les personnes en lutte. L'occasion de repenser nos vies et tenter de vivre de nos envies. Il paraît vain de se lamenter sur la précarité, le travail, si on ne se donne aucun moyen d'avoir une prise dessus: sans élaboration de vie collective, sans solidarité effective, celles et ceux qui bossaient avant le mouvement continuent de le faire parce qu'elles ont toujours leur loyer ou leur bouffe à payer, ou des comptes à rendre à leur parents pour celles et ceux qui en dépendent encore. Une occupation permet d'entrevoir un lieu où l'on peut s'organiser politiquement dans son sens le plus large en tendant vers l'autonomie; et de fait quelques personnes ont pu suspendre la course à l'intérim et autres contrats précaires l'espace d'un mois, pour faire autre chose. Mais la tendance lourde c'est que les facs occupées restaient dans l'ensemble peu accessibles aux salarié-e-s, à la jeunesse non étudiante et même aux lycéen-ne-s en lutte... l'élargissement du mouvement au-delà des étudiant-e-s n'a pas eu lieu.

Reste que la prise des locaux de la fac, par ce qu'elle permet d'échanges, ce qu'elle pose en terme de confrontation avec les institutions, par le changement d'intensité qu'elle commande, a été un élément déterminant de la radicalité du mouvement. Plus

une occupation est «visible» et plus elle a d'impact et inversement, l'intérêt de l'administration universitaire était de la rendre la plus discrète possible, la moins nuisible au bon déroulement du cours normal des choses. Un des enjeux consistait dès lors à tenir ensemble l'occupation, parfois massive, d'un lieu, parfois vaste, et la possibilité de le barricader la nuit ou face à une menace d'intervention policière¹.

À Grenoble, les différents espaces de la galerie des amphis ont été convertis en sleep'in, en cuisine, en salles de projection vidéo ou de concert, en atelier de préparation de matériel de défense de la fac occupée, en salles de réunion-discussion, etc. Et ce détournement des grandes fonctionnalités du lieu s'est étendu, a en quelque sorte débordé : aux alentours les pubs ont été arrachées de leurs panneaux puis replacées une fois subverties ; des affiches politiques ont connu un sort similaire (sur le campus des placards de l'UNI appelaient à la grève, d'autres de l'UNEF reconnaissaient l'esprit de soumission inhérent à ce syndicat) ; les murs se sont peu à peu effacés derrière les graffitis... Un peu de gazon a même été arraché à l'ennui du décor universitaire et transformé en jardin potager par les occupant-e-s.

C'est peut-être justement parce qu'il est une des conditions nécessaires d'une lutte potentiellement victorieuse que le blocage a été un des fronts principaux sur lesquels ce mouvement a été

1 – Tout ceci dépendait de divers paramètres, comme l'effectif des personnes occupant la fac (c'était mieux d'être nombreux bien sûr, mais dans les cas d'occupation massive il est difficile d'éviter une infiltration policière ou autre... il faut alors être discret sur les projets d'action, etc.). Autre paramètre important, la configuration architecturale du lieu occupé : selon le nombre d'issues, la facilité à les barricader, la taille du lieu, etc., son occupation est plus ou moins aisée. S'il n'était pas souhaitable de «contrôler» les un-e-s et les autres, il paraissait évident qu'éviter les flics en civil, les indics, les journalistes, l'administration universitaire, ou les anti-bloqueur-e-s, facilitait la vie collective au sein de l'occupation.

attaqué (un autre étant la question de la casse) : les médias, l'administration et les diverses forces réactionnaires (UNI et compagnie) ont joint leurs efforts pour rendre cette pratique inacceptable, comme en témoigne l'apparition du mouvement dit «anti-bloqueur». Mais outre ces limitations externes, et malgré tout ce qui a pu se nouer autour des lieux occupés en termes de prise de consistance pour le mouvement, un certain nombre de limites internes se sont également dessinées au fil du temps et ont pu neutraliser certaines dynamiques naissantes.

D'abord, le squattage de la fac, en tant que tel, n'est pas une formule miracle. Au delà de l'injonction, il ne suffit pas d'installer des barricades et de se poser là pour faire des locaux occupés un «lieu de vie». La question, c'est évidemment aussi comment on habite cet espace. Parfois, les concerts tombent à plat, on sent bien que les projections sont là d'abord pour animer du vide. Et les choses ne se composent pas toujours au mieux entre les forces en présence : tout le monde ramène un peu de son monde là dedans, notamment le milieu étudiant et son inconsistance, ce qui donne entre autres des concerts consommés, des fêtes tristes, un manque de dynamique dans l'autogestion des lieux occupés, etc. En fait, c'est l'injonction même à «ouvrir un lieu de vie», comme valeur en soi, qui pose problème. L'occupation de la fac permettait de se regrouper, de s'organiser et de lancer des initiatives d'actions sur la ville, de préparer collectivement les manifs, etc. Elle a permis de constituer des bases pour la lutte. Le risque à ce niveau consistait à perdre de vue l'articulation entre occupation et mouvement, à vivre l'installation dans la fac occupée comme une fin, comme une «alternative» pratique à la vie moisie que l'on a d'habitude. Si ce réflexe est compréhensible, il est dangereux au sens où il fait l'impasse sur l'occupation comprise comme outil de la lutte... Si cette lutte est défaite, l'occupation tombe. Autrement dit, l'occupation ne peut se suffire à elle-même.

L'occupation comme affrontement

Lors de ce mouvement, la plupart des lycées occupés l'ont été sans se soucier de l'avis de l'administration. La majorité des occupations de facultés, par contre, ont été autorisées par la présidence et légitimées par un vote en AG. Bien que les étudiant-e-s s'engagent dans le mouvement, il subsistait une crainte et un respect de l'administration, qui en a profité pour poser des conditions à l'occupation : limite du territoire effectivement occupable, « respect » des locaux et des conditions de sécurité... alors même que l'occupation, loin d'avoir été rendue possible par la prétendue sympathie de la présidence, dépendait d'abord d'un rapport de force favorable alors aux étudiant-e-s occupant-e-s. L'institution universitaire, garante de l'ordre au sein de l'établissement, tente autant que possible (et conformément à sa mission) de limiter les débordements en exerçant des pressions ; elle menace de faire appel à la police pour l'évacuation des lieux si le « contrat » n'est pas respecté, en particulier si des corps extérieurs s'invitent : roms, SDF, punks à chien, cailleras... Cette figure d'une invasion de l'université par ce qui lui est radicalement étranger a constitué un argument récurrent pour justifier le contrôle du lieu, la menace de sa fermeture.

Un contrat, même implicite, ça implique de demander l'aval de l'administration dès que l'organisation de la lutte nécessite de dépasser les conditions pré-établies, comme l'utilisation d'une nouvelle salle, d'un vidéo projecteur. Dès qu'on rentre dans une logique de contrat, il faut négocier sur tout. Le temps et l'énergie dépensés lors de ces négociations épuisent et sont incompatibles avec la mise en place d'un fonctionnement autogéré : occuper c'est d'abord déposséder l'administration. À Lyon la présidence avait promis de faire évacuer en cas d'occupation de nuit. L'UNEF a relayé. La fac a été occupée de nuit et ça a tenu (après une petite menace d'intervention des flics, une fermeture administrative et un petit bouclage policier quand même). Dès les jours suivants, la vidéo surveillance était mise hors service et

les murs se couvraient de phrases bizarres : « autonomie vaincra », « étudiants hors des facs », « étudiants diants, diants vous n'avez rien compris ». Sur Grenoble, l'occupation de la fac a été lancée également par une minorité d'étudiant-e-s, confrontée dès le lendemain à des ennuis avec les autorités universitaires (suite à des pillages de distributeurs de bouffe... dit-on). L'occupation a cessé pendant une nuit avant de repartir, cette fois avec l'accord de l'administration, sous plusieurs conditions... qui finiront, au fur et à mesure, par être totalement dépassées (malgré encore une fois l'insistance de l'UNEF pour continuer à respecter les consignes) – la galerie des amphithéâtres a fini par être taguée de partout et barricadée avec des parpaings cimentés... Les pratiques se radicalisent en même temps que les théories et les désirs nés dans le blocage (on va quand même pas pinailler sur le démontage d'une ou deux caméras alors qu'on prétend être en guerre avec l'État) et sur plusieurs sites, à mesure que le sentiment d'appropriation faisait son chemin, tous les petits interdits débiles posés par l'administration ont été dépassés... La puissance de l'occupation se mesurait à ce dépassement, et au fait que l'espace occupé devienne hermétique aux flics comme aux vigiles, aux anti-bloqueurs comme aux journalistes...

Dans plusieurs universités, la présidence a fait le coup de la solidarité la jouant copain-copine. Le mieux est alors de tirer partie de cette bonne volonté affichée, mais sans oublier que dès que le rapport de force s'inversera, la direction fera tout pour faire vider les lieux, quitte à appeler les flics. De toute façon, pour peu que la lutte soit un minimum porteuse de perspectives insurrectionnelles, la confrontation avec l'administration est inévitable, et la « sympathie » dont elle peut témoigner s'effrite rapidement. Tout comme les anti-bloqueur-e-s auraient dû être chassé-e-s des AG, la présidence, aussi « bienveillante » soit-elle, est à évincer de l'occupation, histoire de rompre avec la mise sous tutelle et l'infantilisation. En prenant la fac on sort de cet état de minorité dans lequel le fonctionnement ordinaire de l'université nous maintient.

L'université, si elle devient nôtre, est à protéger bien évidemment des flics mais aussi de tout ennemi politique. Et cette protection ne peut être déléguée. C'est aux occupant-e-s eux-mêmes de l'assurer. L'administration insiste auprès des occupant-e-s sur leur « responsabilité », leur « citoyenneté », de façon à ce que l'occupation ne nuise pas aux « normes » en vigueur sur la fac. Surtout les « normes de sécurité », c'est très important, ça, la « sécurité ». C'est pour ça que des vigiles sont censés rester sur la fac pour faire attention aux étudiant-e-s un peu égaré-e-s qui ont eu la lubie d'y installer leurs sacs de couchage. Mais aucun molosse engagé par l'administration n'a sa place dans notre environnement, même s'il se présente comme « cool » ou permissif au départ.

Il est souvent arrivé que le personnel technique de la fac soit invoqué comme argument pour restreindre la réappropriation des lieux : « ne pas taguer » pour ne pas surcharger le service de nettoyage, « ne pas faire la cuisine » parce qu'en cas d'incendie tel lampiste sera tenu pour responsable, etc. Ces prétextes ne sont que foutaises. Contrairement à la présidence, ces travailleur-e-s ne sont a priori pas des ennemi-e-s. En posant clairement le fait que désormais ce sont les occupant-e-s qui définissent les règles et en assumant les conséquences, les situations conflictuelles peuvent être évitées. L'occupation est une réappropriation, les occupant-e-s y posent leurs conditions, qui ne sont pas à négocier. L'agent qui malgré cela continue à vouloir suivre les règles fixées par l'administration se place de lui-même dans le camp opposé. Il devient un ennemi dès lors qu'il se constitue en obstacle à l'organisation de l'occupation, n'en déplaie aux occupant-e-s misérabilistes qui d'un coup se sont mis-es à s'intéresser aux conditions de travail des personnels de service, et à s'inquiéter de leur éventuel licenciement. Le plus étonnant, c'est que la plupart des contraintes et des rappels à l'ordre susceptibles de limiter l'impact des occupations n'ont pas été imposés de l'extérieur, mais plutôt activés sur le mode du réflexe citoyen ou de la servitude volontaire, comme rapport « normal » dans le carcan administré.

On a pointé les tentatives de contrôle par l'administration et ses vigiles ; or ces positions de garants de l'ordre ont été tenues d'abord par des étudiant-e-s. Fin mars, à Lyon, des occupant-e-s ayant pris connaissance de l'arrivée de lycéen-ne-s tapageurs désireux de composer avec le « mouvement étudiant » ont d'abord cherché à s'en protéger en leur refusant l'accès et en s'adressant à l'administration qui s'est empressée d'appeler la police. L'UNEF se fendra même d'un communiqué pour s'excuser des dégradations imaginaires commises lors de cet incident ridicule. Ce sont les mêmes qui en appellent à l'élargissement du mouvement au delà du corporatisme étudiant, qui supplient les salarié-e-s de les rejoindre et qui appellent les flics pour se défendre de lycéen-ne-s un peu trop remuant-e-s... De quoi veulent-ils se défendre ? Du dépassement du mouvement de sa forme revendicative ? De tels actes ne peuvent être que ceux d'imposteurs, de balances dangereuses pour notre lutte. Et des comportements analogues ont été observés dans d'autres villes. À Jussieu (Paris), des syndicalistes et autres bureaucrates ont refusé l'entrée à la fac aux occupant-e-s du collège de France sous prétexte qu'elles menaçaient le « respect des locaux ». Et de manière générale, les syndicats ont cherché à mettre en place des tours de garde non pas pour protéger les occupant-e-s d'ennemi-e-s extérieur-e-s mais de leurs propres « dérapages » (tags ou autre « dégradation »).

À l'épreuve de l'occupation on a pu assez rapidement identifier la configuration des hostilités, faire le compte de nos ennemi-e-s... Outre l'administration et ses sbires il y a les anti-bloqueur-e-s qui ont perturbé les occupations en quelques occasions. Sur plusieurs sites illes sont allé-e-s jusqu'à la confrontation physique, pour enlever les barricades et/ou attaquer les bloqueur-e-s (Paris, Poitiers, Rennes, Grenoble, ...); on peut inclure aussi ces parents d'élèves qui se battaient entre eux à la porte des lycées... Bref, en plus de mettre de l'animation, l'anti-bloqueur-e constitue l'ennemi par excellence, celui qui s'est organisé politiquement contre les grévistes. La plupart des anti-bloqueur-e-s n'arrêtaient pas d'en

appeler à la «démocratie» tout en méprisant les votes en leur défaveur, certain-e-s d'entre eux allant bien au delà du vote et de sa puissance de dés-intensification des conflits, pour en venir aux mains. Bref, illes ont finalement beaucoup de choses à apprendre aux étudiant-e-s un peu mous du mouvement, aux démocrates ou aux légalistes anti-CPE.

Le *bloqueur-garant-de-l'ordre*, que ce soit volontairement ou non, a constitué une figure plus sournoise et sans doute encore plus nuisible au mouvement. Ses ressorts peuvent être multiples: soif de pouvoir des petit-e-s bureaucrates, citoyenisme terne absorbé par les éponges de la démocratie; tout un contrôle social qui engluie même la communauté de lutte, et atténue tranquillement notre puissance de déstabilisation. Des syndicalistes gestionnaires qui veillent au strict respect des engagements pris envers l'administration, des profs qui viennent s'encanailler et se frotter au mouvement en continuant à bénéficier de leur aura et moulinent une version alternative de l'ordre universitaire. Ceci indique bien comment, en dépit de ce qui est affirmé dans les discours et esquissé en pratique, il y a un vieux fond de rappel à l'ordre qui a traversé les individus en permanence, une peur du désordre qui s'est trop souvent affirmée: une peur de l'inconnu, d'un dépassement trop engageant des habitudes confortables de nos vies aliénées.

Cette auto-limitation, on peut la lire aussi au plan de l'efficacité relative des blocages d'université, en termes économiques. Par exemple, les laboratoires de recherche et autres incubateurs d'entreprise n'ont pas été sabotés (à part à l'EHESS, à Paris) ni même durablement perturbés, au cours du printemps 2006. Une occupation d'université, si elle n'a pas exactement la puissance d'une occupation d'usine (avec l'arrêt de la production et les menaces économiques qu'elle constitue), pourrait s'y apparenter sur divers aspects. Stopper la production des titres scolaires (diplômes) ou, à défaut, se mobiliser pour que tout le monde ait ses examens, permettrait ainsi d'attaquer l'institution universitaire dans sa fonction de reproduction sociale (tout ce «hasard» qui

fait en sorte que les individus les mieux dotés «socialement», issus des classes supérieures, se retrouvent avec les meilleurs gâches). Mais il ne semble pas que les blocages de fac aient jamais visé explicitement la machine à sélectionner, à hiérarchiser et trier les étudiant-e-s. Partie remise.

SOUS LES PAVÉS, LES FLICS.

C'est à travers les manifestations et les diverses actions que le mouvement a débordé hors du cadre universitaire pour s'étendre dans la ville. Il ne s'agissait pas de prétendre parvenir à nos fins en mettant symboliquement en scène une opposition qui s'exprimerait dans le jeu politicien. Dans l'action directe et les manifestations sauvages, c'est notre volonté d'établir un rapport de force sans médiation qui prime. Il y a un dépassement du cadre revendicatif ; on ne demande rien à l'État, on ne cherche pas à négocier, on s'affronte aux institutions du Capital pour ce qu'elles sont, en vue de leur destruction. Paradoxalement, c'est souvent le meilleur moyen de voir une revendication aboutir, le fameux CPE n'aurait vraisemblablement pas été retiré sans les diverses formes d'actions illégales (ou pas) qui ont été pratiquées : pour désamorcer le rapport de force ainsi créé, l'État a fini par céder.

« Si t'es contre le CPE, tape dans tes mains... »

La plupart des manifestations regroupaient principalement des étudiant-e-s et des lycéen-ne-s, encadré-e-s par les syndicats étudiants et autres sections « jeunes » de partis politiques de gauche. Ces manifestations ont d'abord reproduit le modèle institutionnel

d'apparition de la contestation dans l'espace public : l'important est de se montrer, de faire savoir qu'il y a un mécontentement, et la seule chose qui compte est le nombre de participant-e-s. Ainsi, de la conception originelle des manifestations, où il s'agissait de s'emparer de la rue et de traduire en actes l'opposition au pouvoir, de poser directement le rapport de force, on est passé à une action uniquement symbolique, dans l'espoir qu'à travers le filtre des médias elle aura un impact sur une hypothétique « opinion publique », et qu'ainsi le gouvernement daignera prendre en compte les revendications.

Après quelques semaines, se sont ajoutées aux défilés estudiantins de grandes manifestations officielles inter-syndicales et interprofessionnelles. Elles se sont massifiées avec le temps, participant en quelque sorte à un surenchérissement constant : le mardi étant le jour des « grosses manifs interpro », le jeudi celui de la manif étudiante. On a bien assisté à quelque chose de l'ordre de la banalisation de ces manifestations, puisque celles-ci étaient non seulement de plus en plus fréquentes, mais entraînent également dans les emplois du temps militants à la façon « AG le matin, manif l'après-midi », les coordinations nationales appelant régulièrement à des journées d'actions les mardi et jeudi.

Si ces défilés étaient importants en terme de nombre de participant-e-s, ils impliquaient rarement une réelle offensive, d'autant plus que tout était mis en place pour éviter les débordements. Les « organisateurs » allaient jusqu'à dissuader les manifestant de défiler sur les trottoirs, à la fois pour s'assurer qu'aucun « élément extérieur » ne soit en mesure de s'en prendre au mobilier urbain ou encore aux voitures, mais aussi pour faciliter le décompte des participants. Plus le nombre annoncé de manifestant-e-s derrière les banderoles syndicales est important, plus l'image des syndicats en tant que locomotive indispensable du mouvement s'impose. Les grandes journées de mobilisation nationale ont permis aux centrales syndicales d'obtenir la légitimité nécessaire pour se placer en tant que représentants officiels du mouvement face à l'Etat. Protéger ce statut et renforcer leur

influence politique impliquait de maintenir la contestation dans le cadre qu'elles maîtrisent - celui de la protestation symbolique¹. Car toute l'activité de récupération/pacification qui fait le fond de commerce des organisations de gauche tient dans la canalisation de la violence inhérente à la société pour qu'elle ne se retourne pas contre elle, qu'elle ne prenne pas un sens politique.

Le titre honorifique de « partenaires sociaux » offre bien des privilèges, entre autres celui d'« organiser » les manifestations, c'est à dire d'en décider le parcours et les modalités : un tel se place devant avec telle banderole, une telle porte le mégaphone, d'autres recrutent un Service d'Ordre... Avant même les premiers débordements, nous avons vu apparaître au sein des cortèges ces SO, constitués par des membres des principaux syndicats de travailleur-euse-s et d'étudiant-e-s, mais aussi par des étudiant-e-s ou des lycéen-ne-s désireux de s'impliquer activement dans le mouvement, sans y arriver par d'autres biais. Derrière l'alibi sécuritaire de la protection des manifestant-e-s, leur rôle a été d'empêcher les actions illégales ou le « détournement » de la manif. Leurs premiers agissements auront d'ailleurs consisté à essayer d'empêcher par la force des manifestations de continuer au-delà de leur point officiel d'arrivée...

Ces SO sont devenus un véritable obstacle non seulement aux actions directes, mais aussi à la simple participation « libre » aux manifestations, allant même jusqu'à coopérer avec la police ou aidant à certaines arrestations « préventives ». La coalition flics/SO/médias, qui s'est mise en place pour empêcher les débordements, a cherché à stigmatiser tout ce qui pouvait ressembler de près ou de loin à un « casseur », s'en prenant plus particulièrement aux banlieusards, en les empêchant de se rendre dans les centres villes, comme cela a eu lieu à Paris.

1 – D'ailleurs la grande mobilisation lycéenne, moins encadrée par les syndicats, a prouvé qu'il était beaucoup plus facile d'agir spontanément et offensivement en l'absence des bureaucrates. Durant ce mouvement, elles ont souvent été plus imaginatives et actives que la majorité des étudiant-e-s.

«SO Collabo!»

Le 28 mars, l'UNSA-police (le syndicat des flics de gauche) était présent en tête et en queue de cortège lors de la manif parisienne. Jean-Louis Martin, responsable du service d'ordre UNSA-Police, devant les caméras de France 3 : «*S'il se passe le moindre incident avec des gens venus de l'extérieur, notamment des casseurs, nous on cerne ce qu'on doit cerner à notre niveau et on les remet à la police nationale, on ne s'en occupe plus*» (JT 19/20 de France 3, le 28 mars 2006).

Pour compléter le travail de la police, il y avait les SO des syndicats bien sûr, mais aussi des «grands frères» recrutés en banlieue par l'UNSA-police. Youssef Boutzakht, «grand frère» : «*Il ne faut pas confondre un jeune qui s'est habillé en survêt, qui est venu pour manifester, pour revendiquer calmement, paisiblement, et entre celui qui va venir... donc il y a, y a, oui, si j'ose dire une espèce de feeling à avoir...*» (JT 19/20 de France 3, le 28 mars 2006).

Pierre Mure, directeur de l'ordre public et de la circulation : «*Le système a bien fonctionné, puisque finalement, et grâce encore aux services d'ordre et à un certain nombre de centrales syndicales, les vrais manifestants ont pu être canalisés, nous permettant de resserrer le dispositif et de ne conserver place de la République que vraiment les individus à risques*» (JT de 13h, sur TF1, le 29 mars 2006).

Une partie des participant-e-s, visiblement insatisfait-e-s des manif traîne-savates, se sont organisés pour leur faire face, ou faire eux-mêmes des manif sauvages sans SO. Par exemple, à Grenoble, lors de chaque manifestation, des centaines de personnes se retrouvaient à l'avant du cortège pour doubler la banderole de tête (qui se cantonnait à une critique du CPE ou de la loi sur «l'égalité des chances») et pour ne pas laisser le SO diriger la manifestation. Ou encore à Rouen, où les manifestations sauvages, quasi quotidiennes et de plus en plus massives, partaient généralement de la fac, juste après les AG matinales, pour envahir les boulevards de la ville.

«Mon vote est un pavé mais il ne rentre pas dans l'urne»

«Dans l'ensemble du mouvement, les actions directes ont été utiles. Caillasser les flics, briser une vitrine ou retourner une voiture, ça n'a pas forcément un impact direct sur le pouvoir en place, mais ça augmente la tension, ça nuit à la paix sociale, ça augmente l'impact de notre lutte»

(Le CPE, une goutte d'eau dans un lac de rage, Grenoble, avril 2006)

La conviction que les manif plan-plan ne servent à rien et que pour créer un rapport de force conséquent il faut développer des pratiques plus offensives s'est progressivement diffusée bien au-delà d'une petite minorité de révolutionnaires acharné-e-s. L'envie d'aller plus loin impliquait la provocation d'un désordre généralisé, avec pour objectif principal la confrontation avec la police et les autres institutions de l'État¹. Dans les villes où le mouvement était le plus puissant, ces pratiques sont d'ailleurs devenues des composantes à part entière des manif et les manifestant-e-s ont alors pu s'organiser en conséquence, ayant dans les faits dépassé le stade du questionnement de ce qui *décrédibilise* le mouvement. Ainsi à Rennes le SO est devenu le Service Actions, chargé de coordonner et de mettre en place des pratiques offensives et d'assurer la défense vis-à-vis des flics. On a pu constater une certaine intensification de l'offensive au fil du temps : les techniques de base, comme le port de lunettes (de ski

1 – Affrontements avec la police et émeutes ont été le plus largement pratiqués dans des villes qui avaient déjà connu ce genre de choses... Là où les émeutes de novembre 2005 avaient le plus explosé, comme à Paris-banlieue, Lille, Rouen, etc. ou encore, là où des moments festifs traditionnels ont dernièrement donné lieu à des affrontements avec la police, comme à Rennes (et ses fameux jeudis de la rue de la Soif), à Nantes ou à Toulouse lors de la fête de la musique, à Grenoble lors de la fête du Beaujolais nouveau.

ou de piscine) ou le foulard imbibé de citron, le fait de se masquer, de considérer les journalistes comme des mouchards, se sont diffusées petit à petit.

Les actions directes ont souvent été le résultat de la rencontre entre des petits groupes organisés dans cet objectif et des manifestant-e-s isolé-e-s qui ont saisi l'occasion d'exprimer leur rage face au pouvoir. Le souci de préparation (précaution vis-à-vis de la répression, apport de matériel comme des projectiles, du sérum physiologique...) et la spontanéité se complétaient. Les points de rencontre, comme les barricades, permettaient l'expérimentation d'un fonctionnement commun spontané : retourner un container à verre avec un-e inconnu-e, emprunter du feu, débattre de stratégies immédiates, faire front commun face aux flics. Autant d'actes traduisant des objectifs, des pratiques et des volontés immédiates communes permettent effectivement la constitution d'une sorte d'alliance situationnelle. Toutefois, n'étant presque toujours qu'éphémère en raison du contexte, elle n'est pas parvenue à se transformer en communauté de lutte.

Une des pratiques les plus courantes était la mise en place rapide de mini-barricades avec des poubelles, des barrières de chantiers et d'autres matériaux trouvés sur le terrain. Ces barricades permettent aux manifestant-e-s de se soustraire au contrôle direct des véhicules de police, tout en bloquant la circulation, et donc le flux, plus efficacement. Il semble que cela constitue souvent le premier pas vers une radicalisation de la manif : le fait que cette pratique ne soit pas directement destructive la rend plus acceptable pour les manifestant-e-s indécis-es en début de mouvement. Cependant la barricade, même symbolique, matérialise l'opposition et l'affrontement assumés avec les forces de l'ordre ; elle représente d'ores et déjà une volonté d'avoir un impact concret et direct, pour s'approprier la rue.

La casse a aussi été pratiquée un peu partout, sporadiquement ou de manière plus généralisée. Souvent, c'était l'intervention des

flics pour stopper une manif qui déclenchait la casse : bris de vitrines, voitures retournées ou brûlées. La mise à sac des rues de la ville est alors à la fois l'expression indirecte de la volonté de s'affronter avec les forces de l'ordre, faute de pouvoir les attaquer frontalement en raison d'un sentiment de faiblesse, mais aussi une façon de profiter du désordre ambiant provoqué par la charge des flics, pour pouvoir s'attaquer aux banques, aux agences d'interim'. Il est aussi arrivé que des émeutier-e-s prennent les devants, et renversent ce schéma : le 28 mars à Grenoble, au bout de 5 minutes de manif sauvage, les vitres du local de l'UMP volaient en éclat, annonçant plusieurs heures de guérilla en centre-ville, durant lesquelles l'activité principale n'a pas été la casse mais le caillassage des forces de l'ordre.

La violence politique est l'expression d'une colère, la manifestation concrète du sentiment que ce monde est invivable. Ces pratiques politiques sont ancrées dans une réalité historique dont les autorités elles-mêmes sont conscientes : la façon la plus directe de montrer le rejet profond du pouvoir (que ce soit un Roi, un gouvernement, un patron ou tout un système) est bien de pratiquer l'action violente. Il s'agit d'attaquer de front ce que l'on a identifié comme son ennemi, et de lui porter des coups non pour manifester un désaccord mais pour le vaincre, ou au moins le déstabiliser. Il nous semble important de souligner que les pratiques violentes sont un mode parmi d'autres et que de leur composition émerge ou non une situation politique subversive. Ce n'est évidemment pas le seul moyen d'action légitime : les blocages, les textes distribués, ou encore les bombages, peuvent également participer pleinement au harcèlement des institutions. *«Les émeutes comme la casse doivent perdre leur côté "sacralisé", à l'origine d'une fascination ou d'un rejet qui ont en commun l'absence de pensée politique.»*¹

1 – «Quelques propos sur la violence pendant le mouvement anti-CPE», *Bachibouzouk* n°1, hiver 2006-2007, p.8.

Les cibles principales de la violence exercée pendant le mouvement anti-CPE ont immédiatement un caractère politique : les flics, qui en tant que *forces de l'ordre* ont explicitement pour fonction de réprimer toute contestation du pouvoir en place ; les agences d'intérim, locaux du MEDEF, banques, qui sont tout à la fois les principaux bénéficiaires et instigateurs de la précarisation du travail ; les partis politiques, qui y sont intimement liés, ainsi que les mairies, les préfectures et autres bâtiments d'État¹. Ces actions directes ont participé à amplifier la tension globale et le harcèlement que le mouvement faisait subir à l'État sous différentes formes.

Les pratiques émeutières se banalisant au cours des semaines, non pas parce qu'elles étaient largement cautionnées, mais plutôt parce qu'elles devenaient prévisibles, ont été assez rapidement encadrées. À Paris, après deux ou trois soirs consécutifs d'affrontements durant lesquels les flics n'ont pas eu le dessus, le point de fixation rituel qu'était le quartier (et surtout la place) de la Sorbonne est devenu une zone policière de plus en plus verrouillée. De même, les affrontements des fins de manif, en se systématisant, ont été de mieux en mieux gérés par les forces de l'ordre, qui choisissaient leur terrain en partenariat avec les organisations syndicales et pouvaient installer leur dispositif à l'avance. Ainsi à Rouen, on a pu voir les syndicats s'allier pour mettre en place une «merguez partie», supposée occuper l'espace et les esprits à la fin d'une manifestation nationale, espérant ainsi pacifier les masses et prévenir les «débordements». Mais ces mises en scènes ne permettant en rien de limiter la casse, la ville a préféré avoir recours à des méthodes plus probantes : deux hélicoptères et le renfort de la Garde Mobile, en provenance de la banlieue parisienne et du Havre.

1 – «Le caractère privé ou public des cibles nous semble peu significatif, l'État constitue un monde caractérisé par un mode de production capitaliste où les deux se nourrissent et participent de la même logique» *ibid*

«Les casseurs ne doivent s'attendre à aucune faiblesse de notre part»

Dès l'instant où un mouvement est porteur de quelque chose de fort, c'est-à-dire de perspectives révolutionnaires, et dès qu'il est vécu par le pouvoir comme une menace subversive, les flics et les juges ont explicitement la charge de l'écraser. La répression a touché arbitrairement les participant-e-s du mouvement anti-CPE, souvent indépendamment des faits réellement commis par les inculpé-e-s. Avec plus de risques de prendre une lourde condamnation si l'on n'est ni étudiant-e ni salarié-e, *idem* si l'on n'est pas blanc, ou même si l'on est un homme. Les chiffres officiels de la Chancellerie au 18 avril 2006 étaient : 4350 interpellations, 1985 gardes-à-vue, 637 personnes poursuivies (dont 271 comparutions immédiates), qui ont donné lieu à 71 peines de prison ferme, 167 peines de sursis, TIG ou mises à l'épreuve, 188 mesures alternatives. Cela dit, ce que nous reprochons à la répression n'est pas de toucher des «innocent-e-s» ; cette distinction entre «coupables» et «innocent-e-s» ne faisant que renforcer celle entre «vilain-e-s casseur-e-s» et «gentil-le-s manifestant-e-s». Dénoncer la répression, en appeler à la démocratie et aux droits de l'homme, c'est autant d'énergie qui n'est pas engagée dans une réaction concrète : s'organiser pour ne pas se faire choper, trouver de l'argent pour assurer le soutien juridique, payer les amendes et aider les prisonnier-e-s à cantiner, héberger des clandestin-e-s ; bref, prendre acte de la répression pour y faire face collectivement. C'est ce qu'avait bien compris la plupart des collectifs de soutien, qui pouvaient se reconnaître dans la devise humoristique : «Nous soutiendrons tout le monde, même les innocent-e-s».

Les groupes anti-répression se sont constitués dans certaines villes, souvent limités à la période du mouvement anti-CPE (même si l'idée, pour beaucoup, était aussi de soutenir les émeutier-e-s de novembre et les inculpé-e-s du mouvement lycéen de 2005). Selon les groupes, leurs actions étaient assez variées : présence en manif pour y distribuer des conseils légaux,

du sérum physiologique, mais aussi pour empêcher les arrestations, pour noter leur nombre et les noms des personnes interpellées ou encore pour aider aux élaborations des dossiers de défense juridique avec les avocat-e-s et assurer un soutien financier¹. Sur le terrain, il a fallu faire face à la difficulté d'empêcher certaines arrestations, même quand les manifestant-e-s étaient en supériorité numérique, et à une peur de la répression, de la prison. Cette peur est surmontable à condition de s'organiser collectivement, de se solidariser dans les manifestations lors d'actions illégales en se masquant, en protégeant les personnes, en s'aidant à s'extirper des mains des flics (en civil) dès que c'est possible, en restant groupé-e-s.

La réponse du pouvoir face à la violence est double : d'un côté il lui oppose la répression, et de l'autre il la combat idéologiquement en lui déniait tout caractère politique. L'action directe, en tant qu'opposition franche au pouvoir, ne peut pas être reconnue comme telle, puisque cela reviendrait à admettre que les heurts entre l'État et le mouvement sont une expression de la guerre sociale que les tenants de l'ordre quels qu'ils soient tentent de nier. Il faut alors soigneusement occulter cette opposition en ne retenant que la violence, qu'on pourra dire aveugle ou gratuite et qui est le fait de «barbares», ou, pour les commentateurs plus rétro, «d'anarchistes et nihilistes promoteurs du chaos», de groupes qui ne sauraient porter aucune critique politique et qui n'ont rien à voir avec les «vrais manifestants»². La technique du «diviser pour mieux régner», contenue dans le

1 – Certains groupes, comme à Lyon, tentent de garder la dynamique enclenchée par le mouvement et de devenir un appui stable pour faire face à la répression qui touche indistinctement mouvements politiques et classes populaires.

2 – Cette distinction, centrale dans le discours médiatique, n'a cessé d'être rabâchée tout au long du mouvement. Exemple parmi tant d'autres, sur France Info le 21 mars, au sujet de la manifestation parisienne : «Des affrontements sporadiques se sont produits en fin de parcours, pas avec les manifestants du cortège officiel, mais avec une centaine de casseurs qui avaient l'intention d'en déconder avec les forces de l'ordre (...). La manifestation, quant à elle, s'est déroulée dans le calme.»

discours du Ministère de l'intérieur¹, s'est vue largement employée à travers la distinction «méchants casseurs VS gentils manifestants». Pourtant les actions directes n'ont pas été le fait de quelques groupes restreints : elles ont été pratiquées par des personnes assez diverses. Plusieurs des personnes interpellées étaient tout ce qu'il y a de plus «étudiant» et ne correspondaient pas nécessairement aux figures du «casseur» et du «dépouilleur». Le refus de ce clivage a pu s'exprimer dans le mouvement à travers des banderoles et des slogans comme «*Nous sommes tous des casseurs*», et mieux encore, en participant ensemble aux actions directes et aux manifestations sauvages.

Ce procédé d'occultation est loin d'être innocent, puisqu'il dissimule du même coup les autres facettes de la violence, ici celle de l'État, des gouvernements de tout poil. Qu'ils soient de droite ou de gauche, ils considèrent que la seule violence légitime est celle perpétrée par le pouvoir. Dans cette perspective, le monopole de la violence doit être à tout prix conservé pour s'assurer que jamais le système ne soit menacé.

Ne pas partir vaincu-e-s d'avance, c'est déjà ne pas se jeter dans la gueule du loup (ou sous les matraques des flics). Etant conscients de l'énorme potentiel répressif de l'État, il ne s'agit pas de jouer les martyrs mais bien de matérialiser un antagonisme par divers moyens. Par rapport à celles et ceux qui choisissent les voies de la soumission et de la légalité, les casseur-e-s ont pris le chemin qui mène au renversement de l'État... pas celui de son aménagement et de sa consolidation.

1 – «*S'il y avait connexion entre les étudiants et les banlieues, tout serait possible. Y compris une explosion généralisée et une fin de quinquennat épouvantable*» N. Sarkozy, dimanche 12 mars 2006, cité dans «La grande peur de Sarko», *Canard enchaîné* n°4455, 15 mars 2006 (en page 2)

« Résistance pacifique! »

Le discours produit par le pouvoir pour désamorcer la charge subversive portée par la violence politique a été repris à son compte par une grande partie des personnes impliquées dans le mouvement. Parfois des « étudiant-e-s pacifistes » se sont même associés au SO pour empêcher *par la force* que des actions directes soient effectuées¹. Là encore, l'idéologie démocratique impose le statu quo et interdit de concevoir l'usage de la force collective comme moyen d'expression politique. D'où la prolifération des assertions comme « *ceux qui cassent, on les voit jamais en AG, ils font rien pour le mouvement* ». Ces propos sont d'autant plus faciles à tenir que pour des raisons évidentes, il est compliqué de revendiquer à visage découvert la participation à des actions illégales. Pourtant, outre le fait que les actions directes ont permis de renforcer l'impact du mouvement, une grande partie de leurs auteur-e-s s'impliquaient de bien d'autres façons dans la dynamique collective, notamment dans les occupations.

À la suite on trouvera les principaux arguments « anti-violence » et quelques éléments de réponse :

- « *Ce n'est pas légitime, c'est anti-démocratique, l'AG avait dit que ça devait être une manifestation pacifique* » : Cet argument se veut le discours dominant du mouvement, souhaitant interdire *de facto* toute initiative

1 – Lors du début du mouvement, le 16 février, à Rennes : « *Après une première fuite partielle suite à des jets de lacrymo, les manifestant-e-s reviennent à la charge malgré la regrettable (et durable, comme leur développement ?) attitude de quelques "étudiant-e-s pas casseur-e-s" issu-e-s de mouvances écolos-citoyennes qui semblaient décidé-e-s par dessus tout à protéger le bâtiment de la République qu'est cette bonne vieille préfecture. Ces quelques anti-violent-e-s criaient "non violence!" et faisaient la chaîne pour empêcher les manifestant-e-s d'agir comme bon leur semblait... Un de ces anti-violents est allé jusqu'à mettre un poing dans la gueule d'une des personnes qui participait à ériger une barricade. Merci la non-violence...* » (extrait de « *A Rennes aussi des étudiant-e-s s'attaquent à la préfecture et au drapeau français* », publié le 20 février 2006 sur <http://grenoble.indymedia.org/index.php?page=article&cid=1966>)

non consensuelle issue de minorités agissantes. Derrière cette posture se trouve encore la logique du *démocratism*...

- « *Ce n'est pas comme ça qu'il faut se faire entendre, nous sommes des citoyens responsables qui avons d'autres moyens pour nous exprimer* » : Qui pourrait affirmer aujourd'hui que le CPE aurait été retiré sans le désordre généralisé qui a accompagné les manifs ? Au cours du mouvement, même les tenants du légalisme et du pacifisme ont été amenés à concéder que les voies de protestation institutionnelles (manif, pétition, opposition parlementaire, etc.) ne suffisaient pas à faire reculer le gouvernement.

- « *C'est prendre les manifestant-e-s en otage, leur imposer un mode de protestation qu'elles n'ont pas choisi* » : Une manifestation n'appartient pas à ses organisateur-e-s, ni n'est soumise à la loi de la majorité (supposée). Elle est ce qu'en font les personnes qui y participent, et si certaines y organisent des actions directes, elles ne s'imposent pas plus aux autres que celles qui cherchent à empêcher ce genre d'expression.

- « *C'est exposer les manifestant-e-s à la répression* » : Ne pas vouloir être exposé-e à la répression, c'est se condamner à l'impuissance politique, puisque le propre de tout pouvoir est de réprimer (plus ou moins brutalement) toute contestation, comme peuvent en témoigner les manifestant-e-s pacifistes qui se sont fait-e-s matraqué-e-s et gazé-e-s un peu partout en France alors même qu'aucun acte « violent » n'avait été commis.

- « *Affronter la police ou casser la vitrine d'une banque n'a pas de rapport avec le CPE* » : Effectivement (ou du moins, pas directement). Mais les flics, les banques et le CPE ont tous un rapport avec le monde que l'on cherche à détruire. Par ailleurs, des cibles comme les agences d'intérim avaient directement à voir avec les revendications mises en avant dans le mouvement, puisqu'elles permettent déjà ce qu'aurait installé le CPE. Quant aux quelques voitures particulières et au mobilier urbain qui ont fait les frais de la rage, il ne s'agit jamais que de tas de verre et de ferraille, relativement insignifiants face à ce qui se jouait réellement dans

les rues et qui ont trop souvent été mis en avant pour occulter le sens politique de l'affrontement¹.

«Le blocage, une idée qui circule»

Derrière le «mot d'ordre» de blocage économique, il s'agissait principalement du blocage des flux de la marchandise humaine dans les gares, les aéroports, sur les routes. Ces actions se faisaient dans le cadre de manifs, souvent à la fin, en s'appuyant principalement sur le nombre de manifestant-e-s (sauf pour les rues, qui étaient souvent barrées avec du mobilier urbain). Parfois, les barrages étaient levés sur simple demande des flics, les manifestant-e-s estimant que le rapport de force n'était pas en leur faveur, ou refusant par principe de tenir tête aux forces de l'ordre. D'autres situations, et particulièrement les blocages de gares, ont donné lieu à des affrontements avec la police².

L'enjeu était d'empêcher les gens de travailler, de perturber la fluidité des flux, de déclencher autant de situations qui sont des grains de sable dans les rouages du métro-boulot-dodo si précieux au bon fonctionnement de l'économie. L'idée c'est qu'une grève générale n'est plus à envisager et que comme il nous est impossible de bloquer l'ensemble des lieux de travail, il faut empêcher les salariés de s'y rendre : provoquer la grève par le fait.

La concrétisation de cette idée n'a pas été à la hauteur des ambitions affichées même si certaines actions étaient particulièrement réussies comme à Rennes, lors du blocage du périphérique et de l'occupation du centre de tri postal. Il y a eu quelques tentatives de journées d'actions nationales et de coordinations

1 – Par ailleurs, nous pourrions dire qu'il n'y a pas de dégât matériel problématique dans ce genre de contexte en rappelant ce slogan avignonnais : «Tout est à eux, rien n'est à nous : Tout ce qu'ils ont, on va l'brûler !» (*Contre le CPE et son monde - Notes sur le mouvement dit anti-CPE en Avignon*).

2 – Il faut dire que c'est tentant, tous ces cailloux pointus sur les voies...

entre plusieurs villes dans l'Ouest, mais l'économie n'a pas été bloquée à grande échelle. Bien souvent, les actions se limitaient à des blocages sporadiques de routes et pendant la quasi totalité du mouvement, les usines continuaient de tourner. Pourtant, quand plus de mille personnes sont rassemblées pour bloquer une gare, on peut se dire que le même nombre de personnes (ou beaucoup moins !) bien réparties sur des cibles précises peuvent s'attaquer à saboter par petits groupes des entreprises, avec des chances plus grandes de bloquer l'économie, ne serait-ce que temporairement. À Montpellier, où les tentatives de blocage de la gare étaient freinées par les SO, une des initiatives menées dans le sens de la perturbation des flux a été de s'attaquer discrètement aux bornes de tickets de tram.

«Villepin, prends ton temps, on s'amuse énormément»

L'ensemble du mouvement anti-CPE ne s'est pas contenté des occupations de facs, ni même des manifs et de leurs débordements. L'opposition face aux institutions s'est exprimée sous plusieurs formes en fonction du contexte et des sensibilités des personnes impliquées. Par exemple le 6 avril, lors de la journée nationale de soutien aux inculpé-e-s du mouvement, des étudiant-e-s et des squatteur-euse-s de Dijon ont occupé ensemble un chantier Bouygues, entreprise qui excelle dans le domaine de la construction des prisons. Deux immenses banderoles ont été déployées sur une grue, appelant à bloquer l'économie et à libérer les inculpé-e-s du mouvement anti-CPE et des émeutes du novembre 2005.

Les actions anti-pub, les graffs de slogans et les affichages sauvages ont été très pratiqués durant ce mouvement, participant d'une réappropriation de l'espace, de la ville, faisant déborder ce qui se jouait sur la fac. Dans plusieurs villes, la réappropriation a aussi pris la forme d'autoréduction, c'est à dire pénétrer à plusieurs dans des supermarchés ou des restaurants universitaires pour

sortir de la nourriture gratuitement. D'autres manières de s'approvisionner ont été utilisées comme faire appel à la solidarité des consommateurs à la porte des supermarchés par le biais d'un don de nourriture ou à celle des automobilistes lors d'opérations de «péage gratuit» sur les autoroutes. En plus des occupations en tous genre (grands magasins, mairies, bourses du travail...), s'est répandue la pratique du «déménagement» de locaux commerciaux ou institutionnels : permanences électorales, ANPE, agences immobilières, ou encore des boîtes d'intérim. Le «déménagement» de locaux consiste à mettre dans la rue différents objets se trouvant initialement à l'intérieur, histoire de signifier aux entreprises l'envie de les voir fermer boutique et pourquoi pas de collectiviser les objets mis « à la rue»... À Montpellier, le «jeu des trente secondes» consistait à menacer les commerçants de pillage à la fin du compte à rebours, ce qui les faisait fermer boutique en déroulant leur rideau de fer les uns après les autres. Les actions de sabotage contre les syndicats étudiants étaient largement pratiquées et dans plusieurs villes, les locaux de l'UNEF (ainsi que ceux de l'UNI) ont été saccagés et certain-e-s de leurs adhérent-e-s entarté-e-s. Le feu de joie allumé dans la cour d'honneur de la Sorbonne et qui a fait couler tant d'encre n'était rien d'autre que des tracts du local de l'UNI qui partaient en fumée.

«Média, casse-toi!»

Au fil du temps, la recherche de «crédibilité» face aux journalistes s'est transformée en une critique grandissante des interprétations médiatiques orientées et simplificatrices du mouvement. Ainsi, toutes les contestations ont été systématiquement réduites au slogan vide «anti-CPE», les leaders des syndicats étudiants ont été institués en portes-paroles et donc représentants légitimes des masses réticentes, le clivage «méchants casseurs» contre «gentils manifestants» a été développé...Ce

traitement médiatique a provoqué des réponses diverses qui allaient du refus de la présence de journalistes dans certaines AG jusqu'aux occupations ou dégradations de locaux de médias (par exemple l'AFP, la Tribune et Charlie Hebdo à Paris, France Bleu Isère et le Dauphiné Libéré à Grenoble). Ces actions d'offensive contre les médias traduisaient la radicalisation des personnes qui faisaient vivre le mouvement et qui cherchaient à combattre les observateurs «neutres», les faux-amis. À Paris, à Toulouse et dans d'autres villes des journalistes ont été caillassés ou enfarinés en manif. Pour faire diffuser des informations et des réflexions, les personnes en lutte utilisaient en fait leurs propres outils comme les sites Indymedia, les radios associatives ou encore les revues politiques.

Dispersion d'une manif sauvage : certain-e-s se retrouvent au commissariat, d'autres autour de bières, et enfin il y a ceux qui rentrent chez eux pour réviser : c'est le mois d'avril, la fin du semestre approche. *Faire vivre le mouvement* à travers les occupations, les manif sauvages et une diversité d'actions qui n'engageaient qu'une minorité des participant-e-s a été un pari difficile à tenir dans le temps.

De la Dépouille.

Depuis le mouvement lycéen de 2005, plus exactement depuis la manif du 8 mars de cette même année, les cortèges sont hantés par la figure du casseur-dépouilleur. D'abord, constatons que ce produit médiatique dispose d'un contexte favorable: la fascination pour les images spectaculaires de hordes d'encapuchonnés tombant à dix sur une personne sans défense; le parfum de politiquement incorrect qui entoure la dénonciation de la «barbarie des jeunes de cités»; la promotion à assurer au concept de «racisme anti-blanc» récemment lancé sur le marché intellectuel; les rumeurs de manipulations policières et l'intérêt de l'État à la fois à ce que les «victimes» potentielles désertent les manif, et à apparaître comme le garant de leur sécurité.

On comprend alors mieux que ce qui ne s'est produit que deux fois massivement (le 8 mars 2005 et le 23 mars 2006 aux Invalides) ait pris autant de place dans le traitement médiatique du mouvement, et finalement dans l'imaginaire collectif. Cela dit, ces phénomènes de dépouille et d'agression de manifestant-e-s, même s'ils ne sont pas aussi développés que les médias aimeraient le faire croire, sont tout de même assez importants pour s'y attarder.

Commençons par nous démarquer de ceux qui y voient une manipulation policière, à différents degrés (depuis «ils ont laissé faire» jusqu'à «c'était des flics qui ont fait ça ou qui ont dit aux petits caïds de venir s'attaquer à la manifestation»): cette théorie du complot n'est souvent qu'une réaction épidermique de gauchiste qui se refuse à penser une situation qui ne cadre pas avec son idéologie (les «jeunes de banlieues» sont des «victimes» du «système» et donc doivent toujours se retrouver du côté de ceux et celles qui prétendent s'y opposer), et elle évoque trop la vieille rengaine des syndicats gestionnaires sur les «éléments extérieurs» et autres «agents provocateurs», seuls responsables des débordements en manifestation. Et les couplets plaintifs sur l'absence d'intervention des flics sont d'une stupidité affligeante quand ils

émanent de personnes qui prétendent par ailleurs s'opposer à la toute-puissance policière: demander aux flics d'empêcher la dépouille, c'est justifier le renforcement de leur dispositif, et notamment la présence de civils dans les cortèges. Si l'État et la police profitent de cette situation, ça ne suffit pas à les en désigner comme responsables, et par ailleurs nous avons assez de choses à reprocher aux flics pour ne pas devoir les accuser de tabasser des lycéen-ne-s pour leur voler leur lecteur mp3. Bien sûr, dans le cas des Invalides, la police joue un rôle indirect dans ce qui s'est passé: en choisissant, en accord avec les syndicats, de faire finir la manif sur une esplanade immense et déserte pour éviter tout débordement, elle a créé les conditions pour que la violence ne puisse s'exprimer contre rien d'autre que les manifestant-e-s eux-mêmes (même si les CRS ont aussi reçu leur quota de caillasses et que les quelques voitures de bourgeois stationnées là sont parties en fumée).

Reste que la façon dont ces «bandes» s'en sont prises indistinctement à d'autres bandes, à des lycéen-ne-s et étudiant-e-s isolé-e-s, aux flics ou au cortège autonome est foncièrement problématique. Plusieurs explications ont été données, qui ont toutes un fond de vérité: la colère devant le rejet, par les SO¹, des «survet'-baskets-

1 – SO qui ont d'ailleurs largement fait preuve de leur capacité à agresser des manifestant-e-s. Témoignage d'un «encapuchonné»: «C'était un peu avant 18h, j'étais sur le bord du terre plein central, place de la république, loin des affrontements, loin de la casse, mais seulement à quelques mètres du service d'ordre de la CGT qui formait une ligne à la manière des CRS. Derrière moi ça gueulait «CGT collabos», c'est alors que les 30 à 50 mecs de la milice syndicale sortirent d'en dessous de leurs blousons, des barres de fer, des pieds de chaise, et des matraques télescopiques. L'un deux cri «camarade» puis les autres reprennent ensemble leur cri de guerre et chargent en hurlant vers le terre plein. Je tente d'esquiver mais pris par surprise et la chaîne étant trop longue, je me prends un coup de bâton sur la tête. Je tombe à terre quand j'entends «j'en tiens un», puis c'est une dizaine de ces brutes qui se mettent autour de moi distribuant les coups de pieds, coups de matraques et se tirant les uns les autres pour pouvoir me mettre des coups, tout en s'engueulant au dessus de moi pour savoir s'il fallait me livrer à la police ou pas... »

casquette» en marge des cortèges, et l'hostilité craintive à leur rencontre lors des manifs précédentes ; la haine de classe contre des étudiant-e-s perçu-e-s comme privilégié-e-s ; mais aussi l'abrutissement fascisant qui s'est exprimé dans l'acharnement contre le plus faible et la sauvagerie dans la domination.

De même qu'il n'y a pas de sujet «émeutier de novembre» ou «caillera», il n'y a pas de sujet «dépouilleur», c'est-à-dire qu'il se définit en situation et pas d'après des caractéristiques sociologiques («jeune banlieusard arabe ou noir»). D'ailleurs, si l'assimilation est souvent faite entre «dépouilleur» et «émeutier de novembre», elle est sujette à caution et contredite par exemple par le témoignage d'un professeur de Seine-St-Denis dont les élèves, qui ont participé aux événements de novembre, n'osaient pas aller en manif par peur de se faire agresser par des bandes d'autres quartiers.

Pour nous il ne s'agit pas d'applaudir le fait que de «vrais révoltés» mettent à l'amende des «fils de bourgeois qui cherchent avant tout à défendre leur condition», pas plus que de vomir la «barbarie fasciste des cailleras», mais bien de s'organiser à partir de la situation : ne pas se laisser piéger dans la nasse flics/SO, ou encore se protéger d'éventuelles agressions (qui peuvent aussi provenir de fascistes «A.O.C.» comme c'est arrivé autour de la Sorbonne). Il nous paraît encore plus important de ne plus venir en manif comme des individus isolés mais plutôt de nous constituer en forces offensives, en groupes organisés, en bandes enfin hargneuses. Les groupes manifestants devenant ainsi des cibles beaucoup moins faciles, la violence serait alors dirigée principalement contre les flics et des objectifs ciblés.

FIN DE PARTIE

«Les mouvements sociaux offrent ce confort de ne pas trop engager : ils ont un début, une apogée et un dénouement, et quand le pouvoir sonne la fin de la récréation, on a pas trop de scrupules à retourner dans le rang : on en n'était pas trop sorti»

(Ultime communiqué du comité d'occupation de la Sorbonne en exil)

Annoncé le lundi 10 avril par le président de la République, le «remplacement» de l'article sur le CPE dans la loi sur «l'égalité des chances» a fonctionné comme un point de ralliement pour tous ceux qui souhaitaient un rétablissement de l'ordre : gouvernement, syndicats gestionnaires, chefs d'établissements trop contents de provoquer la reprise des cours, étudiant-e-s anti-bloqueur-e-s, médias dont le scénario était déjà en place... Tous les ressorts se sont miraculeusement alignés pour délivrer un formidable effet de rappel à l'ordre, y compris les ressorts intimes chez des personnes soudain effrayées par l'ouverture des possibles, saisies par une sorte d'angoisse de l'inconnu : «*et si vraiment tout changeait, que deviendraient nos vies confortablement cadrées ?*».

Quelque chose s'est arrêté. Pas vraiment de quoi être surpris-es : les mouvements sociaux débouchent habituellement sur une réforme de plus, ou en moins, parfois sur rien du tout. Bien sûr, cette fois-ci, il y avait de l'excès, du débordement, mais ce qui peut vraiment étonner ce sont surtout les modalités de ce coup d'arrêt. Le mouvement anti-CPE ne s'est pas vraiment essoufflé, il n'a pas été cassé par la répression. Il s'est effondré, comme vaincu de l'intérieur...

Le déblocage

*Les mouvements sont faits pour mourir...*¹ et ce n'est pas l'insurrection qui se généralise à partir du 11 avril, mais les déblocages des facultés. Les votes de blocage et de déblocage, à la main levée ou avec carte d'étudiant, se succèdent chaotiquement dans les universités et parfois même sur les parkings à côté. Les grévistes les plus déterminé-e-s se sentent piégé-e-s par la dictature *démocratique* du vote qu'ils n'ont pas su dépasser pendant le mouvement par peur de se retrouver isolé-e-s. Ils devront s'affronter physiquement à des vigiles et des anti-bloqueur-e-s pour tenter en vain d'empêcher le déroulement de ces votes, où la majorité, de guerre lasse, choisira de retrouver la sécurité abrutissante de la vie étudiante... Les interventions de la police et des vigiles mettent fin aux tentatives de blocage en force et aux dernières occupations. La fin de la récré sonne dans les facultés, détournées jusqu'alors en lieux d'organisation de la lutte. Les cours reprennent, ainsi que le vide de l'existence étudiante.

« On peut être contre le gouvernement tout en reprenant les cours »².
Les arguments raisonnables des syndicats étudiants, prêts à

1 – Le 24 avril 2006, lors de la tentative de réoccupation de la Sorbonne à Paris, une banderole est déployée sur la façade du bâtiment : « *Les mouvements sont faits pour mourir. Vive l'insurrection* ».

2 – *Libération*, le 11 avril 2006 : « Dans le bastion rennais, l'unité s'émousse ».

consommer, servaient à justifier facilement le bien-fondé du retour à la normale. Le remplacement du CPE a été considéré comme une victoire qui impliquait la levée des blocages et l'oubli de la révolte. Les appels à la solidarité avec les inculpé-e-s du mouvement et des émeutes de novembre 2005, la volonté dispersée de soutenir les luttes contre l'intégralité du projet de loi sur l'« égalité des chances », contre le CNE, ou contre la loi CESEDA sur l'immigration ont été oubliés au profit des négociations avec les administrations universitaires pour organiser les examens¹. Pour assurer la reprise des cours, la nécessité de voter s'imposait : « *Le mouvement a débuté de manière démocratique et va se terminer de manière démocratique. C'est les étudiants en AG, partout, (...) qui vont décider la levée des blocages* »².

Le contexte étant favorable à la réalisation des objectifs des anti-bloqueur-e-s, ceux-ci ont saisi l'opportunité que leur offrait cette fois le vote et ils y ont massivement participé. Au fil du mouvement, illes n'avaient jamais réussi à arracher le déblocage de la majorité des facs en s'appuyant uniquement sur leurs propres forces. La donne a changé avec le retrait du CPE car les syndicalistes se sont joint-e-s à eux pour faire rentrer dans le rang la masse des étudiant-e-s qui avaient participé au mouvement sans chercher à le dépasser. Le vote en AG, souvent utilisé pendant le mouvement par les bloqueur-e-s comme signe ultime de la légitimité de leurs actions, s'est retourné contre eux.

L'administration des facs, présidents d'universités en tête, s'efforçait aussi d'obtenir le déblocage le plus rapidement possible. À Lyon II, alors qu'il avait toujours fait mine de respecter les décisions des assemblées générales, le président de l'université a

1 – L'UNEF, la Confédération étudiante (Cé) et la Fédération des Associations Générales Étudiantes (FAGE) ont entamé les négociations avec Yannick Vallée, premier vice-président de la Conférence des présidents d'université (CPU), le 11 avril 2006.

2 – Bruno Julliard, président de l'UNEF (intervention dans *Mots Croisés* sur France 2, le 10 avril 2006).

envoyé délibérément un communiqué annonçant la reprise des cours, alors même que l'AG avait reconduit le blocage pour le début de la semaine suivante: cette tactique a permis d'avoir un surnombre (et un surcroît de motivation) des anti-bloqueur-e-s pour renverser le rapport de force dans la fac. Les résultats serrés du vote laissent d'ailleurs penser que sans cette manipulation pour attirer les étudiant-e-s qui n'avaient jusqu'ici pris parti ni pour ni contre le blocage, celui-ci aurait été reconduit...

Dès le début du mouvement, les pouvoirs universitaires avaient tenté de créer les conditions d'un retour à la normale (vote avec carte d'étudiant, isolements, messages alarmistes à la communauté universitaire...); mais avec l'annonce du retrait du CPE, les grandes manœuvres pouvaient vraiment commencer: invalidation des votes en AG, tracasseries universitaires multiples assorties de menaces concernant l'avenir ou la valeur des diplômes, ultimatums pathétiques: «*si vous arrêtez la grève aujourd'hui, avec l'aide du corps enseignant c'est encore jouable pour votre année, sinon...*».

« Dans un souci d'ordre et d'apaisement... »

Comment les ennemi-e-s de l'intérieur l'ont-elles emporté? Comment se sont-elles retrouvées en position de force dans les facs? Le discours syndicaliste, cautionné par les actions des anti-bloqueur-e-s, a servi de relais, à l'intérieur même du mouvement, aux volontés «d'apaisement» de l'administration ou à la petite musique pacificatrice qui donnait largement le ton dans les médias. Serinée quotidiennement par des analystes de renom, des journalistes vedettes, des profs de Sciences-po et une flopée d'interlocuteurs valables issus du monde politique ou syndical, elle témoignait de l'unanimité institutionnelle sur la «crise du CPE».

Pourquoi le gouvernement, les syndicats gestionnaires et les médias se sont-ils alignés soudainement pour enterrer le mouvement le plus rapidement possible? Si chacune de ces institutions

a bien des intérêts qui lui sont propres, parfois même en contradiction avec ceux des autres, toutes se sont réunies sous la même bannière de l'ordre républicain. Le Président de la République a indiqué qu'il avait décidé de remplacer le CPE «*dans un souci d'ordre et d'apaisement, pour sortir d'une situation de blocage*»¹. Celle-ci était loin d'être virtuelle et Laurence Parisot, patronne du Medef, avait fait remarquer: «*Cela fait, en six mois, deux crises majeures auxquelles notre pays est confronté, la crise des banlieues en novembre, la crise du CPE en mars-avril. Il faut se rendre compte que ceci met en danger l'économie du pays*»².

Début avril, les représentants syndicaux de tous bords avaient déjà montré aux médiateurs parlementaires chargés du dossier CPE leur profond désir de trouver une issue à la crise... «*On voyait bien qu'ils étaient aussi inquiets des risques de débordement de la part de jeunes, que ni les uns ni les autres n'avaient l'impression de contrôler*»³. Les centrales syndicales ont donc saisi le remplacement du CPE comme une opportunité qui leur permettait de dépoussiérer leur renommée de bons gestionnaires des conflits sociaux, à condition de stopper un mouvement risquant de devenir incontrôlable. «*Même s'ils ont des intérêts à faire valoir, ils sont les premiers à tenir à ce que l'ordre républicain soit respecté*»⁴. Les revendications autres que le retrait du CPE qui avaient émergé au cours du mouvement ne devaient plus se faire entendre dans la rue. François Chérèque, président de la CFDT, déclarait le 12 avril que «*la bagarre contre le CNE est sur le terrain juridique*», avant de se féliciter du fait que «*les cinq grandes confédérations CGT, CFDT,*

1 – *Le Monde*, 14 avril 2006: «M. Chirac appelle les jeunes à la reprise des cours».

2 – *Le Monde*, 5 avril 2006: «Le patronat craint de voir le Contrat Nouvelle Embauche emporté dans la tourmente».

3 – *Le Monde*, 19 avril 2006: «Les coulisses d'une négociation -Trois jours pour tuer le CPE»

4 – *Idem*.

FO, CFTC et CGC ont agi en organisations responsables, expliquant, par exemple, qu'on n'appelait pas comme cela à une grève générale»¹.

Conservant leur habituel rôle de «soupape de sécurité» de la contestation effective, les syndicats ont donc évité de se «gargariser avec des slogans définitifs et réducteurs»² comme la grève générale, au profit de la stratégie des revendications contentées. Cette stratégie fait fond sur une proposition qui «assimile assez classiquement la lutte anti-CPE à un mouvement social. Ce dernier aurait visé la suppression d'un article de loi bien déterminé, en passant par la mobilisation d'une population elle-même bien définie d'étudiant-e-s et de lycéen-ne-s, directement concernée par le problème d'une "première embauche". Et dans cette perspective le retrait ou le remplacement du CPE aurait dû impliquer logiquement la fin du "mouvement anti-CPE"»³. Dès le départ, le mouvement était estampillé «anti-CPE» sur les ondes ou à la télé, on nous faisait comprendre que les «vrais jeunes» étaient ceux qui manifestaient pacifiquement pour défendre leurs petits intérêts corporatistes et sauver la valeur de leurs diplômes (les violents étaient des «casseurs, extérieurs au mouvement»). Il ne restait plus qu'à surenchérir sur les attermolements du premier ministre, sur le nombre de participant-e-s à la prochaine journée de mobilisation nationale ou sur les délais avant la sortie de crise. L'affaire était entendue : c'était une question de jours, d'heures, et tout ce qui échappait à ce scénario vertueux, à la fiction d'une résolution raisonnable du conflit, était soit ignoré (ça a été le cas pour nombre d'actions intervenues après le 10 avril), soit traité en pures anomalies (comme le fait d'individus évidemment extérieurs au mouvement : sauvageon-ne-s sans foi ni loi, sombres anarchistes, dangereux nihilistes...).

1 – *Libération*, le 12 avril 2006 : «C'est tout le malaise d'une génération qui s'est exprimé dans ce mouvement».

2 – Bernard Thibaut, discours d'ouverture du 48^e congrès de la CGT, dans *Libération*, le 25 avril 2006 : «Après le CPE, la CGT veut "la peau du CNE"».

3 – *Des mots du désordre*, recueil de texte autour du mouvement anti-CPE.

Les limites du revendicatif

Les limites imposées par le cadre revendicatif entraînent en contradiction avec la dynamique subversive, rendue désirable par l'abandon du quotidien. Une multitude de communiqués, de textes ou d'actes exprimaient combien la simple revendication du «retrait du CPE» était loin de signifier à elle seule toute la rage engagée dans la lutte. Le mot d'ordre d'«élargissement» était dans l'air mais n'a pas suffisamment pris corps : celles et ceux qui n'attestaient pas du statut d'étudiant-e n'avaient pas toujours leur place dans les AG, ni dans les manifestations officielles, où les services d'ordre syndicaux ont plus d'une fois accueilli les personnes identifiées comme étant «hors du rang» à coups de matraque.

À partir du refus du CPE et du combat qui s'en est suivi, une critique globale du travail s'est exprimée un peu partout, élaborée par quelques éléments désireux de s'opposer au discours dominant qui réclamait un CDI pour tou-te-s. Cette critique du travail et de l'existence réduite à la survie, partant du refus du CPE pour développer une critique de la soumission au salariat en général et du rapport d'exploitation qui lui est inhérent, ne s'est pas propagée largement. La défense du Code du travail ou autres revendications basées sur les droits et les acquis sociaux restaient très en-deçà d'une remise en cause des rapports marchands qui agencent nos vies que ce soit à travers la consommation (des biens autant que des rapports inter-personnels) ou le travail. Là où ces questionnements auraient pu être posés, les débats se sont rarement écartés de l'éternelle question «blocage ou pas blocage?». Si le rejet individuel de la précarité s'est exprimé en masse, les causes et la nature de cette précarité ont rarement été envisagées d'un point de vue collectif et politique.

Pourtant, même du point de vue «revendicatif», il était compliqué de mener des offensives sérieuses contre les avancées gouvernementales récentes autres que le CPE : le reste de la loi sur «l'égalité des chances», le CNE, la loi CESEDA, ont souvent

servi de faire-valoir au combat encore plus partiel qui visait précisément le CPE. Ce refus de considérer les revendications «autres», qualifiées (à juste titre) de prétextes visant à maintenir le conflit, a eu ceci de bon qu'il a permis de mettre à jour une volonté de questionner l'efficacité des luttes revendicatives et réformistes¹. La «victoire» sur le CPE n'a pas eu pour effet de démontrer aux yeux de tout-e-s l'irréfutable efficacité de ces luttes, mais plutôt de mettre à jour son impuissance, sa capacité à n'agir que par traitements symptomatiques. On a par exemple souvent pu entendre ici et là que le problème du travail précaire n'a pas été vaincu avec le CPE, puisqu'il existe déjà sous la forme du travail intérimaire et plus largement encore sous celle du travail salarié traditionnel. Ces formes de travail n'ont pourtant jamais été remises en question par les détracteurs «officiels» du CPE et ne l'ont été que trop rarement par les personnes impliquées. Ce que quelques-un-e-s ont néanmoins tenté de dénoncer et de combattre, ce que d'autres ont découvert pendant que certain-e-s refusaient et refusaient encore de la voir, c'est l'hypocrisie inhérente aux luttes qui prétendent s'opposer aux problèmes qu'engendrent notre société sans remettre en question cette dernière. C'est sur cette toile de fond que se dessine l'opposition entre réformistes et radicaux, opposition fondamentale qui est trop souvent passée pour une «gueuerre de chapelle».

Pour autant, un mouvement d'opposition tel que celui dit du CPE, s'attaquant plus à un symptôme qu'à un problème de fond, du moins en apparence, n'est évidemment pas condamné à se cantonner à ce type de lutte parcellaire. Au delà des simples revendications, un désir de combattre plus que le CPE a pu être

1 – Grieg, lycéen à Alès : «*Nous, on était vraiment motivés, mais encore plus, mais vraiment pour aller jusqu'au bout. Pour dire, tant qu'à faire, on n'a qu'à enchaîner sur le CNE, ça nous donne un autre argument à la rigueur. On proposait ça pour continuer. Parce que nous, sur le blocus, on était partis un peu dans l'utopie, dans le rêve.*» («Un aperçu du mouvement anti-CPE à Alès», *Bachibouzouk* n°1, hiver 2006-2007, p.16).

observé à bien des moments : mener une lutte contre le CPE *et son monde*. Cette volonté s'est exprimée entre autre dans les désirs de blocage de l'économie et d'affrontement avec les milices de l'État. Malgré ce contexte favorable, les groupes les plus déterminés à dépasser le cadre revendicatif n'ont pas réussi à empêcher l'implosion du mouvement, ni à maintenir un rapport de force suffisamment puissant pour le faire perdurer. Parmi les partisans de l'élargissement de la lutte, une relative inertie a suivi l'écroulement du mouvement, avec le sentiment diffus que le sens politique des luttes non revendicatives n'avait pas toujours été compris.

S'il est évident que la lutte n'a pas pu se généraliser, cette impossibilité d'élargir le mouvement est liée à la restriction de l'objet de la lutte à des revendications étudiantes le maintenant dans le monde universitaire et le soumettant à ses normes et à son inertie. Happé-e-s à nouveau par le temps universitaire, il devenait encore plus compliqué de nourrir la lutte et de la sortir des simples visées anti-CPE pour enfin s'attaquer à son monde et jeter les bases d'une révolte plus profonde. Et si l'annonce du retrait avait déjà fortement démobilisé, l'imminence des examens n'a fait qu'accroître le phénomène, convainquant tout à fait celles et ceux qui ne s'étaient pas encore résolus à se soumettre au retour à la normale. Le revirement précipité des étudiant-e-s est profondément lié au caractère omniprésent des examens, au sens où ceux-ci tombent à la fois comme un fait massif, inéluctable, tout en opérant une saisie subjective de la vie estudiantine. D'une façon générale ils représentent ce à quoi il est impossible d'échapper, d'abord parce qu'ils sanctionnent toute une année de travail qu'eux seuls peuvent valoriser et de ce fait rendre profitable, ensuite parce que leur échéance coïncidait parfaitement avec le retrait du CPE et qu'il n'y avait de ce fait aucune raison valable de les empêcher, ni même de les reporter. Mais l'emprise des examens est plus profonde encore que ce que ces simples constatations d'ordre pragmatique nous laissent à croire : leur venue se confond avec celle, nécessaire, d'un retour à la normale,

dans la mesure où ils conditionnent la future «réussite», ou au contraire le futur «échec», de toute une vie.

Cet amalgame entre la réussite scolaire et la réussite sociale n'est pas apparu comme par enchantement dans les esprits, il est le résultat du travail acharné de l'institution scolaire, qui consiste à former ses élèves à leur future entrée dans la «vie active»; elle leur permet d'obtenir sans cesse de nouveaux diplômes, de nouvelles compétences, rendant possible pour tout un chacun l'investissement dans son capital humain propre, l'amélioration conjuguée de son CV et de sa docilité. L'entrée dans la «vie active» est ainsi balisée par un apprentissage préalable des modalités sensées en permettre une gestion optimale, ce qui en termes purement économiques revient à se penser comme le «manager» de sa vie et à consommer de la même façon chaque aspect restant de son existence, sur le mode du divertissement. On organise et on se procure donc le repos, les loisirs, les plaisirs, etc. selon la même logique que celle qui prime dans le travail, on obéit à une injonction à exister à travers une consommation effrénée qui finit par devenir l'essence même de nos vies. C'est la nécessaire reprise en main, par l'économie, du cours de nos existences quotidiennes, à la fois le rappel et l'apprentissage de ce qu'elles sont destinées à être et à devenir. La soumission à ce temps universitaire contraignant, conditionne non seulement nos existences présentes, mais aussi et surtout leurs devenir, leurs possibles, annihilant tout changement, toute nouveauté, tout retournement...

L'inconsistance de l'engagement

Si cet écoulement usuel du temps nous met dans l'embarras c'est qu'il se dérobe à nous, poursuivant un inévitable cycle il semble nous interdire toute élaboration intempestive, tout écart de conduite. Ce temps qui nous échappe nous gouverne pourtant, et ce sont nos difficultés à le connaître, et de ce fait à maîtriser

ses agencements, qui semblent être à l'origine de notre incapacité à en renverser le cours. Cette impossibilité d'agir à contre-temps accuse la dimension superficielle des engagements politiques qui ont cours dans le monde étudiant, elle force le constat d'une certaine velléité politique dérivant de l'inconsistance de la forme-de-vie¹ étudiante elle-même. Composant sans cesse avec un mélange d'insouciance, de sentiment de «liberté» et de résignation à devoir passer un jour dans *la vraie vie*, celle-ci s'illustre par un consumérisme effréné (fût-il équitable), qui lui permet de glisser sans frottement de cours en cours, de stages en soirées étudiantes...; un caractère volatile, aussi bien dans les rapports affectifs, culturels ou intellectuels que politiques, dispersant les particules étudiantes lancées sur leurs cursus individualisés, sans jamais se heurter ou se rencontrer réellement dans le dédale des couloirs d'université. Dans cette perspective, défiler contre le CPE c'est en partie sacrifier au folklore étudiant: on fait beaucoup *comme si*, on emprunte les formes canoniques des mouvements sociaux (AG, manifs), parfois on joue au blocage ou à la grève plutôt que de s'engager dans un réel processus de lutte (combien de blocages de gare ont été négociés avec la SNCF?). La contestation étudiante a ceci de commode que la spontanéité y est balisée par les éléments de folklore et que l'on peut se permettre certaines audaces, se sachant couvert par la «tradition»: il faut bien que jeunesse se passe. L'engagement politique à la fac est largement vécu sur le mode d'une activité *para* ou *extra* scolaire: un ajout, un supplément d'âme, une façon de donner un peu de lustre à son existence... Sur les facs parisiennes, ont été organisées des activités, des conférences, une parenthèse sur le mode du festival; mais cette diversité d'ateliers, de thématiques, restent des activités *séparées*, elles sont ordinairement simplement consommées, comme une sorte de version alternative de la diversité de l'offre proposée par le libéralisme. Après six semaines de lutte, on peut enfin raisonnablement retourner à sa petite vie: marasme des

1 – C'est à dire ce qui fait que des manières de sentir, d'agir et de penser sont inséparables et *forment* une seule et même *vie*, une forme-de-vie.

études, galères de l'intérim, délices télévisuels et confort de l'appart' Ikea. L'ordre est sauf, la vie et la lutte sont maintenues dans leur séparation réglementaire, jouant ainsi celle des pensées et des actes, des désirs et des réalités. On cherche alors à se persuader que ça n'aura été qu'un mouvement étudiant de plus, une simple passade, on se réengage dans le processus familier de la résignation, quand bien même on discernerait, voire partagerait, les désirs de transformer un mécontentement vigoureux en une impétueuse révolte.

Ces critiques ne doivent pas être entendues comme une condamnation morale de fautes ou de manquements individuels : l'inconsistance des engagements personnels est conditionnée de façon déterminante par une faiblesse de l'organisation matérielle et collective de la lutte. Dans nombre de cas, les blocages ou même les occupations n'auront pas permis de lancer des dynamiques politiques susceptibles d'offrir une consistance assez forte aux communautés de lutte pour propager cette envie d'aller au-delà du CPE et de s'atteler à des choses plus globales. Ces volontés d'élargissement de la révolte n'ont pas pu sortir des petits cercles plus ou moins fermés qui les élaboraient, et ce précisément parce que si ce type d'agencement permet des rassemblements par affinités qui crée des liens assez forts, il limite également la contamination puisqu'il se construit en univers relativement clos, et n'est de ce fait pas vraiment inclusif.

C'est au travers de la prise de territoire et de la mise en commun, impliquées par les blocages, les occupations ou les émeutes, que commencent à se créer et à s'élargir les communautés de luttes, annonçant le caractère non seulement vivable mais aussi désirable de la lutte.

La difficulté à articuler la vie quotidienne et la lutte a contribué à l'épuisement qui a beaucoup pesé sur la fin, amenuisant encore les forces qui tentaient de s'organiser même après le retrait du CPE. De ce point de vue l'épuisement peut être compris autant comme un effet que comme un facteur de défaillance collective. Si cet épisode printanier s'est indiscutablement écroulé sous le

poids de la nécessité d'un retour à la normale et d'un état de faiblesse avéré, la forme de vie propre à l'étudiant, son libéralisme existentiel, son triste individualisme, s'est pourtant vue entamée, emportée chaque fois que prenait une communauté de lutte. Ce sont dans les pensées, les pratiques, les volontés et les désirs communs que les individualités se nouent, que les perspectives s'esquissent, qu'on expérimente le communisme ... et que la vie cesse un instant d'être un ensemble de dispositifs à gérer, un temps à employer, pour confondre la vie quotidienne et la lutte.

La suspension propre du mode de vie étudiant ne constitue pas nécessairement un obstacle à toute élaboration politique : elle recèle au contraire en tant que telle un fond de résistance un peu aveugle, à opposer à la triste pente qui doit nous entraîner, entre autres, vers le monde de l'exploitation salariée, qu'elle soit stable ou précaire, en CNE ou en CDI. En ce sens, s'inscrire à la fac, c'est comme gagner une année sur l'inéluctable avenir salarié, c'est l'aveu inconscient du peu d'enthousiasme que suscite la certitude de devoir bientôt entrer dans le monde du travail. On préfère encore à son attraction les débrouilles diverses (boulots miteux, dossiers de bourse et aide au logement...) : tout faire pour éviter de plonger dès maintenant dans « la vie active » ; on traîne les pieds comme à l'entrée du collège.

La fuite du quotidien, la résistance collective, c'est bien un événement de cet ordre là que nous avons vécu pendant le mouvement contre le CPE, sous la forme canonique d'un mouvement social. Et il faut passer au delà, ou approfondir encore la trajectoire esquissée : proposer, sur la base de cette communauté d'expérience, une nouvelle élaboration politique « *qui entraîne toute la vie, modifie notre rapport au travail et à l'étude, et en nous dégageant, pas à pas, du monde de l'économie* »¹. Assumer les perspectives révolutionnaires qu'impliquent le dégoût du travail et la haine de la police.

1 – *L'arme des examens*, Tract du comité anti-examens de Rennes 2, mai 2006.





CE QUE NOUS RETENONS DU MOUVEMENT DIT «ANTI-CPE»

Depuis plus d'une dizaine d'années, tous les mouvements sociaux que nous avons pu connaître se sont soldés par des défaites. Et particulièrement les derniers mouvements étudiants. C'est que, malheureusement, ils ne sont en général que le lieu de jeux politiques réformistes et revendicatifs, visant une amélioration ou une préservation des «acquis sociaux». La forme «mouvement social» fait partie d'une sorte de folklore à la française et alimente le mythe international du gréviste français. Elle entre parfaitement dans le cadre de la gestion démocratique du système où l'institution autorise les citoyens à scander leur colère dans les rangs des cortèges syndicaux. Cette colère ne peut s'exprimer que partiellement par le biais des revendications, bien souvent corporatistes : elle peut donc bien ressurgir régulièrement. Et de fait, la France est pratiquement chaque année le théâtre d'un nouveau mouvement social. On y retrouve toujours les mêmes pratiques et faiblesses politiques et il n'est pas surprenant que l'Etat ait ses repères et sache comment maîtriser les éventuels débordements.

La question du dépassement du cadre revendicatif s'est posée explicitement pendant le mouvement anti-CPE à travers une sorte de refus diffus de la précarité, exprimé par la majorité des personnes qui y ont participé. Cependant, ce dépassement



ne s'est pas totalement réalisé dans les faits et les syndicats ont eu l'opportunité de s'instituer en représentants du mouvement, dans les négociations avec l'Etat. Pour eux, il y avait un enjeu à redorer leur image et asseoir leur pouvoir, leur place et leurs petits privilèges au sein des entreprises, et à maîtriser les débordements qu'ils redoutaient. Les médias ont quant à eux joué les arbitres, comptabilisant les scores de manifestants avec l'habituelle distinction entre les chiffres des syndicats et ceux des flics. Dans ce pseudo-conflit, ils ont fait le jeu du pouvoir qui instrumentalise la lutte sous un aspect quantitatif légitimant le consensus bureaucratique entre syndicats et État. Les corps-manifestants ne sont pas perçus comme agissant, ils ne comptent plus comme une puissance politique mais seulement comme une fraction de «l'opinion publique» juste bonne à être chiffrée, dans une sorte de simulation électorale. Le mouvement s'est largement laissé prendre dans les engrenages de la machinerie démocratique avec son fonctionnement représentatif, et il a été réduit sous cet aspect à un mirage carnavalesque qui aura disparu dès lors que les syndicats ont fait mine de se retirer, et dès qu'il s'est trouvé, dans la foulée, effacé du paysage médiatique.

Pourtant, il y a toutes ces choses qui ne se sont pas arrêtées, qui continuent : les amitiés, les rencontres, les différents lieux ouverts... Le mouvement a permis de lier ce qui reste d'habitude confiné dans l'extraordinaire des luttes «sociales» avec le quotidien. Les acteur-e-s du mouvement se sont lié-es à travers un contexte, un territoire, des pratiques et des idées communes, ce qui a déterminé le développement de différentes communautés de lutte. Nos différentes pratiques sont mises en lien, s'enrichissent et prennent sens, ensemble : le blocage économique, les manifestations, les moyens de communication indépendants, l'action directe, la réappropriation d'espaces, les différents collectifs de soutien juridiques et financiers...

Cette mise en commun prend son sens lorsqu'elle rend possible le dépassement de la forme traditionnelle du mouvement

social, lorsqu'elle rend possible son débordement. Pendant le mouvement anti-CPE, ce potentiel s'est exprimé à travers des pratiques comme la casse, les affrontements avec les forces de l'ordre ou encore le blocage économique, et c'est cela même qui nous a paru déterminant.

À certains moments, la forme revendicative a été effectivement dépassée : au delà de la simple exigence du retrait du CPE, certes partagée par tous, une remise en cause plus globale de la «précarité» et de l'exploitation propre au monde du travail a vu le jour. C'est ce qu'expriment bien le slogan «Ni CPE, ni CDI», ou le mot d'ordre «Guerre au salariat», qu'on a vu fleurir ça et là au cours de la mobilisation. Il y a bien eu l'expression d'une volonté d'en finir avec certaines formes de travail précaire : en témoignent les attaques menées, en particulier dans le cadre des manifestations, contre les boîtes d'intérim, et toutes les projections ou discussions menées dans les facs occupées autour de ce sujet. Ces échanges ont pu prendre place et prendre sens dans le cadre de cette vie collective créée au sein des différentes communautés de lutte, qui nous a permis précisément de nous envisager en dehors de vies colonisées par le travail.

Le blocage économique est devenu un mot d'ordre et même s'il n'a pas été, la plupart du temps, réellement efficace, il aura permis de perturber le système économique, en bloquant les flux de marchandises humains et matériels, et ainsi de pouvoir réenvisager de nouveaux moyens d'action efficaces là où la grève est devenue pratiquement impossible. Mais ce blocage économique a été aussi, pour certain-es, l'occasion de s'attaquer directement et ouvertement au Capital, et au monde de l'économie.

Souvent condamnées, parfois sacralisées, les pratiques violentes se sont néanmoins répandues assez largement pendant le mouvement anti CPE. Cette diffusion est due au climat de tension bien palpable depuis novembre 2005, à la colère, au sentiment d'injustice et à la volonté de riposter provoqués par la répression, mais elle provient aussi du constat que des modes d'action plus offensifs contribuaient enfin à créer un rapport de force effectif face aux institutions qui portent le système.

La violence politique peut s'exprimer spontanément mais n'est pas pour autant aveugle. Elle accompagne le rejet des cadres imposés aux manifestants (parcours bien balisés, dispersion sous surveillance policière...); elle active une rupture avec le paysage urbain qui nous tient, mais qui ne nous appartient pas; elle exprime la colère et le désir qui ne se contentent pas des revendications et qui ne peuvent pas être maîtrisés par le jeu institutionnel.

Il y a donc eu, au cours de ces mois, une radicalisation du mouvement, et d'une certaine façon de plus en plus de réflexions et de pratiques révolutionnaires sont apparues et ont été portées au sein du mouvement. Mais tout ça, pas plus que notre présence maintenue sur les campus ou dans les AG militantes, ne suffira vraiment à mettre en place les conditions d'une offensive décisive et généralisée, à l'encontre du système capitaliste. Ce qu'il nous faut: *densifier les désirs révolutionnaires théoriquement et pratiquement.*

Densifier les désirs révolutionnaires théoriquement et pratiquement nécessite de dépasser ou de s'affronter à un certain nombre de logiques. Se prémunir du piège de la récupération et plus largement du démocratisme; ça veut dire ensuite conjurer l'angoisse du débordement, briser ces freins internes dont on a senti les ressorts se tendre et nous traverser pour nous ramener à la raison, nous ramener sur terre, au sol, quand le mouvement risquait de déterminer une suspension fatale. Ce qui est en cause ici c'est un certain sens du réel, un certain instinct des convenances... une incapacité surtout à percevoir ce que pourrait être une existence hors de nos rôles d'étudiant-e-s, de nos statuts de salarié-e-s, même précaires. Et en effet: «fuir pour aller où?»; il manque une direction, une perspective, et un espace, un monde accueillant, un plan de composition où agréger toutes les sécessions et les élaborer en force politique.



SE DÉFAIRE DE LA DÉMOCRATIE

Avril 2006, le mouvement anti-CPE jette ses derniers feux. Avril 2007, les projecteurs se braquent sur le scrutin présidentiel ; toute l'actualité politique semble polarisée autour de la campagne électorale et on nous promet au deuxième tour l'affrontement Sarkozy/Royal, le classique débat gauche-droite constituant l'horizon indépassable de la vie démocratique. Pour ce qui concerne les argumentaires il n'y a pas trop de surprises. Le programme de l'UMP reste dans la droite ligne de la loi sur l'égalité des chances (« plus de flexibilité », la « liberté » pour les gagnants de se faire toujours plus de fric, « moins de charges », et une bonne dose de sécuritaire), et le candidat ministre de l'Intérieur affiche ouvertement son hostilité aux révoltés du printemps. En face, la gauche ose le « réalisme » en matière de gestion économique, elle braconne sur le terrain du flicage au nom du « droit de tous à la sécurité » et en matière sociale joue la carte de la récupération, fidèle à sa fonction d'intégration de la contestation dans le jeu démocratique.

Immanquablement, lorsqu'un conflit social menace de s'intensifier jusqu'à ébranler l'ordre établi, quand percent des perspectives révolutionnaires, on voit s'activer, à côté des milices du maintien de l'ordre, toute une foule de récupérateurs. Canaliser les forces déployées dans le mouvement pour renforcer sa propre chapelle tout en les maintenant dans le jeu institutionnel, tel est le rôle de

la gauche, à travers ses divers organes politiques, associatifs ou syndicaux. CGT, CFDT et compagnie sont intervenues à temps dans le mouvement pour prétendre le représenter et s'en sont retirées juste quand il fallait pour le faire implorer; quelques mois plus tard ce sont les partis politiques qui entrent en scène, comptant en tirer profit en vue des élections de mai 2007. Les résidus de l'ex «gauche plurielle» cherchent à faire oublier qu'en matière de contrats de merde ils ne sont pas les derniers (emplois jeunes, etc.), tandis que l'«extrême-gauche» entend faire valoir le communisme et la révolution sur les plateaux télé et dans les urnes. Pour transformer la pseudo-victoire du mouvement en force électorale, et pour conjurer la peur ressentie à l'idée que ce monde a vacillé, la gauche met en place tout un tas de dispositifs pour s'approprier ce qui s'est exprimé pendant le mouvement, tout en le dénaturant. Et il y en a pour tous les goûts: la «flexsécurité» et les «jurys citoyens» du côté du PS, l'«interdiction des licenciements» et la «démocratie participative» pour la gauche de la gauche, type LCR ou PCF¹. Comme si l'intense activité politique (affrontements avec les flics, occupations, blocages, textes, etc.) du printemps 2006 avaient eu pour principal objectif l'accélération d'une certaine réorganisation du capitalisme, ou un retour à l'ancienne forme d'exploitation en usine. Comme si l'auto-organisation du mouvement ne portait pas les prémisses d'un rejet de toute *représentation* politique.

Cette tentative de capture de la charge politique du mouvement reste faible compte tenu d'une nette désaffection pour la farce électorale; et il semble que les programmes gouvernementaux défendus par la gauche ne suffisent pas à donner un sens profond au fait d'aller balancer un bulletin dans l'urne. À part quelques

1 – Qu'on nous permette de ne pas rentrer dans le débat de savoir si le PS doit encore être classé à gauche. Ce qui nous importe ici est qu'il y ait un certain nombre de personnes investies dans le mouvement qui envisagent de voter pour ce parti. Il est évident par contre que la LCR aura du mal à se faire valoir comme révolutionnaire, compte tenu de son programme en tout cas (un peu moins de flics et un peu plus d'éducateurs, un peu moins de précarité mais une exploitation plus stable et régulée).

Jeunes Socialistes et une poignée d'abruti-e-s du même acabit, qui pense réellement que sa vie va changer avec le parti au pouvoir? Qui vote *pour* un-e candidat-e par conviction politique? Et combien votent par dépit, par défaut, par rejet, par peur (du futur, des immigré-e-s, etc.)? Combien votent par convention, «parce qu'il faut bien, c'est la démocratie»? Et combien ne votent pas?¹ Face à ce désenchantement, il faut alors sortir l'artillerie lourde: le vote utile. Sans que cela ne pose manifestement de problèmes aux chantres de la démocratie, le ressort principal des élections est à l'heure actuelle le *rejet*, soit du parti au pouvoir, soit du «fascisme». Le vote utile, c'est l'ultime argument pour que la farce électorale dans nos démocraties ne devienne pas le reflet en négatif de celle des dictatures, avec des président-e-s élu-e-s avec des scores de 3% d'un côté et 97% de l'autre; c'est la perfusion qui maintient en vie le système électoral en phase de dégénérescence avancée. Au besoin, on mobilisera aussi le show-business, voire une brochette de rappeur-e-s désigné-e-s comme représentants folkloriques des jeunes des cités, pour les inciter à s'inscrire sur les listes électorales².

L'argument du vote utile renvoie à l'idée qu'il faut protéger le système républicain de ce qui hante ses marges, où on retrouve pêle-mêle les islamistes radicaux, Le Pen, les casseurs, etc. La démocratie a en effet une telle prétention à imposer le «bien

1 – Là on a des chiffres: 11 305 443 abstentions et bulletins blancs ou nuls pour 39 807 898 inscrit-e-s sur les listes électorales au premier tour des élections présidentielles de 2002 (soit plus que le nombre de voix obtenues par les deux premiers réunis). À cela, on peut ajouter une estimation de 3 millions de personnes non-inscrites. Nous ne prétendons évidemment pas que chaque abstentionniste formule les mêmes critiques que nous à l'égard du système électoral. Cependant, la dérégulation de la foi dans le bulletin de vote fonctionne comme une caisse de résonance pour ces mêmes critiques.

2 – On peut consulter le pathétique site «ouvrela.com» pour se rendre compte de l'inanité des discours politiques de ceux qui ont réussi (ou espère réussir) dans l'industrie du disque et qui appellent à voter pour ceux de leurs «frères» qui auraient réussi à Science-Po'. Dire que certains appellent à l'émeute et à tuer des flics dans leurs morceaux...

commun» pour tou-te-s, que rien ne peut lui être extérieur, rien ne peut rompre le consensus qu'elle est sensée établir en tout point du tissu social, sans représenter le mal absolu (et permettre par là une salutaire mobilisation autour de ses «valeurs»). Assumer la confrontation avec l'Etat et ses flics, ou contre le capital et ses milices, signifie ainsi être prêt-e à affronter l'anathème réservé aux «ennemis de la démocratie»; à figurer, selon son interlocuteur, dans le même sac que Ravachol, Ben Laden, Marx, Hitler, Staline, nous en passons, et des meilleur-e-s.

Pour peu que l'on garde la tête froide et un peu d'humour, on s'y fait très bien.

En démocratie, le tout de la politique doit se tenir dans les termes du clivage gauche-droite: soit plus de libéralisme contre plus de services publics, baisse d'impôts contre réduction du temps de travail, pèlerinage à Lourdes contre techno-parade, Sardou contre Souchon, et la sécurité des deux côtés. Ces oppositions, d'ailleurs souvent fluctuantes, entre deux modes de gestion recouvrent un accord de fait sur la conservation du système républicain et de la machine capitaliste. De temps en temps il y a des moments de grogne, de mécontentement: on peut alors manifester démocratiquement, c'est-à-dire dans les clous (entre deux lignes de SO), pétitionner à qui mieux mieux; en démocratie toute expression politique se doit d'être congruente avec les cadres de l'Etat de droit. Les appels au légalisme ne sont que des appels à rentrer dans le rang, et quand les bons citoyens se risquent à prôner la désobéissance, il faut que celle-ci soit «civile», toujours sur le mode: «la loi est mal faite». C'est-à-dire: «On ne demande pas mieux que d'obéir, mais là vraiment c'est trop». Ou encore: «Mais arrêtez de nous criminaliser, vous voyez bien qu'on n'est pas dangereux pour vous!». Les actes politiques se doivent d'être légitimes, c'est-à-dire acceptables par l'opinion publique. Même si cette instance ne se confond pas directement avec l'Etat, toute légitimité se fonde en dernier ressort dans un rapport à la légalité; on peut enfreindre le règlement mais pour

l'améliorer au bout du compte, et dans les limites du raisonnable. Dans le souci de légitimité se mêle la prétention d'une réécriture de la loi et la peur du gendarme. Et ça s'articule systématiquement avec le respect de la légalité: c'est à dire précisément ce qui fixe la limite à ne pas franchir, et au delà de laquelle pourrait se constituer une menace pour le «pouvoir», ce qui fixe et enregistre juridiquement l'ordre des choses, l'ordre normal de la domination.

Le consensus démocratique repose sur cette idée selon laquelle il n'y a pas, en matière politique, de tort inconciliable; il n'y a que des problèmes à régler ou à gérer, par un bon compte des intérêts en présence. L'exploitation généralisée, l'absurdité des vies consumées dans le travail sont renvoyées à une question de pondération, au problème de la «répartition des fruits de la croissance». La politique démocratique est une affaire de compromis et de pédagogie, d'aménagements bien compris, au regard desquels les luttes sociales et les pratiques subversives font figures d'anomalies anachroniques. Une fois dépassée l'époque des guerres et des révolutions, la démocratie va logiquement se confondre avec le domaine de la politique pacifiée¹. Elle constitue une forme redoutablement efficace de neutralisation des antagonismes sociaux, au plan des représentations d'abord: tensions et conflits sont invisibilisés, ramenés dans les termes d'un débat constructif au sein duquel la guerre sociale n'est plus pensable. Plus d'*oppresses* ni d'*opprimés*, mais des *citoyens* dont il

1 – Ce qui ne va pas sans une extrême militarisation de ses bordures: au travers d'opérations de maintien de la paix ou de police internationale comme au travers des opérations de maintien de l'ordre au sein même des «démocraties occidentales». L'état d'exception devient le régime normal pour ce qui n'entre pas dans son jeu, ou reste inassimilable: c'est l'état d'urgence de novembre et le couvre feu dans les quartiers, le parage des sans-papiers dans des non-lieux juridiques, l'impunité de fait dont bénéficient des forces de l'ordre qui, dans leur style, ressemblent de plus en plus à une force d'occupation militaire (au plan des équipements, avec la multiplication des brigades d'intervention du type BAC ou GIPN). La répression peut s'abattre sur quiconque ne joue pas le jeu dans la moindre de ses attitudes, comme le rappelle le code pénal et son délit d'outrage «par geste, parole ou regard».

s'agit d'harmoniser les intérêts. Pas d'*ennemis de classe* mais des *partenaires sociaux*. Chacun se retrouve isolé, à se considérer en tant qu'individu, se projetant dans la «classe moyenne» qu'il soit smicard ou cadre moyen voire supérieur, en dehors de toute conflictualité. Les inégalités, produites et maintenues systématiquement, sont renvoyées à une vague anomalie du système, un «problème de société». La démocratie parachève dans l'imaginaire politique toutes les manœuvres d'écrasement et de soumission qui se mènent sous le nom de l'économie; au point que la somme de ces manœuvres, ainsi que toutes les offensives contre-révolutionnaires et l'ensemble des violences menées au nom du maintien de l'ordre peuvent apparaître précisément comme *paix sociale*, comme *la paix*.

La gauche, en réintégrant toute contestation dans le schéma démocratique, joue un rôle de premier plan dans la désintensification de l'affrontement larvé entre les partisans de l'ordre et ceux et celles pour qui cet ordre a quelque chose d'invivable; dans la négation de la guerre sociale. Elle reprend alors allégrement à son compte l'arsenal conceptuel de la démocratie pour faire oublier que la société est basée sur un rapport d'exploitation qui la divise en classes dont les intérêts sont proprement inconciliables (à coup de «Consensus Républicain», d'appel à la «Tolérance», à la «Citoyenneté», de souci de l'«Intérêt général»...). La démocratie neutralise également les luttes politiques radicales dans les faits, au sens où au sein de son petit jeu elle les rend impossibles à mener pratiquement (d'où l'inanité du démocratisme radical de ceux qui pensent que c'est que c'est un manque de démocratie qui a affaibli le mouvement, ou des stratégies électorales de la gauche révolutionnaire). L'individu démocratique est par définition un être impuissant politiquement: en France, chaque «citoyen» est dépositaire d'un quarante-deux-millionième du pouvoir politique; que peut-il alors en faire d'autre que de le déléguer à un-e représentant-e à qui il confie le soin de décider de l'organisation sociale? Tout le malheur de cette situation est qu'elle entretient et généralise l'incapacité d'intervention dans la vie publique,

l'abandon par les *administré-e-s* de leur puissance sociale, et qu'il faut déployer d'énormes efforts pour simplement convaincre qu'une action politique autonome est envisageable. De ce point de vue la gauche, en appelant les participant-e-s au mouvement à s'en remettre à elle et à sa capacité de gestion politique, sape les bases des mouvements futurs en étouffant toute initiative d'organisation autonome. Plus largement la démocratie représentative fait de la politique une activité de spécialiste, un royaume séparé de la vie commune et elle nous désapprend par là à nous auto-organiser, à prendre en charge nous-même, et sur un mode collectif, nos existences.

Cette impuissance propre au mode de fonctionnement de la démocratie représentative s'est clairement manifestée dans le cadre des AG du mouvement, et tout particulièrement au moment de son effondrement. Il est resté l'impression tenace, chez nombre d'étudiant-e-s, de ne pas pouvoir faire grand-chose pour enrayer cet affaissement ou ce reflux: on a fait l'expérience de notre faiblesse politique, comme *individus démocratiques*. Si on n'a pas eu la force de s'y opposer c'est d'abord parce qu'on s'est émiétté... Les partisans du blocage étaient encore en nombre, pourtant. Mais ce n'était, précisément, que du nombre. À Lyon la fac est débloquée suite à un vote en AG: mille voix contre le blocage, huit cents pour. Les huit cents personnes favorables au blocage repartent la mort dans l'âme, honteuses: coincées dans leur souci de légitimité elles n'ont pas su se composer en force et sont restées un agrégat d'individus, un simple chiffre dans le décompte final, et non une force. Initialement la fac avait été occupée et bloquée à quelques dizaines, des groupes qui ne se souciaient alors que de penser politiquement leur geste (en fonction de ce qui semblait alors possible, juste et joyeux) et sans entrer dans la logique du décompte majoritaire.

Il y a eu cette erreur stratégique: rester empêtré-es dans le jeu de la démocratie représentative et nous y trouver de ce fait neutralisé-es, dispersé-es en votes plutôt qu'en actes. Mais en

deçà de cette logique comptable, l'affaissement du mouvement s'est propagé au travers nos propres faiblesses ; les injonctions des médias, les menaces des présidents de fac n'auraient pas si bien pris, elles ne nous auraient pas fait céder avec une telle facilité si elles n'avaient été relayées en nous par un ressort intime, une sorte de désir de retour à la normale. Le désir d'un retour aux choses qui nous ressemblent (en tant qu'étudiant-es ou travailleur-es) nous maintiennent dans ce que nous sommes (comme consommateurs) : désir de retourner au confort de son appartement, de goûter à nouveau aux délices télévisuels après une journée utile, bien remplie et sans surprise. Et on n'est pas happé, dans le même temps, par une autre vie, plus collective ou plus intense. Le retour à la normale s'est avéré être une passion trop conforme au fond à ce que nous sommes, à notre mode d'existence, comme *individus économiques* cette fois.

Dans tous les cas, quand le mouvement s'effondre et pris individuellement, on n'est pas porteur de grand chose. Pas plus à la fac, dans les AG ou les occupations, qu'en manif, dans l'émeute ; l'individu isolé venu crier ses slogans n'a que peu de prise sur la situation : il est l'élément de base des cortèges pacifiés là où les bandes ou les groupes d'affinités s'organisent pour et dans l'émeute, débordent le SO pour reprendre l'initiative. L'*individu-citoyen* qui délègue son pouvoir politique, l'*individu-consommateur* coincé dans son appartement ou sur son plan de carrière ne trouvent pas à se maintenir dans l'offensive ; tels qu'en eux-mêmes, ils appartiennent trop à la situation normale.

C'est un peu comme si le mouvement s'était trouvé deux fois confronté à l'impasse démocratique. Sous la forme d'une machine juridico-politique d'abord : l'AG, au sein de laquelle les êtres sont constitués en citoyens, c'est à dire renvoyés à leur impuissance individuelle, leur intime conviction et leur liberté de parole (troquées contre la moindre capacité d'action), leur liberté de déléguer la petite parcelle de puissance politique sans jamais l'exercer directement. Tout le monde peut participer, s'exprimer : il n'y a pas grand-chose de pensé ou tenté et tout s'arrête. Reste

que le sujet politique raisonnable, l'*individu démocratique* convoqué en AG au motif de sa faculté de juger, de sa liberté de penser et de se faire une opinion pour passer au vote, n'est qu'un cas particulier, une déclinaison de la figure plus générale de l'*individu libéral*, qui traîne son impuissance politique également au travail, dans ses loisirs... Cet être de contrat, usiné par et dans l'économie, se caractérise par son incapacité à se lier aux autres ou au monde pour ce qui lui est vital, en tout cas sans en passer par des médiations marchandes (sur le mode de la consommation, d'un calcul de ses intérêts, etc.)¹. Bien qu'il existe dans un monde de plus en plus incertain, même si sa vie, en un sens, se déroule de plus en plus hors de portée (pour cause de «mondialisation», de «mise en réseau» ou sur le mode de la «société du risque») l'individu libéral est contraint de n'envisager que des solutions individuelles, ajustées à ses problèmes individuels. C'est bien là le drame d'un mode d'être qui empêche le plus souvent de mesurer à quel point nos misères individuelles (l'angoisse de l'intérimaire qui n'arrive pas à boucler ses fins de mois, la dépression ou le stress des employé-e-s harcelé-e-s moralement, usé-e-s jusqu'à la corde, ou le sentiment d'inutilité au monde des sans emploi), tous ces états invalidants et mutilés, constituent précisément le lot commun. À l'usine ou à la fac, en boîte de nuit ou en boîte d'intérim, ce sont toujours des solitudes qui se croisent, jouent à distance et restent dans le jeu du fait même de cet isolement.

La démocratie ce n'est pas seulement un régime politique ou une fiction juridico-politique qui neutralise le conflit, l'ensevelit

1 – L'individu libéral ou démocratique n'est pas un sujet réel mais une figure, c'est à dire un point d'unification synthétique pour toute une série de situations, une certaine articulation qui nous lie à des processus économiques bien spécifiques et nous fait alors exister sur ce mode : on peut prendre l'exemple de la file d'attente, dans laquelle tout rapport humain se réduit à un acte contractuel entre client et vendeur, comme celui de la «vie d'entreprise» (côté cadre ou côté manard), de la soirée étudiante calibrée par la nécessité de s'intégrer et de se faire des relations à valoriser professionnellement, conformément aux enseignements des manuels de management. (cf. *Le nouvel esprit du capitalisme* de Boltanski et Chiapello)

sous l'évidence de son consensus; elle définit aussi pour ses sujets une manière incorporée de sentir et d'agir, un certain régime du sensible, un mode d'articulation entre la perception, les émotions et les actes qui détermine en particulier la façon dont les perceptions précipitent en émotion, dont les émotions portent à agir... Cette organisation de l'expérience sensible du monde traverse les êtres, engage la façon qu'ils ont de se rapporter à leur environnement, aux autres et à eux-mêmes. Et dans le cas de la démocratie, cette configuration du sensible se caractérise par une apathie ou une anesthésie consubstantielle, la neutralisation des émotions collectives et de leur circulation au profit d'une psychologisation diffuse des rapports sociaux. Le malaise, produit à la chaîne et massivement dans le monde d'économie est renvoyé par ce biais dans les limites de l'individu sommé de devenir responsable de ce qui lui arrive. Qui peut sérieusement s'épanouir dans le travail, c'est à dire au travers de cette activité surveillée et souvent abrutissante, avec pour seule perspective de perdre sa vie à la gagner? Mais il reste cette injonction à réussir sa vie, et le stigmate de l'échec pour celui ou celle qui fait plutôt l'expérience du mal-être. C'est qu'en démocratie, on semble préférer les désordres de l'âme aux désordres de la rue.

«Que, du psychologue au médiateur des affaires familiales, du feuilleton télévisé à la conversation ente amis, du militant associatif au spectacle engagé, tout nous encourage à prendre de l'émoi pour de l'émotion jusqu'à ne plus pouvoir distinguer l'une de l'autre, signale assez l'existence d'une guerre qui se livre chaque jour sur le terrain de la sensibilité»

(Muriel Combes, *Entre deux crépuscules*)

L'individu démocratique c'est celui qui ne doit pas trop espérer, pas trop sentir, ne pas trop s'échapper. Revendiquer dans les limites du droit et de la loi, manifester dans les limites fixées par les flics, se révolter dans le cadre bien balisé d'un mouvement

social, vivre dans les limites d'une existence raisonnable. Ce mode d'existence se caractérise fondamentalement par de la séparation. Séparation entre perceptions et émotions, entre émotions et actes, séparation entre les individus métropolitains qui, réduits à l'état d'existences particulières, au gré de leurs parcours individualisés, semblent empêtrés dans une curieuse étrangeté au monde, à la ville, à eux même. Comme si chaque fois on ne pouvait rien y faire qui porte à conséquence ou fasse événement (manquent les savoir faire, les liens intimes aux choses même de notre environnement qui nous permettraient paradoxalement d'être autonomes, capables de nous soigner, de nous approvisionner en nourriture, de nous fabriquer des espaces communs ou des armes). L'individu moderne, démocratique, est extrait de toute communauté, extirpé des vieilles solidarités: celles du village, du quartier¹. Il faut combler le vide derrière la mise en pièce des formes de vie «populaires»: l'art et la culture y pourvoient en créant des ambiances. *«Ce qui flotte dans une ambiance, ce sont les fragments pulvérisés du monde qu'elle absente»*; toutes les installations des urbanistes modernes visent la suspension des habitudes et des usages pour arracher un peu plus la ville aux êtres qui l'habitent et s'incrument en bas des cages d'escalier ou dans les rues. Faire en sorte qu'elle ne soit plus habitée que par des touristes, figures sans ancrage, dont il faut gérer la mobilité comme pour les flux lors des grandes manifestations sportives ou le calcul des déplacements en modes de transports verts, du type tramway ou bus à économie d'énergie... Éthique, performance, culture: voilà le triptyque, les trois valeurs centrales du centre ville civilisé (et d'autant plus civilisé qu'une hausse moyenne des loyers de 25 %

1 – *«Un quartier populaire c'est avant tout un quartier habité, donc ingouvernable. Ce qui le rend ingouvernable ce sont les liens qui s'y maintiennent (habitudes, usages, solidarités). Tous ces liens établissent entre les humains, les choses et les lieux des circulations anarchiques sur quoi la marchandise et ses promoteurs n'ont pas directement prise. L'intensité de ces liens est ce qui les rend moins exposés et plus impassibles aux rapports marchands. Dans l'histoire du capitalisme c'est le rôle de l'État que de briser ces liens, de leur ôter leur base matérielle afin de disposer les êtres au travail, à la consommation et au désenchantement»* (La Fête est finie).

en trois ans aura permis une évacuation salutaire des franges les plus pauvres de la population)¹.

Comme individus séparés, coupé-es du monde, nous sommes séparé-es de notre propre puissance. Et les formes de pouvoir propres aux sociétés démocratiques à la fois se déploient sur la base de cette individuation, et dans le même temps l'entretiennent, la produisent comme leur propre condition de possibilité. Elles consistent dans la gestion d'êtres isolés, rabattus dans les limites de leur moi, constamment renvoyés à eux même et au « projet de vie » qu'elles ont le devoir de réussir. La démocratie c'est cette forme de pouvoir qui règle les rapports entre des individus bien délimités et « responsables », au sens précisément où ils s'auto-contrôlent et s'entre-surveillent ; elle suppose ce travail préalable de maintien de soi, de polissage des comportements qui peut être lu comme le fruit d'un processus historique de pacification des mœurs, et qui se traduit au jour le jour par toutes ces démonstrations d'« inattention polie », caractéristique des relations en public. Ne pas dévisager les autres usagers de l'espace public, ne pas crier, ne pas courir dans la rue hors activités sportives, conserver son quant à soi, préférer les opinions privées aux émotions fortes et collectives... Autant de normes comportementales visant à conjurer de la moindre saute d'intensité, le plus infime débordement, s'il n'est pas réintégré dans les limites de l'individu bien compris (que ce soit en termes d'« expérience enrichissante » ou d'« état d'âme » nécessairement intime). De là aussi une tendance bien démocratique à neutraliser l'émotion comme appel au désordre, pour la rabattre, à grands renforts d'analyses psychologiques et de stages de développement personnel, sur le sentiment dépressif d'un trouble, ou le goût rai-

1 – Bien sûr, pour préserver ce bel équilibre, la définition d'un hyper centre à la fois opulent, branché et responsable, il faut mettre les moyens en face : durcir les contrôles aux points d'accès (portillons dans les métro, montée par l'avant des bus, etc.), renforcer le quadrillage du territoire (vidéosurveillance...) et sécuriser, voire militariser les marges (BAC, GIR, GIPN et leurs nouveaux équipements du flash ball au fusil à lunettes).

sonnable de la satisfaction individuelle. Au *coaching* des gagnants, avec leurs régimes énergétiques à base de compléments alimentaires ou de cocaïne, répond l'étayage thérapeutiques des êtres en souffrance, la surconsommation (massive dans le cas français) de psychotropes en tout genre, la camisole chimique pour les cas désespérés. Tout le monde, évidemment, n'est pas logé à la même enseigne pour ce qui concerne les équipements ou les techniques qui doivent garantir et faire tenir le « moi ».

L'individualisme démocratique renvoie à toute une mécanique d'assujettissement et d'assignation identitaire : non seulement on vit à l'état séparé, comme des individus bien distincts, mais chacun-e doit encore rester à sa place avec les goûts, les habitudes et les sentiments, les espérances qui vont avec (les habitus de classe correspondants). Il en va d'un certain sens de la *distinction*... Pour les prolétaires sommés, tout comme les managers ou les patrons, d'exister par eux-mêmes et de n'être que soi, le désir de s'élever peut tout à fait cohabiter avec la certitude que « l'école, la fac, et la culture c'est pas pour nous ». Il y a une sorte de pré-science qui se loge au cœur de ce sentiment : les stratégies individuelles ne sont bonnes qu'à fabriquer des cas d'école ou des phénomènes de foire (le « sportif issu des cités », le « self made man » qui réussit *malgré tout* dans les affaires) ; d'autant plus exemplaires qu'ils se font rares, et bons surtout à faire tenir le mythe de l'égalité des chances. Les procédures d'individuation recouvrent à ce titre une opération de police préventive, qui vise à maintenir le plus de monde possible dans l'impasse de cet individualisme forcené, et qui implique un strict contrôle de l'accès à l'émotion. Pour que l'expérience mutilée de la vie perdue à taffer, à bricoler sa misère, ou l'expérience en creux de ce que pourrait être une vie intense et libérée, et la rage qui va avec, ne circulent pas trop. L'émotion au sens fort renvoie en effet à cette dimension partageable de l'affectivité, une part flottante, qui engage potentiellement, dans sa circulation et ses décharges, la constitution de communautés d'expériences denses, menaçantes pour les formes de pouvoir qui

fonctionnent à l'individualisation, de bandes rétives à la mise au travail dans le monde de l'économie (des formes de vie collectives, le cas échéant criminelles, où inventer une vie inassimilable sous le régime du capital).

Le désir de retour à la normale qu'on a expérimenté avec tant d'acuité à la fin de la lutte anti CPE constitue le pendant d'une angoisse du débordement, face précisément à ce qui fait mouvement. Débordement dans l'ordre public, débordement du SO, débordement des règlements, des usages des lieux ; chaque fois de l'intensité, de la vie débordent les dispositifs qui entendent contenir la contestation dans des voies polies, policées, raisonnables. Le mouvement déborde ce qui tend à nous maintenir dans l'impuissance. Et aussi dans le domaine des émotions : on sent alors se défaire les contours bien dessinés qui nous enserrant et nous différencient, nous isolent en individus déterminés, avec nos trajectoires propres (dans l'effervescence de la fête, par la mise en action dans l'émeute et les décharges affectuelles qui s'y jouent...). L'individu libéral, bien découpé, séparé du monde qui l'environne, dans sa complexion conforme, donc, est rétif aux émotions fortes comme aux expériences trop vives : c'est qu'elles le jetteraient hors de lui-même, le mettraient en contact avec cette part sauvage et commune dont la circulation peut définir *une vie communisée, intense*. La faiblesse consubstantielle à notre état séparé nous fait désirer une situation de faible intensité : en ce sens l'individu libéral est bien ajusté à l'ordre démocratique du sensible.

À l'inverse, les moments forts du mouvement ont coïncidé avec tous ces temps de mise en commun, ces dynamiques collectives expérimentées en particulier à l'occasion des occupations, et qui sont venues rompre avec la vie à l'échelle individuelle. De la communauté s'est esquissée là où la tendance était plutôt à l'individualisme. Puisqu'il a fallu tout à coup s'auto-organiser, réagir à l'adversité (gazages, arrestations, tracasseries administratives), chacun-e a fait l'épreuve de la force collective et de ce que les angoisses individuelles (pression des examens, du corps ensei-

gnant) gagnent à être prises en charge ensemble. L'idée d'une élaboration collective de ce qui peut être vécu au sens large a fait son chemin : des squats se sont ouverts dès la rentrée, de Dijon à Rennes, de Saint-Etienne à Grenoble ; à l'université Lyon 2 la cuisine collective est relancée, des amphis sont transformés en salle de ciné ; à Montpellier le campus devient un camping. Il y a un enjeu à tenir les espaces qui ont été réappropriés, à maintenir les communautés de lutte qui ont pu se monter autour des cuisines collectives ou dans le cadre des manifestations. Et effectivement, le maintien dans le temps de ces groupes politiques ou de ces dynamiques collectives constitue l'indice d'une persistance pour la part décisive du mouvement, l'écho de l'événement porté : quand on a cessé, à plusieurs, l'espace d'un mois ou d'un printemps, de jouer à l'étudiant responsable ou au travailleur soumis. Pour nous, c'est à partir de cet écart à ce que nous sommes censés être, à partir de cette béance dans l'ordre normal de la domination ou dans la mécanique d'assujettissement que nous pouvons commencer à construire politiquement.

Définir les conditions d'un mouvement qui ne s'arrêterait jamais ça veut dire d'abord conjurer l'angoisse du débordement. Rompre ces freins internes qui nous rappellent à l'ordre, nous font presque désirer le retour à la normale. C'est dans le collectif que cette limite peut être dépassée ; ça implique de rompre avec l'individualisme : avec les dispositifs qui nous individualisent, les petites machines du pouvoir qui nous contiennent et nous tiennent en isolement, nous tiennent séparés (entre nous, et de ce qu'on peut faire, de notre propre puissance). En face on peut opposer de la mise en commun, une circulation collective des mots, des moyens matériels, des affects : une élaboration collective quotidienne en rupture avec le mode de gestion démocratique des individualités. D'emblée ces tentatives de réappropriation ne sont pas encore révolutionnaires mais déjà elles rendent le monde un peu plus habitable : avec des bouffes collectives, l'ouverture de maisons collectives, la mise au point à plusieurs de petites tactiques économiques qui nous libèrent du temps en commun...

Les communautés qui s'élaborent sur ce mode sous-tendent la possibilité d'une sortie de l'économie, d'un dérèglement du contrôle policier. Reste à les intégrer, à les composer quelque part. Et en un certain sens. À les densifier aussi, pour qu'elles nous engagent à vie et ne restent pas à l'état de projets, de points de rencontre pour des individus politisés qui s'associeraient contractuellement, selon des engagements révocables et mesurés à l'aune des préférences ou des goûts de chacun-es. S'affronter efficacement au monde tel qu'il va suppose autre chose qu'une compilation de vies individuelles, de projets, de campagnes. Ce qu'on doit pouvoir opposer au capital c'est une vie partagée et rebelle ; le *mouvement* comme composition offensive d'un monde hostile à l'existence contrôlée et productive qu'on nous promet et qu'on cherche à nous vendre aussi sous le nom de démocratie.

SORTIR DE NOS PRATIQUES POLITIQUES TRADITIONNELLES

Définir les conditions d'une révolte qui ne s'arrêterait jamais cela signifie aussi sortir de nos pratiques politiques traditionnelles, rompre avec nos modes de luttes individualistes et corporatistes et élaborer de nouvelles formes d'engagements dans la durée.

Un mouvement social comme le mouvement dit «anti-CPE» peut être porteur, à condition de déborder de la forme dans laquelle sa charge politique est contenue, il doit s'affranchir du travail des syndicats, ou des médias... il est donc nécessaire de constituer une force capable de dynamiser la perpétuation de cet ordre, pour être à même de le faire exploser. Pourtant, encore une fois, bon nombre de personnes n'ont pas perçu l'intérêt, la nécessité d'y prendre part. Nous avons vu certaines personnes, dont les existences politisées laissaient imaginer un intérêt évident pour ce type d'évènement, continuer le cours de leur vie comme si rien ne se passait, ou participer au mouvement sans s'y impliquer réellement. Pourtant, chaque soulèvement est porteur de perspectives révolutionnaires. D'autant que le contexte historique dans lequel nous nous trouvons et nous trouvons encore, aurait du être perçu comme un indice. La guerre sociale est de plus en plus visible: le mouvement lycéens de 2005, les émeutes de

novembre ; ou encore les perturbations du beaujolais nouveau¹, de la fête de la musique², de la coupe du monde, en sont le reflet. Le lien entre ces différentes situations nous semble tellement évident que nous ne pensons même pas à tenter de le démontrer, alors même que le discours dominant, non content d'en nier déjà toute la charge politique, se refuse aussi à reconnaître une continuité et un rapport entre elles. Il suffit pourtant de se rendre compte que cela faisait bien longtemps qu'autant de soulèvements, de plus aussi virulents, n'étaient pas apparus dans un espace temps aussi limité, mettant en place une sorte de climat pré-insurrectionnel, qui ne s'est d'ailleurs pas totalement évaporé. Et surtout, la révolte de novembre comme celle de février, n'a pas trouvé son fondement dans un problème purement revendicatif : la raison n'était pas seulement « justice pour Bouna et Zyed », ou même « Non aux bavures policières », de la même façon que le mouvement de printemps ne se limitait pas au refus du CPE. Ce qu'il faut comprendre de ces moments, c'est qu'ils ne sont que de bons prétextes, sur lesquelles on bondit, car, en tant qu'ils véhiculent des principes fédérateurs, ils réunissent énormément de monde et créent des situations propices aux débordements et par là, à l'expression d'une contestation plus profonde et plus large. Malgré un tel contexte, il ne nous aura pas été possible de faire de cette révolte de printemps plus qu'un simple sursaut.

Cet échec est à la fois dû à un manque d'organisation collective sur du long terme, au fait que nous ayons peu de ressentis communs, mais aussi à une absence de consistance dans l'organisation de perspectives révolutionnaire. Et le fait que très peu aient su sortir de leurs pratiques politiques traditionnelles, tandis que chacun en éprouvaient les limites à travers ce mouvement, a également contribué à son affaissement. En effet, les modes d'engagement politique qui ont pu être présents, tels que l'activisme, le militantisme ou même l'alternativisme, constituent une

1 – Comme à Grenoble (voir la partie « Sous les pavés, les flics ».)

2 – Comme à Rennes ou à Toulouse (Idem)

distribution figée et séparée de l'intervention politique radicale. Ainsi piégée, l'univers de celle-ci consiste en une sphère politique certes différente, mais où l'évocation même du mot « révolution » reste défendue. Mais cette situation s'est atténué au cours du mouvement, grâce à la vie collective qui s'y est créée, et à l'intensité qu'elle a dégagée. Le partage de moments, de pratiques, a permis de constituer les aspirations partagées en une sorte de plan commun, sans pour autant aller jusqu'à construire de nouvelles formes d'organisations qui seraient réellement aptes à tenir lieu de « chemins praticables ». En ce sens, les voies d'expérimentations qui ont été dessinées pendant ce mouvement auraient gagné à être pensées bien avant le début.

Mais en dehors des mouvements sociaux, ces pratiques se caractérisent par le fait qu'au travers d'elles la relation à la politique n'est envisagée que de manière séparée par rapport au reste de la vie. Elle n'est vécue qu'aux travers de rôles qui, même s'ils sont exercés au quotidien, ne s'infiltrant pas dans toutes les parts de nos existences.

Le militant est consistant dans la durée, soit pour son parti, son syndicat, soit pour ses idées, mais il devient totalement imperméable à la situation lorsque celle-ci échappe au contrôle des instances susnommées, il ne fait preuve d'aucune forme de spontanéité. C'est pour cela que nous avons vu durant le mouvement certains militants au sein des manifestations officielles, s'entêter à marcher bien en rang derrière leur banderole et à mettre en place des services d'ordres. Ou encore d'autres, qui, tout en percevant la pertinence politique d'une telle situation, restaient totalement passifs lors d'affrontements avec la police. C'est la rigidité du militant, abreuvé par des idées étriquées et convenues, qui annihile toute forme d'action et qu'il faut remettre en question. Même si dans certains moments de lucidité, il est rongé par la désillusion, il n'oppose à cela que de l'aigreur ou de la résignation, plutôt qu'une réelle remise en question de ses pratiques et théories politiques.

Son discours pré-construit et bien ficelé est rabâché de façon mécanique, figeant l'élaboration de perspectives politiques communes.

Cependant, la constance dans l'engagement, les structures matérielles et le souci de l'organisation sur le long terme donne du poids et de l'importance à la forme militante.

Si savoir s'adapter à la situation est une force, on remarque qu'on la retrouve chez l'activiste, mais cette force d'adaptation, cette prise en main de la situation n'est pas suffisante.

L'activiste possède une force de frappe réelle, mais qu'il n'utilise que de manière temporaire, il n'a aucune persistance dans le temps, il n'envisage pas la lutte dans son ensemble et préférera voguer d'une campagne à une autre. D'un G8 à une lutte anti-nanotechnologie, d'une occupation de chantier de prison à un fauchage de champs ogm, son temps de vie est séparé également de son temps de lutte. Mais au sein même de ce temps, c'est la hiérarchie de l'urgence qui sépare les différentes périodes en terme de priorité, aucune forme d'organisation ou de stratégie sur du long terme n'est développée. «L'activiste fait de la pensée une boniche qui doit servir une cause, une action».

Donc très vite ce mode d'organisation fatigue: l'activiste, n'étant qu'un individu mobile, ne se constituant que très rarement en force collective ou seulement de manière sporadique, s'épuise. Il répond à l'urgence de notre monde par l'urgence de l'action et ne s'appuie sur aucune forme d'organisation concrète ou permanente. Il est constamment sur le mode de la réaction, et ne peut pas développer un mouvement constant et consistant. De la même manière que le militant se dit «on peut rien faire tout de suite» et donc se concentre sur la préparation des consciences, il y a l'activiste qui se dit «on doit absolument faire quelque chose» (voire n'importe quoi). D'autant que sur l'agitation constamment entretenue par la mouvance activiste, se greffe une armada de touristes qui vont de rassemblements en contre-sommets pour y traîner leur dilettantisme politique, pour avoir l'impression de participer à un mouvement qu'ils ne font que consommer.

Contrairement à cette dispersion propre aux activistes, la critique radicale portée par le mouvement recherchait la

convergence, construisait les conditions de possibilités de l'élaboration de nouvelles formes de vie. Et si le développement de pratiques «alternatives» participe effectivement à la construction de ces nouvelles façons d'exister, elles ne s'inscrivent dans une offensive que dans le cadre des mouvements sociaux, se bornant à l'élaboration de ces pratiques le reste du temps. Autrement dit, trop souvent absorbé par le souci de se construire un mode de vie idéal, l'alternativiste a tendance à se couper de la société. Bon nombre d'expériences de vies collectives se retrouvent totalement isolées, d'abord géographiquement parlant, mais aussi en raison de la difficulté à créer des liens nombreux et constants, à élargir les réseaux «alternatifs» au monde qui les entoure. Les pratiques qu'ils portent se restreignent alors à des alternatives soit parce qu'elles prennent trop de temps, soit parce qu'on ne ressent plus la nécessité de lutter; habitués à un certain confort, qui finit par devenir suffisant, on se retrouve totalement étrangers à ce qui nous a pourtant poussé à nous organiser à l'origine. On ne détruit plus un monde hostile, on construit en dehors de lui. La faible mobilisation des lieux de vies collectives ruraux, lors du mouvement dit «anti-CPE» au printemps dernier, en est un bon exemple. Si l'élaboration quotidienne que permettent ces lieux en terme de vie pratique ou de relations humaines est évidemment nécessaire, elle doit cependant permettre un bouleversement réel et profond des formes de vies. Celles-ci ne doivent pas se contenter de se penser et s'agencer dans une sorte de monde parallèle, elles se doivent d'être offensives, pour faire exister et construire un rapport de force suffisamment important. Vouloir détruire c'est aussi désirer construire, c'est pourquoi il est évidemment difficilement envisageable de négliger l'expérimentation de ce que l'on peut vivre d'autre, au profit de l'inscription dans la révolte. Il ne s'agit pas de privilégier l'une ou l'autre de ces tendances, mais au contraire de les équilibrer, c'est ce qu'a permis le mouvement dit «anti-CPE», au sein des communautés de luttes qui s'y sont créées, des perspectives collectives qu'elles ont pensées et expérimentées, des moments de vies partagés

qu'elles ont rendus possible. Simplement, il nous semble nécessaire, pour qui se fixe pour objectif le renversement de ce monde, de ne pas se contenter de vivre dans les marges qu'il veut bien nous laisser. Ce qu'il est primordial de comprendre c'est qu'il n'existe pas d'en dehors, et que toute proposition allant dans ce sens n'est qu'illusion. À titre d'exemple, on peut dire que l'on se retrouve toujours confronté à la société, à l'Etat, selon les cas pour acheter des terrains, se nourrir, se soigner, etc., que le capitalisme traverse non seulement toute chose, mais aussi tout individu.

Toutes ces expériences de pratiques politiques nous ont appris l'importance de la force technique, la nécessité de la mobilité et de la réactivité face à la situation, mais aussi de l'engagement dans la durée, et de la persistance dans les modes d'organisation. Sans oublier toutes les expérimentations de différents modes de vies, qui se sont mis en place dans divers endroits au travers du mouvement. Seulement, il manquait et manque toujours quelque chose, le positionnement dans la guerre sociale, l'organisation collective permanente et pas seulement pour construire une alternative mais pour nuire au système et le détruire. Il est plus que nécessaire de nous constituer en nébuleuse et de nous donner les moyens matériels pour nous organiser en force à travers un réseau de groupes affinitaires, s'inscrivant et s'appuyant directement sur la lutte des classes ; de construire des communautés de luttes, afin que le prochain soulèvement ne s'arrête pas ou du moins ne s'écroule pas de lui-même. Pour que nous puissions enfin construire l'insurrection généralisée et permanente.

CONSTRUIRE UN « MOUVEMENT PERMANENT »

« *C'est la guerre ...* »

(mafia k'1 fry)

La manifestation la plus visible de cette guerre c'est l'Etat qui la porte : il s'y inscrit et la mène, il lui donne forme à travers le quadrillage policier de nos villes, l'installation massive de caméras dans l'espace public, le délire sécuritaire (plan Vigipirate, et plus généralement tous les dispositifs de lutte contre le « terrorisme »), les guerres dites chirurgicales, la présence de soldats en arme dans les lieux publics, l'utilisation de pratiques et de termes militaires (couvre-feu, état d'urgence, etc.), les hélicoptères survolant les « zones sensibles »... Ces différents éléments concordent à matérialiser la guerre en cours aux yeux de tou-te-s, et malgré tout l'idéologie dominante tend à la nier.

Le conflit adopte les modalités de la guerre moderne. Pas de tranchée, pas de champs de bataille spécifique, mais de multiples actes clandestins opposés aux forces d'occupations matérielles et imaginaires : c'est l'autorité de l'Etat prise pour cible par les cailleras qui attaquent les mairies, par les automobilistes qui explosent les radars automatiques, c'est la haine du flic généralisée, les diverses stratégies de résistance face au rouleau compresseur du travail

(grève, bidouillage sur les horaires et pause café qui dure, RMI, etc.)...

Le fond de la guerre, son moteur, c'est l'accumulation et le maintien du Capital, la tension permanente maintenue par l'organisation sociale, à travers la colonisation de toutes les parts de notre existence par le travail.

Le travail comme force d'occupation

Dans sa logique monomaniaque de dégager de la plus-value, le capital a étendu et intensifié la sphère de l'exploitation jusqu'au moindre détail de nos existences. Se nourrir, se loger, se vêtir, se divertir, se faire des amis, se déplacer... Toutes les activités quotidiennes sont investies pour en faire des sources de profit. Parallèlement, l'investissement exigé dans le travail est de plus en plus important : dans la nouvelle éthique capitaliste, plus question de n'être qu'un exécutant, il faut se donner totalement à l'entreprise.

Le travail nous dépossède de la maîtrise de l'occupation de notre temps, du sens de nos activités. Non seulement il nous constitue en tant que producteur tout en nous dépossédant de ce que l'on produit, mais il va jusqu'à exiger une conformation totale de nos êtres eux-mêmes à ses normes, au point qu'aujourd'hui on nous rémunère non plus tant pour *faire* que pour *être* ce que l'on nous demande.

L'économie a contribué à la mise au pas de nos vies, en s'appropriant notamment tout nos moyens de survie. Il n'est plus envisageable voire impensable de se détacher de l'argent et le moyen le plus évident de s'en procurer est d'aller au chagrin. Dorénavant, nous ne savons guère faire plus que cela, nous travaillons seulement pour nous maintenir dans le monde du travail, pour soutenir un mode de vie salarié (rembourser le crédit sur la voiture qui nous permet d'aller bosser, renouveler sa garde-robe pour faire bonne impression au bureau...).

Personne n'aime aller travailler, pourtant le travail se révèle être la seule forme de vie acceptée et acceptable, la seule occupation sensée. Il reste ce paradoxe, où finalement tout le monde cherche à en avoir tout en sachant que l'on s'y rend à reculons.

La dépossesion de nos conditions d'existence (matérielles et sociales), l'exploitation de l'humain au service de l'économie et les inégalités qui en découlent divisent la société en « gagnants » et « perdants » (ce qui n'empêche pas que les dits « gagnants » soient tout autant dépossédés de leur vie que les autres, mais selon la norme dominante ils ont « réussi »); ce jeu recouvre en partie ce qui a été appelé la lutte des classes. Ce dissensus fondamental alimente le foyer de la révolte, il est au principe de la guerre sociale qui se manifeste par des actes d'opposition directe à l'ennemi comme l'émeute, la grève, le sabotage, le blocage, etc., ou à travers ce qui est rangé sous le vocable de l'insécurité (« incivilités », « violences urbaines », « délinquance », ...), à savoir l'expression de la contradiction explosive entre intégration des valeurs du système capitaliste (enrichissement personnel, loi du plus fort, marchandisation des rapports humains) et réaction face à une position sociale de « perdants » dans ce même système.

La réorganisation du système productif fait qu'aujourd'hui le camp des « perdants » ne se constitue plus automatiquement en classe, en un groupe homogène ayant une conscience propre; pour autant les rapports sociaux qui fondaient la lutte des classes existent toujours, malgré le discours en vogue qui cherche à faire croire que son retrait médiatique correspond à la fin de l'exploitation et de l'aliénation. Seulement, les conditions nouvelles qui concourent à la disparition de classes constituées (avènement de la classe moyenne, implosion de la classe ouvrière, ...) rendent ce mot d'ordre de lutte des classes moins opérant politiquement, réduisent sa portée révolutionnaire, et finalement la guerre sociale ne se mène plus seulement en son nom. Les diverses tentatives de mise en place, par l'Etat, d'une classe moyennes majoritaire fictive, nous prouvent que ce dernier tend à recouvrir les différences de classe, et du même coup dissimule les luttes

qui les opposent. Pour nous, s'il peut y avoir un enjeu à réaffirmer son existence, à refonder une conscience de classe sur laquelle pourrait s'appuyer un mouvement révolutionnaire, l'existence du prolétariat en tant que classe n'est pas forcément un préalable à l'implication dans la guerre en tant que prolétaire, c'est-à-dire en tant qu'exploité et dépossédé de sa vie par la machine capitaliste (travail, contrôle social, etc.).

Une telle guerre est caractérisée par son asymétrie : d'un côté un Etat doté d'une puissance écrasante, notamment militaire, et de l'autre des prolétaires avec leur détermination comme force principale. Certes l'Etat ne mène pas toujours cette guerre avec la même intensité, mais tous les aspects de nos vies en sont désormais imprégnés. Les dispositifs citoyens mis en place sont des manœuvres qui tendent à neutraliser et pacifier nos existences, la volonté démocratique de toujours maintenir un consensus stérilisant.

Ces dispositifs tendent à invisibiliser la guerre sociale et ils y arrivent bien ; mais le sentiment de paix sociale est simplement une stratégie qui tend à rendre le conflit imperceptible. La paix ne repose que sur un engagement de type contractuel, entre nations comme entre patronat et syndicats ou gouvernement et associations sensées représenter la « banlieue ». Ces instances représentatives servent avant tout de partenaires à l'Etat, avec qui négocier la paix sociale. Si malgré ces dispositifs une partie de la population refuse de se soumettre aux injonctions de l'Etat, celui-ci peut toujours compter sur ses méthodes de « pacification », qui ont fait leurs preuves durant la guerre d'Algérie : check points autour des banlieues, prisons, harcèlement...

Certes la guerre éclate à certains moments, les récents événements comme la révolte de novembre, les guets-apens contre les flics et à un degré moindre la lutte dite « anti-CPE » lui donne une existence. Il est évidemment important pour nous de

nous y inscrire, de l'intensifier. Il ne nous est désormais plus possible de seulement subir les effets de cette guerre, et y prendre part, c'est poser un seuil à franchir, un seuil où nous sommes à même de mener des guerres sur la base de nos convictions, de faire cette distinction entre ami et ennemi, de nous constituer en tant qu'offensive. Les diverses apparitions à travers l'action directe permettent de mettre à jour la ligne de partage, la démarcation qui se crée, des empreintes permettant de marquer notre existence.

S'inscrire dans la guerre en cours...

S'inscrire dans la guerre signifie prendre position dans les camps qu'elle détermine : se rallier à la puissance en place, se résigner à la subir, ou alors la combattre. Pour nous la résignation n'est pas plus une option que la collaboration. Ce qui se joue ici, c'est la nécessité d'intensifier le processus révolutionnaire pour faire face à l'accroissement de l'Etat totalitaire (et néanmoins démocratique) qui se met en place depuis plusieurs décennies, en écrasant toute opposition suffisamment forte. Nous cherchons avant tout à pousser à une prise de conscience du réel état des choses, une prise de parti. Nous voulons que cesse la fausse conscience et l'hypocrisie (celles de ces citoyens modernes qui se croient politiquement irréprochables parce qu'ils trient leurs déchets), que les camps se délimitent et que la réalité de la guerre invalide le sentiment de paix sociale. Pour cela, nos apparitions ne doivent plus être simplement événementielles, mais insistantes et contagieuses. Le choix de l'anonymat, stratégique face à la répression, est aussi un moyen de ne pas limiter la guerre à l'opposition entre l'Etat et une minorité d'agitateurs bien identifiés. Les révoltes de novembre et du printemps ont mis à jour des potentiels jusqu'alors relativement négligés. La « révolte des quartiers », particulière par sa violence et son ampleur, s'inscrit manifestement dans un processus de lutte de classe : c'est le

combat du «lumpenprolétariat», s'attaquant à toutes les institutions qu'elles soient privées ou publiques, dépassant de ce fait la seule opposition à l'Etat, pour combattre aussi les valeurs et les «vertus» de notre société.

Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que les pouvoirs en place tentent d'occulter la charge politique de cette révolte, ils participent de cette façon à la généralisation de l'illusion pacificatrice, qui voudrait voir disparaître ces révoltes de classes. Le mouvement de février, lui, a été soutenu par les médias et suivi – jusqu'à un point certain – par les figures du paysage social dans son ensemble ; sa portée politique a été comprise et même saluée comme «le renouveau citoyen», «l'avenir de la démocratie», la vraie. Cette apparente conciliation reste néanmoins une manière, certes douce, mais non moins efficace, d'assurer l'ordre social.

Il y'a de nombreuses façons de s'inscrire dans cette guerre, et il semble qu'il ne faille en rejeter aucune a priori, puisque dans chaque forme de lutte des amitiés et des inimitiés peuvent se créer, des volontés de comploter ensemble, de se découvrir. Il est donc même envisageable de s'impliquer dans des luttes réformistes, comme celle du CPE, quand leur ampleur entraîne une participation suffisamment variée en terme de volontés, de modes d'actions ou encore de pensées. Un tel contexte favorise la rencontre comme la confrontation, et laisse ainsi la place à des remises en cause partielles ou parfois complètes des fondements revendicatifs de ces mouvements, ouvrant la voie à une élaboration collective de ce que peut être le politique, émancipé de son chaperonnage institutionnel.

...Dans les mouvements sociaux...

S'ils sont effectivement les lieux les plus appropriés au développement d'un processus de radicalisation, c'est précisément parce qu'ils révèlent brillamment l'impuissance des logiques

revendicatrices, démocratiques et pacifistes. Il n'est pas nécessaire, et même peu intéressant, de s'engager dans ce type de mouvement en s'affichant de prime abord en opposition à toutes les structures et modes d'organisations, dans la mesure où ce positionnement tend à isoler ceux et celles qui l'adoptent et rend difficile, pour ne pas dire impossible toute relation, avec les autres acteurs du dit mouvement. S'impliquer dans la lutte sans imposer sa position, tout en tentant d'insuffler des dynamiques différentes et porteuses de charges politiques plus fortes que celles traditionnellement proposées par les «partenaires sociaux», semble plus constructif. A titre d'exemple, le mouvement dit «anti CPE» a vu renaître des pratiques depuis longtemps délaissées par les acteurs des mouvements sociaux et néanmoins porteuses à elles seules de beaucoup plus de subversion que n'importe quelle pétition, manifestation pacifiste ou autres avatars du même genre. Le développement de structures autonomes qui échappe à l'auto-censure des AG, la pratique de l'émeute, ou encore les occupations des facultés, ont permis de renouer avec des formes d'oppositions plus intenses et plus profondes.

Il nous faut prendre part à la guerre par tous les biais qui s'offrent à nous : participer aux mouvements sociaux, aux luttes spécifiques, comme celles concernant les sans-papiers, les immigrés, ou encore le milieu carcéral. Mais il faut aussi dans le même mouvement s'attaquer de façon plus large à tous ce qui affiche une quelconque défaillance, ou au contraire à ce qui semble si puissant qu'il en devient imprenable.

...Comme de façon plus permanente...

Comme on a pu s'en rendre compte lors de la lutte anti-CPE, par exemple à Rennes, la radicalisation qui s'opère dans ce genre de lutte partielle tient pour beaucoup à l'existence de groupes, de structures déjà constituées et porteuses de perspectives révolutionnaires à la fois au quotidien et dans la durée. Nous ne désirons nous impliquer

seulement dans des luttes parcellaires dénuées de cohérence et de potentialités, et il nous semble vital de chercher à développer une révolte plus profonde et plus intense. Il est donc plus que jamais nécessaire de rendre la lutte vivable, non pas seulement pour lui assurer une continuité, mais aussi pour qu'elle soit désirable. La révolte ne réside pas dans l'événementiel, mais dans le quotidien, elle n'est pas dépendante des mouvements sociaux pour exprimer son potentiel, elle peut au contraire se développer dans chaque parcelle de nos existences, de la même façon que la guerre s'infiltré en chacune d'elles. La révolte ne s'appréhende pas de l'extérieur, elle est la vie même, une vie sur le mode de la sédition.

Réappropriation 1...

Dès lors, on sait que pour mener une offensive, pour se constituer en tant que force autonome et dynamique, il est nécessaire de se réapproprier tout ce dont nous sommes constamment dépossédés. Constituer et expérimenter d'autres formes de vies qui soient à même de nous dégager des structures que nous tentons de détruire, tout en nous permettant de ne plus séparer nos existences et notre lutte. Cette recombinaison de nos moyens d'exister dans la guerre passe par la réappropriation d'une culture, de savoirs-pouvoirs médicaux, de méthodes de constructions d'habitats... Sont également indispensables le développement de lieux où ces pratiques peuvent s'élaborer (les squats, les maisons collectives, etc.) ainsi que la diffusion de pratiques permettant de nous défendre et de nous rendre offensifs (apprentissage de techniques de combats, «jogging d'action», implication dans les affrontement avec la police à l'occasion des manifs, des émeutes, etc.). Il faut aussi se constituer un *commun*, c'est

1 – Quand nous parlons de «réappropriation», cela ne signifie pas que ce que l'on doit se réapproprier nous ait un jour appartenu en propre, mais que nos existences, nos histoires, ou notre territoire, nous appartiennent toujours déjà, au-delà de toute considération légale.

à dire connaître notre histoire, celle des révoltes et des chemins qu'elles ont empruntés, élaborer notre langage, déterminer ce qui, pour nous, fait sens, dégager de nos positionnements des perspectives claires. Se constituer un commun c'est développer des outils de compréhension du monde dans lequel nous évoluons, se donner des moyens de le combattre, mais aussi d'y vivre : c'est rendre possible notre révolte.

Cette force commune que nous tentons de constituer s'articule et prend sens dans le développement des groupes affinitaires, porteurs de ressentis et de pratiques communes, et formés dans des contextes et des situations précises. Par exemple ce type d'organisation peut se développer autour d'un espace (une ville, une région...), d'une situation (une manifestation, une occupation...), d'un projet (ouverture de squats, de locaux¹...), etc. Il est important de comprendre que cette organisation collective n'est pas une fin en soi mais un moyen parmi d'autres qui nous donne les bases matérielles pour mener la guerre et nous permet d'accroître notre puissance dans le temps. Nous cherchons à renouer avec des formes de vies offensives et non pas à nous ancrer dans une logique purement alternativiste, qui consisterait à créer un monde parallèle où il fait bon vivre, sans se préoccuper de celui qu'on laisse derrière soi – à supposer qu'un telle alternative soit possible... Nous voulons nous constituer dans la durée à travers ces formes d'organisations, qui supposent une mise en commun essentielle, celle de nos vies ; qu'on mette en jeu, ensemble, dans la lutte, l'intégralité de nos existences. Que l'on élabore un *nous*.

Cette élaboration commune reste limitée si elle se restreint à un cercle d'«initiés». Elle doit pouvoir se développer autant au profit de groupes existants, que pour permettre leur élargissement ou leur renouvellement et l'émergence de nouveaux groupes, elle

1 – Un tel mode d'organisation permet d'évacuer certaines contraintes, c'est à dire de déterminer celles que l'on est enclin à subir ou non dans le cadre de la guerre sociale : préfère-t-on supporter l'instabilité due à l'illégalité de la vie en squat, ou la contrainte du loyer (et donc souvent du travail) et d'un logement individuel ériqué, aseptisé ?

doit donc tendre également à la création de liens avec tout ceux et celles qui sont susceptibles de partager nos aspirations. C'est pourquoi il faut chercher à mettre en place des projets permettant de lever le voile d'incompréhension qui pèse sur nos pratiques et idées, non pas afin de les rendre accessibles jusqu'à les dénaturer, mais plutôt dans la perspective de sortir de l'expectative tous les indécis¹.

Créer du lien, trouver nos ami-e-s, nos camarades.

Nous avons en commun certaines pratiques avec un bon nombre de personnes : le vol, la casse, la haine des flics, l'illégalisme en général, il est donc possible d'envisager ces affinités comme les points de départ d'une entente plus profonde. Mais en dehors des mouvements sociaux, où ces communautés de pratiques sont mises en évidence, il est rare que nos chemins se croisent. Il est donc important de chercher à mettre en place des lieux qui

1 – En effet, rester entre « converti-e-s » pose un problème de taille, celui d'un certain isolement lié à une sorte de crispation identitaire. L'élaboration du « nous » ne doit pas rester en vase clos, ce « nous » doit être envisagé comme un nous inclusif et non pas comme quelque chose qui nous est propre. La difficulté de la rencontre, de la création de liens est inhérente à nos sociétés modernes, il est donc important de savoir utiliser notre force collective pour nous permettre de sortir des rapports individualisés et d'arrêter de nous penser simplement comme des sortes d'unités autosuffisantes. Mais même avec un tel appui, certains problèmes rejaillissent, les enjeux de pouvoir et de domination peuvent être passés sous silence, les singularités être complètement étouffées par le collectif, et ce dernier ne plus se renforcer de ce que chacun et chacune peut y apporter. De manière générale, les problèmes liés à l'identitaire et au fonctionnement interne du groupe apparaissent lorsque celui-ci n'est plus pris dans une dynamique et se retrouve condamné à tourner en circuit fermé et à se limiter à adopter une posture (par exemple, hors situation, les groupes affinitaires peuvent s'engager dans une course à la radicalité pour assurer la pérennité de leur existence en tant que groupe, sans n'avoir plus aucune prise sur le réel qui les entoure). Tout comme le développement de pratiques alternatives, la constitution d'une communauté de lutte ne prend sens et ne se tient que dans l'implication dans un mouvement de fond, dans une prise de position dans la guerre sociale.

ne soient pas détenus par des institutions de toutes sortes, où il est possible de s'exprimer librement et de laisser le champ libre aux initiatives « extérieures ».

De la même façon un autre facteur problématique est qu'il est fréquent que les idées exprimées dans les facs à l'occasion de la lutte ne soient pas ou peu relayées en dehors, que ce soit avant ou après le mouvement, ce qui a pour conséquence de les isoler, de les rendre obscures, voire incompréhensibles aux yeux d'étudiants ou de lycéens qui ne sont pas forcément rompus aux langages politiques, aux logiques qu'ils véhiculent et aux modes de vies qu'ils impliquent. Il peut donc être intéressant de créer des dynamiques sur les lieux d'études que sont les lycées et les facultés : entre autres sous la forme d'événements sporadiques comme des banquets collectifs, des projections, des discussions, etc. Mais il peut être plus probant de constituer une base concrète et permanente d'organisation, à travers l'ouverture de locaux collectifs qui seraient à même de mettre en place et de relayer plus de propositions et surtout des projets plus variés. Il s'agirait en quelque sorte de recréer les conditions des occupations et ainsi de ré-impulser une dynamique politique dans ces lieux propices aux rencontres et aux discussions.

L'important dans cette volonté de construction d'un mouvement permanent, c'est de ne pas être dans une position simplement prosélyte et de fait unilatérale, parce qu'alors, si implication il y a, elle sera plus liée à une sorte d'éblouissement passager qu'à une volonté ferme et réfléchie de détruire le monde qui nous entoure. Finalement, se donner les moyens matériels de construire ce mouvement signifie à la fois créer les bases d'expérimentations de nos pensées et de nos pratiques, véhiculer leur sens et ainsi les rendre plus opérantes pour en permettre l'élargissement et l'approfondissement.

«La commune, c'est ce qui se passe quand des êtres se trouvent, s'entendent et décident de cheminer ensemble. (...) C'est ce qui fait qu'on se dit nous, et que c'est un événement. Une commune se forme chaque fois que quelques-uns, affranchis de la camisole individuelle, se prennent à ne compter que sur eux-mêmes et à mesurer leur force à la réalité. Toute grève sauvage est une commune, toute maison occupée collectivement sur des bases nettes est une commune, les comités d'action de 68 étaient des communes comme l'étaient les villages d'esclaves marrons aux Etats-Unis, ou bien encore Radio Alice, à Bologne, en 1977. Toute commune veut être elle-même sa propre base. Elle veut dissoudre la question des besoins. Elle veut briser, en même temps que toute dépendance économique, toute sujétion politique.

La commune est l'unité élémentaire de la réalité partisane. Une montée insurrectionnelle n'est peut-être rien d'autre qu'une multiplication de communes, leur liaison et leur articulation».

(L'insurrection qui vient, mars 2007)

La lutte anti-CPE constitue pour nous un point de départ. Nous avons vécu au travers elle un moment décisif : de par les amitiés qui se sont nouées à cette occasion, et parce que nous avons fait ici l'expérience d'une situation ouverte, préfigurant les affrontements à venir (sur la question du travail et des nouvelles modalités de l'exploitation salariée, contre les logiques sécuritaires et les dispositifs policiers qui cadenassent nos vies, occupent nos rues...). Et l'affaiblissement de la mobilisation, même si elle nous a pris de cours, nous renseigne sur l'impérieuse nécessité à articuler plus inextricablement les ressorts du *vivre* et du *lutter*. La première victoire

consiste à établir les conditions d'une vie intense et collective, qui nourrisse dans tous ses aspects nos menées insurrectionnelles. Une vie en somme plus vivable que l'existence qu'on nous réserve sous le régime du capital, et qui lui soit irrémédiablement hostile; une vie communisée qui en tant que telle s'affronterait politiquement à la sphère du contrôle et de l'exploitation.

Dans le même mouvement où l'on se constitue ainsi en force, il nous faut saisir les lignes de front, la distribution des foyers de révolte qui peuvent donner lieu à une dissémination des *communes*. Ces communautés politiques prennent corps chaque fois que des groupes s'organisent pour harceler les institutions étatiques, au premier rang desquelles la police; chaque fois qu'on se lance collectivement dans des pratiques de résistance au travail, par la prolongation indéfinie des études quand elles permettent d'obtenir des bourses, par la mise en place de contrats bidon, par la mise en commun des espaces de vie, des ressources, etc.; ça peut être encore la lutte de tout un quartier, de toute une région, pour faire échouer un grand projet d'aménagement technocratique (comme dans le cas de l'insurrection italienne contre la ligne à grande vitesse Lyon-Turin), ou la détermination désespérée de ceux et celles qui voient disparaître avec leur emploi les derniers collectifs de travail (Metaleurop...). Sans compter la création, malgré tout, de nouvelles solidarités, au cœur même des dispositifs les plus atomisants (grèves chez Mc Donald...).

La liste est longue des espaces à investir, des conflits à intensifier pour desserrer un peu l'étau, pour ouvrir une brèche dans la chape du contrôle généralisé, et ainsi pouvoir y placer le bâton de dynamite qui fera sauter tout l'édifice social. Et pour vivre, déjà, porté-e-s par le souffle de l'explosion à venir.

CHRONOLOGIE DU MOUVEMENT

AVERTISSEMENT:

Le pays compte encore 84 universités et 4 330 lycées.

Perturbé signifie que certains cours ont encore lieu, ou qu'une partie seulement des lieux est occupée et bloquée.

LUNDI 16 JANVIER.

Annnonce de la création du CPE (Contrat Première Embauche).

MARDI 7 FÉVRIER.

Manifestations dans plusieurs villes, à l'appel des syndicats étudiants et salariés, qui réunissent entre 220 000 et 400 000 personnes. Forte mobilisation dans l'ouest (15 000 à Rennes, 20 000 à Nantes, 2 000 à St Nazaire, 5 000 à Brest, 2 000 à Vannes, 7 000 à St Brieuc). **Rennes**: la grève, l'occupation et le blocage de l'université de Rennes II sont votés après occupation de la Chambre des métiers. Lille: occupation de la CCI et de l'ANPE Vieux-Lille. **Grenoble**: 10 000 personnes manifestent.

JEUDI 9 FÉVRIER.

L'amendement de la «loi sur l'égalité des chances» qui introduit le CPE est adopté à l'Assemblée Nationale. L'ensemble de la loi sera adoptée le 11 février à l'aide de l'article 49-3 qui interrompt les «débat». Le lendemain, début du blocage de l'université de Toulouse. **Rennes**: occupation de la Chambre de Commerce et de l'Industrie.

MARDI 14 FÉVRIER.

Nantes: la grève est votée à la fac de Nantes avec blocage à partir du lendemain. Idem à la fac de Lettres de Brest. **Rennes**: manifestation de 10 000 personnes puis occupation de la gare qui bloque tout le trafic breton (et un TGV Rennes-Paris) pendant une heure.

MERCREDI 15 FÉVRIER.

Grenoble: blocages à l'université Pierre Mendès-France. Idem le lendemain, avec manif sauvage (200 personnes).

JEUDI 16 FÉVRIER.

Lille: occupation de la direction régionale de l'ANPE, rue de Jemmapes.

SAMEDI 18 FÉVRIER.

Première coordination qui se réunit à Rennes II (30 facs représentées, quasi aucune en grève ou blocage): «nous réaffirmons notre détermination sans faille à continuer la lutte jusqu'au retrait pur et simple du CPE. Nous appelons ainsi toutes les universités et lycées à se mettre en grève», tout en lançant des appels à mobilisation les 23 février, 28 février et 7 mars.

MARDI 21 FÉVRIER.

Nanterre (Paris X): vote le blocage après une semaine d'AG.

MERCREDI 22 FÉVRIER.

Lille: l'université Lille III vote la grève, l'occupation et le blocage.

JEUDI 23 FÉVRIER.

Manifestations dans les grandes villes à l'appel des syndicats étudiants et des branches «jeunes» des partis: 5 000 à Paris, 2 000 à Rennes, 1 000 à Toulouse, quelques centaines dans les autres.

Onze universités/IUT sont en grève: Rennes I & II, Toulouse, Lille III, Poitiers, Nanterre, Tours, Orléans, Brest, Nantes, Lannion et Tolbiac à Paris (qui vote le blocage en ce jour lors de sa première AG).

SAMEDI 25 FÉVRIER.

Deuxième coordination étudiante réunie à Toulouse-Rangueil, qui adopte la plate-forme du mouvement étudiant demandant, «un emploi stable pour tous», le retrait de toute la «loi sur l'égalité des chances» (dont le CPE), celui du CNE et de la loi Fillon, ainsi qu'un réengagement financier de l'Etat dans l'université et un plan pluriannuel de créations de postes.

LUNDI 27 FÉVRIER.

Paris: blocage des campus parisiens de Jussieu, Censier et Tolbiac. Le Sénat commence à examiner la «loi sur l'égalité des chances». Elle sera adoptée le 1er mars.

MERCREDI 1ER MARS.

Nantes: occupation de la Direction du travail et de l'emploi.

SAMEDI 4 MARS.

Troisième coordination nationale étudiante à Jussieu (Paris): trente-neuf universités présentes. Bien contrôlée par l'Unef, elle continue la tactique des grandes journées d'action avec les syndicats et des blocages les mardis et jeudis. La proposition d'appeler les salariés à la grève après le 7 mars est repoussée.

LUNDI 6 MARS.

Nantes: occupation du Medef.

MARDI 7 MARS.

Manifestations dans 200 villes, à l'appel des syndicats étudiants et salariés, qui réunissent entre 400 000 et un million de personnes.

Plusieurs nouvelles universités des grandes villes votent la grève: Lille, Lyon, Aix-Marseille, Strasbourg, Nancy-Metz, Rouen, Montpellier.. **Toulouse:** occupation de la mairie, suivie de trois heures d'affrontements place du Capitole où plusieurs cafés sont attaqués, et dans les rues adjacentes, quatre arrestations. **Brest:** 12 000 manifestants, et occupation de la CCI pendant une heure avant une expulsion musclée. **Grenoble:** 15 000 manifestants et continuation en manif sauvage. **Lille:** 15 000 manifestants, échauffourées à la fin de la manif, vingt-huit garde-à-vue. Lille I est bloquée depuis la veille. **Paris:** manifestations sauvages de lycéens le matin à partir de la coordination Paris Est, débuts de barricades sur le cours de Vincennes partiellement bloquée. Le cortège lycéen remonte ensuite le parcours à contre sens et tente de prendre la tête de la manif syndicale à Nation.

MERCREDI 8 MARS.

Trente-huit universités (21 selon le ministère) sont désormais en grève, soit le double de la veille, dont une partie bloquées. **Paris:** après avoir voté la grève la veille, la Sorbonne vote l'occupation à partir de l'amphithéâtre Descartes. Blocage sauvage de la circulation pendant une heure devant l'Assemblée Nationale, par des étudiants de Jussieu et Censier.

JEUDI 9 MARS.

Les syndicats annoncent deux journées d'actions pour les 16 mars (étudiants et lycéens) et 18 mars (confédérations syndicales). quarante-cinq universités et neuf IUT en grève, une dizaine de plus que la veille, dont le campus 1 de Caen (31 universités perturbées et 11 en grève selon le ministère). Le Parlement adopte définitivement la loi. Sur RFO Télé-Guadeloupe, Sarkozy déclare: «le CPE a été voté, il faut qu'il s'applique». **Paris:** blocage de la place de l'Étoile autour de l'Arc de Triomphe sur les Champs-Élysées pendant une heure par 3 000 manifestants, puis départ vers la Sorbonne occupée. Premières échauffourées avec des fafs. Blocage du boulevard St Michel

puis affrontements devant l'université fermée par des barrages policiers. Jets d'objets, feux de poubelles et vitrines d'un Crédit Lyonnais brisées. **Grenoble** : Manif et rassemblements devant la CCI, devant un McDonald's et dans le World Trade Center. Début de l'occupation de la galerie des amphis de l'UPMF (université Pierre Mendès-France), qui durera jusqu'au 15 avril. **Toulouse** : 500 à 1 000 manifestants défilent en exigeant la libération des quatre interpellés du mardi, qui finissent par être relâchés.

VENDREDI 10 MARS.

Paris : rassemblement l'après-midi devant la Sorbonne, désormais bouclée par les gendarmes. 200 manifestants réussissent à contourner le dispositif et à s'introduire dans la fac par une fenêtre brisée puis par un échafaudage rue St Jacques ou les toits. Le sénateur PS Mélenchon qui s'est auto-invité à l'AG s'en fait virer sous la menace. Peu avant minuit, c'est l'affrontement. Des fenêtres de la Sorbonne, les keufs se prennent extincteurs, ordinateurs, mobilier et livres. De l'extérieur, jets de bouteilles et de grilles. De petites barricades sont érigées boulevard St Michel, tentative de défoncer le Crédit Mutuel. **Caen** : affrontements le soir, à la fin du festival «Bar à Zique», pendant trois heures en centre ville.

SAMEDI 11 MARS.

Paris : la Sorbonne est expulsée vers 3h45 du matin. Les dégâts seront évalués à au moins 500 000 euros la semaine suivante («système anti-incendie hors d'usage, un quart des extincteurs détruits, des installations électriques endommagées, une chaudière sabotée», «il faudra prévoir le rachat de livres, d'une cinquantaine d'ordinateurs, de tables, chaises, portes et fenêtres. Mais rien ne pourra remplacer les précieux ouvrages anciens de l'École de Chartres abîmés ou brûlés pendant les affrontements»). La direction ferme l'université en attendant la remise aux normes. Suite à l'expulsion, un groupe défonce le McDo à Luxembourg.

DIMANCHE 12 MARS.

Au journal télé de 20 heures, le Premier Ministre annonce trois aménagements ridicules du CPE tout en précisant «la loi qui a été votée s'appliquera». La quatrième coordination nationale, réunie à Poitiers précise «nous refusons de nous incliner face à un gouvernement qui passe en force et qui nie toute démocratie. Nous refusons de nous incliner face à l'usage de la répression qui devient systématique comme à Rennes, Lille, Toulouse, Tours, Paris...» et appelle à des journées de manif et de grève le 23 mars.

LUNDI 13 MARS.

Cinquante universités perturbées (41 selon le ministère). **Paris** : une AG se tient à la fac de Médecine, suivie d'une petite manifestation sauvage dans le quartier Latin qui finit par l'occupation du Collège de France pour une centaine de manifestants. Il sera expulsé au bout de plusieurs heures. **Lyon** : occupation d'une permanence de l'UMP, d'où les affiches volent et brûlent. Huit interpellés ensuite relâchés. **Marseille** : opération péage gratuit dans un tunnel souterrain de la ville. **Seine-St-Denis** : les lycéens de Jean Jaurès à Montreuil bloquent le bahut avant que l'intervention des flics ne finisse en échauffourées. Il est alors fermé administrativement pour la journée et 800 lycéens tiennent ensuite leur AG en squattant le hall de la mairie. **Nantes** : auto-réduction au restaurant universitaire «le Rubis». **Rennes** : le référendum organisé par la présidence est annulé suite aux bousculades avec les anti-bloqueurs. Manifestations sauvages et spontanées de lycéens également dans le Nord à Amiens, Lens et Arras.

MARDI 14 MARS.

Manifestations dans plusieurs villes, à l'appel des syndicats lycéens et étudiants, qui réunissent 41 000 personnes. La gauche dépose un recours contre l'article du CPE devant le Conseil

Constitutionnel. Cinquante-neuf universités perturbées (46 selon le ministère). **Paris** : Nombreuses ballades sauvages de lycéens le matin, d'un bahut à l'autre. Nouveau rassemblement place de la Sorbonne à l'issue de la manifestation de 4300 personnes qui part de place d'Italie, et affrontements de plusieurs heures à coups de pavés, bouteilles, grilles et barrières métalliques. Neuf policiers sont blessés, dont une commissaire touchée à la tête. Six manifestants sont déférés au tribunal. Un groupe de fafs est également intervenu et des coups de pierres sont échangés avec les anti-CPE. **Strasbourg** : balade sauvage qui occupe successivement Assedic, Medef, préfecture et McDo. **Ile-de-France** : la présidence ferme Nanterre (Paris-X) administrativement.

MERCREDI 15 MARS.

Quarante-six présidents d'université lancent un « appel au dialogue pour sortir de la crise » tandis que sept d'entre eux avaient demandé la suspension ou le retrait du CPE depuis deux jours. Soixante-quatre universités perturbées (51 selon le ministère). **Paris** : le lycée Maurice Ravel (20e) est envahi et occupé par 80 jeunes. Une manif sauvage se ballade pendant 3 heures de la Sorbonne vers Châtelet et le Palais de Justice, se frite avec les CRS rue de Rivoli, voit partir des canettes contre le commissariat des Halles, occupe brièvement le Théâtre de la ville de Paris avant de se disperser le soir place de la Sorbonne. **Grenoble** : occupation d'une ANPE et défilé « ironique » d'esclaves.

JEUDI 16 MARS.

Manifestations dans plusieurs villes, à l'appel des syndicats étudiants et lycéens, qui réunissent entre 250 000 et 500 000 personnes. **Paris** : manifestation place d'Italie-Sèvres-Babylone (33 à 120 000 personnes). Sur le parcours, départ en manif sauvage à hauteur de rue de Vaugirard, de nombreuses voitures sont défoncées et des commerces attaqués (dont une bijouterie). Suite aux affrontements place Sèvres-Babylone où brûlera aussi un kiosque à journaux, plusieurs milliers de manifestants se retrouvent

place de la Sorbonne où les affrontements continuent de plus belle : dépavage, molotovs, début d'incendie de l'ancienne librairie PUF et des chaises prises aux cafés Le Patios et L'écritoire volent. Après plusieurs heures, de petits groupes poursuivent la bagarre. Plusieurs voitures sont renversées et enflammées, des barricades érigées et des commerces attaqués (dont un Crédit Mutuel, un Gap et le cinéma Champollion). Un groupe de plus d'une centaine de fafs avec casques et barres attaquera des manifestants isolés à Odéon. Quarante-six keufs blessés dont 11 hospitalisés et 187 interpellations (77 garde-à-vue, 15 déférés devant la justice). **Rennes** : affrontements des manifestants (6 à 15 000) avec la flicaille. Poubelles en feu, véhicules endommagés, pavés et molotovs. Un manifestant de 24 ans accusé de lancer de molotov se prendra 10 mois ferme le lendemain en comparution immédiate. **Chalons-sur-Saône** : 200 lycéens s'affrontent avec les flics, un d'eux blessé. **Seine St Denis** : des centaines de lycéens font pression au Raincy pour être reçus par le maire et un affrontement finit par éclater. Deux keufs hospitalisés et plusieurs lycéens blessés. **Val-de-Marne** : 200 lycéens tentent d'investir le domaine Chérioux à Vitry-sur-Seine, où se trouvent deux lycées, un collège et un IUT. Repoussés par le personnel, deux voitures flambent, une troisième est retournée, le mobilier urbain vole et les keufs sont caillassés (2 sont blessés, 6 manifestants interpellés). Un journaliste du Parisien s'y fait frapper. **Val d'Oise** : affrontements sur la Dalle d'Argenteuil à coups de pierres, « des boules de pétanque auraient même été lancées ». Un policier et un CRS hospitalisés. Affrontements également à Nantes, Montpellier et Toulouse.

VENDREDI 17 MARS

Soixante-sept universités perturbées (49 selon le ministère). **Toulouse et Tours** : péages gratuits. **Paris** : manifestation devant la Sorbonne. où la police a désormais fermé la place et toutes les rues donnant accès à l'université par des murs métalliques anti-émeute. **Grenoble** : tentative de blocage de la Préfecture,

vite dégagée. **Ile de France:** pillage d'un supermarché par des lycéens à Arpajon et affrontements lors d'une manif de 200 lycéens à Juvisy (Essonne), affrontements, matériel urbain brisé, voitures défoncées et deux brûlées au Raincy (Seine St Denis) à l'issue de la manif de 500 lycéens devant la mairie, affrontements à Savigny le Temple et à Thorigny sur Marne (Seine et Marne), dégradation du lycée professionnel Auguste Perdonnet puis d'une vingtaine de voitures et d'un bus.

SAMEDI 18 MARS.

Manifestations dans 160 villes, à l'appel des syndicats étudiants et salariés («troisième journée d'action contre le CPE»), qui réunissent entre 530 000 et 1,5 millions de personnes. **Paris:** manifestation Denfert-Rochereau-Nation. Après les affrontements place de la Nation où une dizaine de commerces sont attaqués, des groupes se dispersent aux alentours. De la porte de Vincennes à Porte de Montreuil, une barricade bloque le bd Davout, deux McDonald's sont défoncés, des voitures enflammées, puis ce sont des distributeurs de billets et le mobilier urbain qui sont pris d'assaut rue d'Avron. Les derniers affrontements finissent dans le quartier Latin où des dizaines de manifestants s'acharnent en vain contre les murs métalliques anti-émeute. 34 keufs sont blessés (26 gendarmes mobiles, 6 CRS et 2 agents de la Préfecture) et 167 personnes arrêtées (72 garde-à-vue, 24 déferées au parquet). 18 manifestants sont blessés, dont Cyril Ferez, un syndicaliste de 39 ans de Sud-PTT, dans le coma après avoir été notamment piétiné et matraqué lors d'une charge à Nation. **Rennes:** occupation de la mairie. **Angers:** occupation de la gare. Affrontements également à Clermont-Ferrand, Grenoble, Tours et Marseille. **Lyon:** Fin de manifestation anti-CPE qui se heurte à une manifestation de fascistes turcs, venuEs protester contre la construction du mémorial du génocide arménien. Affrontements entre manifestantEs des deux bords. Puis entre la police, qui encadre la manif fasciste, et des anti-CPE rejointEs par des jeunes en goulotte.

DIMANCHE 19 MARS.

La cinquième coordination nationale réunie à Dijon finit sur un «appel à la grève générale jusqu'au retrait de la loi sur l'égalité des chances et du CNE», et lance une journée d'action lycées/facs le 21 et des manif le 23 mars. Elle nomme pour la première fois des porte-parole (seize) à destination des médias et des syndicats.

LUNDI 20 MARS.

Soixante-sept universités perturbées (45 selon le ministère), 139 lycées bloqués et 174 perturbés (selon le ministère). Les syndicats étudiants de gauche refusent de se rendre au ministère de l'Education, qui se contente de l'UNI et la Fage, et qui apprécie «ce retour au dialogue». Les syndicats de salariés, poussés par leur base finissent par décider ensemble d'une «journée d'action» le 28 mars. **Paris:** grâce à plusieurs échauffourées, quelques tentatives de faire cours à Tolbiac échouent. Sciences-Po (pour une nuit) et l'EHESS sont occupés. **Caen:** occupation d'un hôtel des impôts pendant une heure et demie. **Ile de France:** manifestations dans une dizaine de lycées de Seine St Denis. Mobilier urbain défoncé, trois voitures en flammes et caillassages à Drancy où les deux bahuts sont ensuite fermés. Ceux de Noisy et Gagny sont bloqués. Affrontements avec les flics à Savigny (Seine-et-Marne), jets de pierre, des poubelles et une voiture brûlées. À l'université de Nanterre (Hauts-de-Seine), baston avec les vigiles lors d'une tentative de pénétrer en force pendant le conseil d'administration. Les lycéens de Fontenay-sous-Bois bloquent l'A86 pendant deux heures., ceux du Raincy la voie-fermée.

MARDI 21 MARS.

Cinquante-sept universités et 814 lycées perturbés (dont 191 fermés ou bloqués), contre 44 et 330 la veille, selon le ministère. Appels à la grève pour le 28 mars dans les secteurs des transports

(SNCF, RATP, Air France), de la Poste et de l'Education. Le Premier ministre annonce qu'il n'accepterait «ni retrait ni suspension ni dénaturation du CPE». 40 000 manifestants étudiants et lycéens dans plusieurs villes à l'appel de ces orgas. **Paris** : 5 000 manifestants de Denfert-Rochereau à République. Petits affrontements place de la Sorbonne, une cinquantaine de voitures endommagées rue Gay-Lussac. Le lycée Camille-Sée (15e) est occupé puis endommagé (tables, chaises, vitres, extincteurs) avant d'être expulsé, comme le lycée Louis-Armand (15e) la veille. Il avait été en partie dégradé et son environnement détourné (feux de poubelles, container à verre renversé, etc). La direction de l'EHESS occupée se plaint de pillages. **Angers** : 2 à 3 000 manifestants et occupation du Palais de Justice pendant une heure. **Caen** : occupation par 600 personnes des voies de la gare pendant deux heures. **Seine St Denis** : suite à la manif anti CPE, un groupe pille les rayons sucreries d'un supermarché en laissant un peu de verre brisé à Montfermeil. Affrontements à Clichy-sous-Bois autour du lycée A. Nobel. 17 lycées sont désormais fermés par le rectorat «par mesures de sécurité» (dont deux à La Courneuve et deux à Noisy-le-Sec). **Essonne** : 400 lycéens venus d'une quinzaine de lycées s'affrontent avec la flicaille à Savigny-sur-Orge devant le lycée Corot. **Seine-et-Marne** : Péage gratuit à Coutevroult organisé par des étudiants de Marne-la-Vallée. À Savigny-le-Temple, une journaliste du Parisien se fait frapper et dérober appareil photo, portable et voiture devant le lycée Antonin-Carême. Plus loin, devant l'autre lycée de la ville (Pierre-Mendès-France), un autre journaliste de ce quotidien se fait arracher son appareil photo. Enfin, deux journaflics du même torchon se font tabasser et piller leur matos dans l'Oise devant le lycée Mireille-Grenet.

MERCREDI 22 MARS.

Cinquante-neuf universités sont perturbées, dont dix-huit bloquées selon le ministère, 68 selon l'Unef (dont 30 bloquées et 5 fermées administrativement), et 533 lycées (plus de 600 selon l'UNL).

Paris : tentative repoussée d'expulsion de l'EHESS occupée, la direction fait appel à 22 vigiles (impuissants), et les profs se retirent du lieu. Une journaliste de RTL se fait piquer son micro. **Poitiers** : blocage des principales voies d'accès au centre-ville. **Rennes** : Luc Ferry puis Edmond Hervé, le maire, se font entarter. **Dijon** : le local UMP de la rue d'Auxonne est déménagé par 40 individus masqués. **Lille** : occupation d'une ANPE. **Ile-de-France** : lors de l'élection au CROUS, une urne est brisée à l'université de Nanterre. Affrontement d'une centaine de lycéens avec les keufs au Blanc-Mesnil lors d'une manifestation.

JEUDI 23 MARS.

Soixante-sept universités sont perturbées, dont 21 bloquées selon le ministère.

Manifestations dans plusieurs villes, à l'appel des syndicats étudiants, qui réunissent 450 000 personnes. Le Premier ministre invite les syndicats à discuter du CPE «sur un ordre du jour non limitatif» et «sans a priori». Ils acceptent l'invitation pour le lendemain, précisant demander toujours comme préalable le retrait du CPE. **Paris** : Le matin, blocage de la place de la Bastille par les lycéens de Victor-Hugo, Charlemagne, Sophie-Germain et Voltaire. Occupation de la Direction régionale du travail et de l'emploi dans le 19e par une centaine de lycéens du Val-de-Marne, elle sera évacuée le soir. Manifestation à 14h30 de place d'Italie à Invalides (de nombreux lycéens de la région parisienne et des étudiants de plusieurs villes de province aussi), 23 à 50 000 personnes. Affrontements avec les keufs, une cinquantaine de voitures défoncées, commerces attaqués (dont une agence immobilière, un resto asiatique, une société financière dont les ordinateurs volent sur la pelouse), et aussi pas mal de dépouilles entre manifestants. Plusieurs voitures et un commerce sont enflammés rue St Dominique. Un groupe finit la manif vers la Sorbonne, où une barricade de tables, chaises des bars voisins et panneaux est enflammée à l'angle des rues Soufflot/St Jacques. Le long des rues d'Assas et de Rennes, les abribus et les cabines

de téléphone sont détruits. 262 interpellations (630 au niveau national) et une soixantaine de manifestants blessés d'un côté. 90 gendarmes et policiers blessés au niveau national (27 à Paris, dont plusieurs civils roués de coups aux Invalides), et un total de 453 depuis le début mars. **Marseille** : 10 à 50 000 manifestants. Affrontements sur la fin à coups de pierres et bouteilles contre lacrymos. **Grenoble** : 6 à 12 000 manifestants. Affrontements sur la fin pendant trois heures, une trentaine d'arrestations et quatre flics blessés (dont un civil blessé à la tête par un coup de flash ball d'un collègue). **Caen** : blocage des quatre ponts de l'Orne, badigeonnage des locaux de l'UMP. **Bordeaux** : 15 000 manifestants. Occupation de la gare et un TGV bloqué (ainsi qu'un second à Coutras). **Rennes** : 6 à 10 000 manifestants, on peut lire sur la banderole de tête « Nous sommes tous des casseurs », affrontements à la fin. Occupation des Galeries Lafayette, baston dans le magasin (fumigènes et projectiles balancés, une porte en verre éclate). **Reims** : 150 manifestants font une auto-réduction de train pour monter à la manif parisienne. **Angers** : 4 000 manifestants. Occupation de la gare. **Strasbourg** : 1 800 à 5 000 manifestants. Brève occupation de l'ENA. **Lyon** : tentative d'obtenir des trains pour aller manifester à Paris : blocage de la gare. Blocage de l'autoroute, manifestation sauvage. Affrontements avec les flics l'après-midi. Entre 5 et 25 interpellations. **Ile-de-France** : Affrontements la matinée à Savigny-sur-Orge pendant plusieurs heures, pierres et objets enflammés contre les keufs. Deux voitures renversées, une troisième en feu, une trentaine défoncées, des abribus et cabines détruites autour du RER C : soixante interpellés (9 garde-à-vue), sept keufs blessés. Au lycée Richelieu à Reuil, deux agents administratifs sont frappés lors d'échauffourées. À l'université de Nanterre, le restaurant universitaire et la sandwicherie sont dévastés. À Ivry sur Seine, 200 manifestants affrontent la police, un adjoint au maire est blessé. À Bobigny, une équipe de France 2 est molestée, des abribus descendus, le centre commercial ferme d'urgence à l'arrivée des manifestants. Affrontements à St Denis (une rame de tramway

saccagée, deux magasins pillés), Drancy, Bondy et au Raincy.

VENDREDI 24 MARS.

Les syndicats sont reçus à Matignon pendant trois heures et affirment en sortant être tombés dans un piège puisqu'il ne s'agissait en fait que de discuter d'un aménagement du CPE. « Dès lors que la loi a été votée, le CPE doit s'appliquer » déclare Chirac à Bruxelles une heure avant la réunion. cinquante-six universités bloquées et douze avec barrages filtrants (57 selon le ministère). 198 lycées bloqués et 407 perturbés, selon le ministère. **Paris** : expulsion de l'EHESS à 6h, 72 interpellations, une personne convoquée plus tard en jugement après garde-à-vue. **St Denis** : le centre ville est attaqué de 9h à midi par plus d'une centaine de jeunes, des dizaines de voitures sont défoncées et incendiées, un car de touristes bloqué et des passagers détroussés, une quinzaine de commerces pillés et saccagés (dont trois bijouteries, une pharmacie, un magasin de portables). Quatre keufs blessés, trois mineurs interpellés. **Vénissieux** : affrontements entre lycéens et flics, au moins une arrestation.

SAMEDI 25 MARS.

Les quatre organisations lycéennes et étudiantes de gauche refusent de se rendre à Matignon. Seules la Fage et l'UNI y devisent des aménagements possibles. Villepin annonce qu'il « accepte d'ouvrir le dialogue » sur les conditions de la rupture du contrat et la période d'essai de deux ans.

DIMANCHE 26 MARS.

La sixième coordination nationale étudiante réunie à Aix-en-Provence modifie légèrement la plate-forme de Toulouse (rajoutant par exemple une dérisoire demande de démission du gouvernement), appelle à la manif du 28 mars puis à une journée « de blocage des principaux axes routiers et ferroviaires » en vue d'une grève générale, ne formalisant qu'une pratique qui se développe de plus en plus en dehors des grandes journées de manifestations syndicales.

LUNDI 27 MARS.

Caen: occupation de la DDTE d'Hérouville St Clair.
Vénissieux: affrontements entre lycéens et flics, au moins une arrestation.

MARDI 28 MARS.

Manifestations dans plus de 250 villes, à l'appel des syndicats étudiants et salariés («quatrième journée d'action contre le CPE»), qui réunissent entre 850 000 et 3 millions de personnes. La chaîne américaine CNN interrompt ses programmes pour commenter en direct l'affrontement à République (Paris), comparant la situation à celle de la place Tiananmen à Pékin en 1989! **Paris:** 700 000 manifestants de place d'Italie à place de la République où se produisent des affrontements. Les premiers énérvés se mangent les charges brutales du service d'ordre CGT à coups de barres (avant d'être livrés aux gendarmes). Plusieurs flics blessés (dont un grièvement qui s'est pris une fusée dans la face), 629 interpellations (156 garde-à-vue et 44 déférés au parquet). L'AFP a été occupée place de la Bourse, le temps d'y accrocher la banderole «un mois ferme, deux mois ferme, trois mois ferme, nous sommes tous des casseurs de ce système». Quelques vitrines cassées (dont le Go Sport et le Bouygues à République). **Lille:** 25 à 80 000 manifestants. Affrontements avec nombreux projectiles, barricades et destructions jusque dans le vieux-Lille où se sont déroulés de nombreux saccages. **Toulouse:** 36 à 80 000 manifestants. Echauffourées place du Capitole. **Caen:** 18 à 30 000 manifestants. Affrontements devant la préfecture. **Dijon:** 11 000 manifestants. Occupation des voies ferrées. **Rennes:** 30 à 50 000 manifestants. Affrontements et occupation des voies de la gare pendant deux heures. Plusieurs dizaines de vitrines (boîtes d'intérim, agences immobilières...) sont défoncées. Onze interpellations et deux keufs blessés. **Grenoble:** 26 à 60 000 manifestants. Affrontements avec les keufs (dont deux sont blessés) autour de la place Victor Hugo, petites barricades et mobilier urbain renversé, plusieurs voitures

et deux vitrines cassées. 200 interpellations, 58 garde-à-vue. **Rouen:** 25 000 manifestants. Des vitrines du centre-ville historique sont brisées pendant la manif. **Mont-St Michel:** 600 manifestants bloquent l'accès au site, sur lequel ils accrochent des banderoles anti-CPE. **Ile-de-France:** Affrontements devant la gare à Savigny sur Orge (Essonne), panique au centre commercial Créteil Soleil déjà attaqué la semaine passée, face à une quarantaine de jeunes, et tous les rideaux sont vite baissés. **Lyon:** Le service d'ordre de la CGT (ou des flics avec des autocollants CGT selon les versions) livre deux manifestants aux sarkouzes. **Dijon:** occupation de la gare et affrontements avec les flics, trois personnes sont arrêtées par la BAC. Une d'entre elle sera condamnée le lendemain même à un mois de prison ferme.

MERCREDI 29 MARS.

Une nouvelle journée de manifestations nationales est décidée pour le 4 avril. Alors que près de 420 lycées sont bloqués ou perturbés (et 1 400 la veille), le ministre de l'Education annonce qu'il a donné la consigne aux recteurs de faire rouvrir dès le lendemain les bahuts «y compris par la force». Seuls quelques proviseurs le suivront dans les jours qui suivent. Par ailleurs cinquante-six universités sont toujours bloquées (17 plus 41 perturbées selon le ministère). **Paris:** blocage sauvage du périph. À l'aube, plusieurs sabotages incendiaires de distributeurs électriques (à Maison-Alfort, Villeneuve-le-Roi, Longjumeau, Epinay-sur-Orge) avaient bloqué la circulation des RER C et D pendant plusieurs heures et la SNCF prévoit des perturbations pendant plusieurs jours. Tentative d'envahissement du plateau d'une émission de télé-réalité de M6, «Nouvelle Star». Occupation la nuit du lycée Balzac (17e) par le gymnase et nombreuses dégradations. **Toulouse:** occupation de la DDTE. **Rennes:** blocage de la circulation en blindant une rocade de chariots de supermarché.

JEUDI 30 MARS.

Le Conseil Constitutionnel valide la «loi pour l'égalité des chances», dont l'article 8 contient le CPE. 145 lycées fermés et 368 perturbés selon le ministère, 68 universités bloquées selon l'Unef. **Paris** : Blocage le matin du périphérique (à l'appel des orgas lycéennes) avec du matos de chantier par 300 personnes vers Porte de Châtillon. Manif sauvage à Châtelet qui finit en occupation des voies gare de Lyon pendant deux heures. Une dizaine de garde-à-vue. **Lille, Metz, St Etienne, Roanne** : blocages des voies de la gare pendant plusieurs heures. **Rennes** : manif sauvage de 6 000 personnes qui bloque la rocade après un blocage des voies de chemin de fer. **Marseille** : occupation des voies à la gare St Charles, après le blocage de plusieurs sorties et accès autoroutiers. **Lyon** : manif-bouchon de 2000 personnes. Action de blocage sur les voies ferrées puis manif libre qui se termine par une charge de CRS et au moins quatre arrestations. Une personne prendra 6 mois ferme pour avoir taquiné une RG. **Caen** : blocage de deux tronçons du périphérique (direction Paris & Rennes-Cherbourg). **Toulouse** : occupation du rectorat par les étudiants en Staps. **Dijon** : occupation conjointe, avec les intermittents, de la Chambre de Commerce et d'Industrie et de la Direction Régionale des affaires culturelles. **Poitiers** : occupation de l'IUFM. **Limoges** : occupation du rectorat, manif devant le Palais de justice, blocage de la A20. **Nantes** : occupation de la Direction régionale des affaires culturelles avec les intermittents. Les occupants, barricadés, seront expulsés. Blocage des ponts sur la Loire. **Ile-de-France** : bataille rangée contre les keufs devant le lycée de l'Essouriau aux Ulis et interpellations jusque dans la cantine, blocage des voies de la gare à Arpajon et Savigny-le-Temple (RER D), blocage de la N19 et courses poursuivies durant six heures entre les keufs et les lycéens du Val-de-Marne.

VENDREDI 31 MARS.

Intervention du Président de la République à la télévision : il annonce qu'il «promulgue la loi instituant le CPE» au Journal Officiel, tout en demandant qu'une nouvelle loi soit vite votée pour le modifier (passant la durée d'essai de deux à un an et ajoutant l'obligation de motiver le licenciement) et qu'entre temps il ne soit pas appliqué ! Six cent quarante-neuf lycées sont désormais bloqués ou perturbés, onze organisations de gauche appellent à des manifestations pour le 4 avril. **Paris** : le rassemblement à Bastille pour écouter l'intervention du Président part en manif sauvage de cinq mille personnes pendant plus de sept heures sur vingt-cinq km dans la ville ! Devant l'Assemblée Nationale, on pisse, devant le Sénat, après une tentative d'enfoncer la porte, c'est une guérite qui valse, suivis de brefs affrontements devant la Sorbonne. Ensuite, en direction de la butte Montmartre, une cinquantaine de commerces sont attaqués (agences d'interim, banques, agences immobilières) le long du cortège qui passe boulevard Magenta. Le slogan «Paris debout, réveille-toi !» apparaît pour la première fois. Au Sacré Cœur vers 4h du matin, un feu est allumé, «vive la Commune» tagué sur l'odieuse basilique. Au passage, une permanence UMP est aussi entièrement saccagée dans le 9e. **Sarran** : occupation du musée Jacques Chirac. **Montpellier** : manifestation de nuit avec casseroles, percussions et trompettes. **Grenoble** : Manifestation sauvage et nocturne de 2 ou 3 000 personnes. **Nantes** : après le discours de Chirac, 2 000 personnes se rassemblent devant la préfecture où les échauffourées ne finissent que vers 1h du matin. **Strasbourg** : blocage des voies du tramway pendant une heure. **Poitiers** : occupation du rectorat puis du conseil municipal à majorité PS. **Massy, Blois, Rennes, Montauban** : occupation des voies de chemin de fer. **Ile-de-France** : nombreux blocages de routes par des centaines de lycéens : la N188 à hauteur d'Orsay, la N104 vers Ste Geneviève et la N20 pendant quatre heures à Arpajon, la N186 à Créteil, la N16 à Luzarches, la N3 à St Denis.

DIMANCHE 2 AVRIL

L'ensemble de la «loi sur l'égalité des chances» est publiée au Journal Officiel. Outre le CPE en son article 8, elle contient aussi l'apprentissage dès 14 ans, le travail de nuit à 15 ans, la suppression des allocations familiales sous divers prétextes et des stages dans la police et l'armée pour les futurs délinquants, La septième coordination nationale réunie à Villeneuve d'Asq (Lille-III) appelle à maintenir les actions de blocage, précisant que «les journées d'action ne sont utiles que si leur objectif affiché est de construire la grève générale, seul moyen de faire reculer le gouvernement. C'est pourquoi nous appelons à la grève générale reconductible dès le 4 Avril». Elle refuse une nouvelle fois d'élargir les revendications au-delà du retrait de la loi.

LUNDI 3 AVRIL.

Caen: plusieurs agences d'interim sont visitées, et reçoivent peinture et mixtures nauséabondes. **Grenoble**: à l'initiative de lycéens, manifs et blocages de voies de circulation (idem à Vizille et Voiron). La nuit, la vitrine du siège grenoblois de M6 est détruite par des inconnus.

MARDI 4 AVRIL.

Manifestations dans 250 villes, à l'appel des syndicats étudiants et salariés («cinquième journée d'action contre le CPE»), qui réunissent entre 1,2 million et 3,1 millions de personnes. Création du «groupe des six» UMP (présidents du groupe à l'Assemblée et au Sénat, deux ministres et deux parlementaires) pour élaborer «sans préjugés» la nouvelle proposition de loi. Les syndicats acceptent d'aller discuter avec «le groupe des six». **Paris**: de 84 000 à 700 000 personnes marchent de République à place d'Italie. Affrontements pendant plus d'une heure à la fin: bouteilles et pierres (plus quelques extincteurs) contre lacrymos et charges. Un feu est parti au milieu de la place, des abribus tombent, un photographe est défoncé, d'autres touchés par les

projectiles. 383 interpellations (107 dans le reste de la France), 33 blessés dont 26 hospitalisés. **Rennes**: de 21 à 50 000 manifestants. Nouveaux affrontements place de Bretagne, où abribus, voitures et les quelques vitrines encore debout sont attaqués. Blocage de la gare par une autre partie des gens. **Lille**: de 16 à 45 000 manifestants. Cinq heures d'affrontements intenses où les flics se prennent quantité de projectiles, vitrines de commerces attaquées, mobilier urbain détruit, voitures idem, début d'incendie d'une agence d'interim. Une trentaine d'interpellations. **Grenoble**: de 28 à 60 000 manifestants. Blocages de la circulation et des trams, plusieurs affrontements avec la police. **Caen**: 17 à 40 000 manifestants. Occupation rapide du conseil régional puis blocage du périphérique et affrontements avec les CRS venus déloger les indésirables. Un photographe et plusieurs flics blessés par des pierres. Une dizaine d'interpellations. **Dijon**: la gare est occupée par plusieurs centaines de manifestants et bloquée pendant cinq heures. Les voies sont coupées par des poutrelles et les flics caillassés. **Angers**: 15 à 17 000 manifestants. Affrontements devant la préfecture et barricades. **Ile-de-France**: Nombreux blocages le matin avant de rejoindre les manifs de l'après-midi. Carrefour Pompadour à Créteil (bouchons sur la N186 et N6), de la N7 pendant quatre heures vers Fontainebleau, de la place de la Boule à Nanterre pendant deux heures. À St Ouen l'Aumône, des pierres et molotovs volent sur le lycée, où les individus entrent y briser un peu de matériel. Il sera ensuite fermé administrativement.

MERCREDI 5 AVRIL.

Début des consultations du «groupe des six», avec quatre syndicats historiques (CFDT, CGT, CFTC, FO). Officiellement, ceux-ci ont répété leur exigence d'obtenir de l'UMP le vote d'une proposition de loi abrogeant le CPE avant le 17 avril, date des vacances parlementaires. L'Australie déconseille à ses ressortissants de voyager en France. **Nantes**: blocage à l'aube du Marché d'intérêt national pendant trois heures. **Lannion**: blocage de la

Technopole Pegase, centre de recherche sur les télécommunications. **Poitiers** : des herses aux neufs points d'accès de la ville retardent de plusieurs heures le démarrage de l'activité économique. **Rennes, Lorient** : blocage de routes. **Rennes** : une conférence parodiant les clandestins (cagoules, armes factices, etc.) précise « nous ne désarmerons pas, jusqu'à la satisfaction de nos revendications » et réclame l'amnistie « de toutes les personnes interpellées depuis le début du mouvement » (et ceux de novembre?). **Toulouse** : occupation de deux centres de tri postal puis, la nuit, blocage pendant deux heures d'un convoi routier transportant à Blagnac un tronçon de l'Airbus A380. **St Etienne** : opération gratuite au péage de la Vienne. **Chambéry, Lille** : occupation des voies de chemin de fer. **Montpellier** : un local de l'UMP est saccagé et déménagé (chaises, tables, armoires) sur la voie publique. **Nanterre** : occupation d'un centre de tri postal. **Avignon** : un bureau du Medef est déménagé sur la voie publique.

JEUDI 6 AVRIL.

Poursuite des consultations du « groupe des six », avec la CGC et le Medef le matin, la FSU, l'UNSA et les orgas lycéennes et étudiantes l'après-midi. La présidente du Medef déclare à sa sortie : « Il est temps que l'on retrouve la voie de la raison et que la France se remette en marche », lâchant le gouvernement. Quarante-cinq universités bloquées et dix fermées, 126 lycées bloqués et 350 perturbés selon le ministère. **Paris** : occupations des voies de la gare de l'Est et St Lazare le matin, de celles de la gare du Nord l'après-midi, qui finit pour une partie en tentative de bloquer le périphérique à porte de Clignancourt. Un bus vide est utilisé comme bélier pour forcer un barrage de CRS porte de La Chapelle. Une manif sauvage le soir partie de Belleville finit chargée vers Oberkampf. Une permanence UMP est saccagée rue Chevet (11e) dans la nuit. **Toulouse** : Blocage de plusieurs accès des usines Airbus à Colomiers et St Martin du Touch. Occupation des voies de la gare Matabiau, échauffourées et 6 blessés. Saccage le soir du local de l'Unef dans l'Université du

Mirail, occupée et bloquée depuis 5 semaines. **Rennes** : saccage du local de l'UNI à la fac de Droit. Occupation d'une ANPE d'où les dossiers et le mobilier sont déménagés puis les offres d'emploi brûlées place de Bretagne. **Strasbourg** : blocage du Pont de l'Europe. **Pau, Lille, Narbonne** : occupation de la gare. **Dijon** : occupation d'un chantier Bouygues. **Nantes** : barrage sur la N137. Occupation de l'ANPE de Monzie d'où le mobilier est déménagé. **Millau** : deux députés UMP qui animaient une réunion publique sont « séquestrés » pendant une heure. **Caen** : occupation de la gare, où les keufs se prennent des pavasses avant de réussir à la dégager, pourchassant les manifestants dans toute la ville. Un flic blessé, une dizaine d'interpellations. **St Etienne** : blocage d'un des gros ronds-points de la ville avec des chariots de supermarché. **Le Mans** : blocage d'une zone commerciale puis de l'accès à l'autoroute et de la rocade de la ville. **Boulogne sur Mer** : blocage du port avec les marins-pêcheurs. **Orly** : blocage des accès à l'aéroport pendant quatre heures, notamment par la N7. **Grenoble** : blocage dès 6h en plusieurs points, puis manif sauvage, dispersée dans les lacrymos. Bordel dans un supermarché Géant Casino, où des étudiants en solde repartent avec quelles denrées négociées. **Marseille** : blocage de grands axes routiers et de l'accès au Port. **Ile-de-France** : blocage de la A1 à St Denis, de la route de Mitry à Aulnay, de la zone industrielle de Courtabœuf aux Ulis. Blocage d'un carrefour à Elancourt.

VENDREDI 7 AVRIL.

Cinquante universités et 318 lycées perturbés ou fermés selon le ministère. Le Premier ministre réaffirme qu'il est pour l'« aménagement » déjà proposé et non pas le retrait, le « groupe des six » rendra ses propositions lundi. Début des vacances de Pâques en Ile-de-France et Aquitaine. **Paris** : Un sit-in devant La Sorbonne part en manif par St Michel (où une voiture renverse délibérément 11 personnes avant d'être retournée) et finit par tenter de rejoindre un rassemblement devant La Santé, encerclé. Une autre manif,

partie le soir d'Arts et Métiers en passant par Beaubourg finit à St Paul avec quelques échauffourées. L'émission de France 2, «On a tout essayé», est victime d'un piratage le soir depuis la région: une phrase sur fond noir demande le «retrait du CPE».

Bordeaux: Manifestation devant l'École nationale de la magistrature, puis occupation du siège du Medef. **Perpignan:** blocage tout l'après-midi de la place de la Catalogne, carrefour névralgique de la ville. **Boulogne sur Mer:** blocage des voies de chemin de fer. **Nantes:** blocage des dépôts de bus et tram de la Semitan, puis du pont de Cheviré et de la zone commerciale Atlantis. **Rennes:** occupation d'un centre de tri postal jusque pendant la nuit. **Amiens:** péage gratuit sur l'A16. **Le Havre:** occupation des locaux du député UMP du coin, puis rapidement du Palais de Justice et de la Mairie. **Dijon:** attaque au faux sang du président des ANPE de France. **Seine St Denis:** Blocage de la N20 à Bagneux pendant une heure, de la A3 à Rosny-sous-Bois par des lycéens de Noisy, des RER A et B vers Aulnay sous Bois. Les lycéens de Montreuil descendent sur l'autoroute. **Seine et Marne:** blocages mobiles de la N7 et N152.

SAMEDI 8 AVRIL.

Nanterre: au lendemain de la réouverture de l'université, un incendie dans une cage d'escalier du bâtiment G de sciences-éco ferme l'immeuble pour une bonne semaine. **Toulouse:** occupation par 200 personnes de la galerie marchande du centre commercial Auchan-Gramont, les boutiques et l'hyper sont rapidement fermés, les vigiles se prennent des lances à eau dans la tronche. **Pau:** une centaine de personnes manifeste devant le Palais des sports où se tient la rencontre de Coupe Davis de tennis France-Russie. Trois réussissent à pénétrer sur le court en plein match et à faire le tour du terrain. **Lyon, Caen, Mans:** petites manifs sauvages.

DIMANCHE 9 AVRIL.

La huitième coordination nationale étudiante réunie à Bron (Lyon II) appelle à maintenir des journées d'action de blocage

des facs et des gares le mardi et jeudi, quelles que soient la décision du gouvernement prévue le lendemain, demandant toujours «le retrait total de la loi sur l'égalité des chances et du contrat nouvelle embauche (CNE)», tout en «appelant les syndicats à rompre immédiatement toute négociation et à appeler immédiatement à des manifestations régionales et à la grève générale jusqu'à satisfaction de nos revendications». «Si le gouvernement supprime la loi dite sur "l'égalité des chances" et le CNE, ce sera une première victoire pour le mouvement. Cela montrera que le rapport de force est en notre faveur. Il faudra alors profiter de la brèche ouverte pour imposer, avec les salariés, les sans-papiers et les précaires, nos autres revendications».

LUNDI 10 AVRIL.

Le gouvernement annonce le matin qu'il remplace le CPE par des «mesures pour les jeunes en difficulté». Sur soixante-deux universités non encore en vacances, trente-trois sont perturbées et dix-neuf bloquées. Certaines commencent à voter la fin du blocage l'après-midi (Angers, Lyon II, St Etienne, Lille II), d'autres le reconduisent (Toulouse, Lille I, Nantes, Le Havre). **Paris:** le dépôt de bus de la rue Lebrun (13e) est bloqué pendant plusieurs heures, empêchant la sortie des bus de trois lignes. **Nantes:** blocage du dépôt des éboueurs de la Communauté urbaine (CUN) à Morrhonnière. Il durera trois jours.

MARDI 11 AVRIL.

Début d'examen de la proposition de loi «pour l'accès des jeunes à la vie active» à l'Assemblée, qui remplace le CPE et prévoit des aides pour les patrons qui embauchent un moins de 26 ans «en difficulté» en CDI. Vingt-sept universités bloquées et quatre fermées, selon le ministère. La levée des blocages continue avec Rennes II (votée pour deux jours), Poitiers, Reims, Pau ou Nancy. **Toulouse:** blocage des deux dépôts de bus de Tisseo-SMTC, empêchant tout bus de circuler pendant la matinée. Deux agences d'interim sont saccagées par un petit groupe qui y

tague aussi «La lutte continue». **Perpignan**: blocage de la voie ferrée. Une jambe cassée lors de l'expulsion. **Nantes**: occupation du tarmac de l'aéroport à 7h30, suivie de l'intervention des keufs. **Grenoble**: 2000 manifestants. Le mobilier d'une agence d'interim et d'une agence immobilière sont déménagés, occupation rapide des locaux du Dauphiné Libéré puis des locaux de Radio-France Bleu Isère pendant trois heures. Déménagement d'une ANPE. **Paris**: le président du syndicat lycéen UNL se fait virer de la tête de la manif. La vitre du local du PS du 3e arrondissement, rue Charlot, essuie plusieurs coups de masse. **Rouen**: barrage filtrant à l'entrée de la ville, provoquant un long bouchon sur l'A15. **Marseille, Paris, Bordeaux, Toulouse, Nancy, Rennes**: manifestations de quelques milliers de personnes dans chaque ville.

MERCREDI 12 AVRIL.

La proposition de loi «pour l'accès des jeunes à la vie active» est adoptée à l'Assemblée. Les barrières/grilles qui isolaient le quartier de la Sorbonne du reste de Paris sont enlevées par les flics. **Grenoble** vote la levée du blocage (une centaine d'occupants resteront jusqu'au 15 avril), tout comme Caen mais Rennes II reconduit la grève avec blocage lors d'une nouvelle AG (la présidence refuse ce revirement de vote et annonce le maintien des cours pour le lendemain. La nuit, une cinquantaine de personnes force alors les portes de l'université pour s'y barricader). Un premier bilan global annonce 822 manifestants majeurs déférés au tribunal, dont 271 passés en comparution immédiate (71 déjà condamnés à du ferme et 167 à du sursis ou TIG). 221 manifestants mineurs sont déjà passés devant un juge pour enfants (deux incarcérés) et 247 y sont convoqués. **Dijon**: blocage du centre de tri et de la zone industrielle de Longvic. Occupation du conseil général pendant trois heures.

JEUDI 13 AVRIL.

Le Sénat adopte la proposition UMP qui remplace le CPE comme les députés la veille. Il est donc définitivement voté. Le

ministère recense dix universités (sur 62 qui ne sont pas en vacances) perturbées, plus Rennes et Toulouse bloquées et la Sorbonne toujours fermée administrativement. **Rennes**: La présidence, devant l'impossibilité de changer le vote de la veille et face à une réoccupation de 400 personnes, ferme administrativement l'université jusqu'au 18 avril. Paris: petit rassemblement devant la Sorbonne. **Nantes**: 150 étudiants s'opposent à la tenue d'un référendum sur la reprise. Idem à Montpellier-III.

VENDREDI 14 AVRIL.

Paris: un bilan de la préfecture de police annonce depuis le début du mouvement 2 143 interpellations, 1 478 vérifications d'identité, 547 garde-à-vue, 85 comparutions immédiates (donnant 32 peines de prison ferme) et 128 comparutions à venir.

SAMEDI 15 AVRIL.

Caen: blocage des accès au centre commercial Mondeville 2.

DIMANCHE 16 AVRIL.

La neuvième coordination nationale, réunie à Nancy, vote l'élargissement des revendications (demandant «l'abandon du projet de loi sur l'immigration et du plan de prévention de la délinquance») et appelle à des journées d'action les 18, 25 avril et 1er mai. «La coordination nationale condamne le contenu et les conclusions des pourparlers engagés entre les dirigeants syndicaux et l'Etat UMP. Ces démarches laissent intactes la LEC et le CNE. De plus, seul le mouvement de lutte est légitime pour signifier la victoire ou la défaite de la lutte».

MARDI 18 AVRIL.

Retour des vacances de Pâques dans la zone qui a commencé le mouvement et reprise des cours à Rennes II et Toulouse-Le Mirail, Nantes et Montpellier III (plus Dijon, Grenoble et Strasbourg) malgré quelques tentatives d'empêcher la reprise à plusieurs endroits. Le ministre de l'Economie, Breton, publie les

chiffres des dégâts (essentiellement le nettoyage, du mobilier et quelques dégradations, parfois du personnel de sécurité supplémentaire): 600 000 € à l'EHESP, 550 000 € à la Sorbonne, 300 000 € à Grenoble III, 150 000 € à Toulouse II, 100 000 € à Rennes II et Nanterre, 50 000 € à Nantes. Jérémie Giono, responsable de l'Unef à Grenoble déclare: «on a été débordés par des gens incontrôlables. On condamne ces dégradations. On s'est même proposés de repeindre les murs». **Rennes**: manif de 300 personnes qui perturbent la gare. Déménagement d'une mission locale de l'ANPE et perturbation d'un Quick. **Caen**: 80 manifestants occupent la présidence de l'université, dont le mobilier est déménagé et des murs tagués. **Grenoble**: des journalistes de France 3 se font sortir de l'AG qui se tient Galerie des amphes. **Paris**: rassemblement de quelques centaines de personnes place d'Italie, avec des sans-papiers (81 d'entre eux qui squattaient en face de l'université Tolbiac ont été expulsés le 14 avril). **Toulouse**: occupation des locaux de la TLT (régie de transports de la ville).

JEUDI 20 AVRIL.

Toulouse: occupation de la radio «Le Mouv». L'université Le Mirail, en un baroud d'honneur, revote la grève, mais sans le blocage. **Caen**: blocage des accès du supermarché Carrefour Côte de Nacre.

DIMANCHE 23 AVRIL.

La dixième coordination nationale, se réunit à Bordeaux III, pour faire durer le plaisir des coquilles vides: «La grève reconductible avec blocage, les manifestations massives, l'unité réalisée entre la jeunesse et les salariés créant la menace de grève générale des travailleurs et les actions ont donné sa force à notre mouvement. Même si les cours reprennent pour l'instant dans un certain nombre d'universités, un mouvement d'ensemble des jeunes et des travailleurs reste nécessaire pour chasser Chirac, son gouvernement et sa politique». Elle appelle à des manifs sur les

tribunaux le 25 avril et des meetings pour l'amnistie le 9 mai. Les soixante mandatés présents à cette coord' sont tous nommés porte-parole.

LUNDI 24 AVRIL.

Retour des vacances de Pâques dans la seconde zone et reprise des cours à Bordeaux et l'Île de France (Nanterre, Tolbiac, Jussieu, Censier,...). **Paris**: La Sorbonne est réoccupée puis expulsée en soirée sous l'orage. Départ en manif sauvage, plusieurs banques, des commerces, Charlie Hebdo, une permanence du PS sont attaqués. Le cortège s'auto dissout avant Bastille où se sont groupées les forces de l'ordre en masse.

MARDI 25 AVRIL.

Paris: Villepin se rend à la Sorbonne, rebouclée. 200 manifestants sont repoussés par les keufs

MARDI 1 MAI.

Grenoble: un leader local de l'UNEF est entarté pendant la manif traditionnelle. **Paris**: dans le cadre de l'euro mayday plusieurs dizaines de banques et boîtes d'intérim sont fracassées... une trentaine d'interpellations dont deux se soldent par des passages en justice après deux semaines de préventive.

NOTES :

- les citations sont des journaux.
 - la chronologie est plus développée sur la région parisienne uniquement parce que nous y disposons de plus précisions.
 - le chiffre de participation aux manifestations est celui des keufs puis des organisateurs.
- Bien entendu, nombre de ces infos sont tirées de la presse ou des indymedia, ce qui doit les relativiser. Corrections bienvenues pour une mise à jour plus complète.

Sources : Cette Semaine n°89, juin 2006, pp. 5-17

Chez tahin party

Il est possible de télécharger gratuitement des versions intégrales de chacun de ces ouvrages sur notre site, <http://tahin-party.org>. Ce qui nous intéresse est en effet non de vendre des idées mais de les faire circuler..

FRANÇOIS-XAVIER VERSCHAVE

France-Afrique : le crime continue

[ISBN 2-912631-02-5, 80 p., 2,30 €, 2000] (épuisé)

PETER SINGER

L'Égalité animale expliquée aux humain-es

[ISBN 978-2-912631-13-8, 80 p., 3 €, 2002] [rééd. actualisée]

LAURA COTTINGHAM (postface de Christine Bard)

Combien de « sales » féministes faut-il pour changer une ampoule ? Antiféminisme et art contemporain

[ISBN 2-912631-01-7, 80 p., 7,60 €, 2000]

CATHERINE BAKER

Pourquoi faudrait-il punir ? Sur l'abolition du système pénal

[ISBN 2-912631-11-4, 220 p., 8 €, 2004]

CATHERINE BAKER

Insoumission à l'école obligatoire

[ISBN 2-912631-12-2, 220 p., 8 €, 2006]

(en co-édition avec les éd. du Ravin bleu) [rééd. actualisée]

SHULAMITH FIRESTONE

Pour l'abolition de l'enfance

[ISBN 978-2-912631-14-5, 80 p., 3 €, 2002] [rééd. actualisée]

JEAN-PAUL GOUTEUX (actualisé par Jacques Morel)

Un génocide sans importance. La France et le Vatican au Rwanda

[ISBN 978-2-912631-15-2, 224 p., 6 €, 2001] [rééd. actualisée]

E. REUS, D. OLIVIER, E. HARDOIN-FUGIER

Luc Ferry ou le rétablissement de l'ordre. L'humanisme est-il anti-égalitaire ?

[ISBN 2-912631-09-2, 160 p., 3 €, 2002]

E. REUS, D. OLIVIER, J. RACHELS, Y. BONNARDEL

Espèces et éthique. Darwin : une (r)évolution à venir

[ISBN 2-912631-06-8, 224 p., 8 €, 2001]

JOAN DUNAYER

Poissons. Le carnage

[ISBN 2-912631-10-6, 40 p., 2,30 €, 2004]

TAHIN PARTY [تھين پارٽي]
n. f. (de tahin, 100% sésame, et
party, insouciance occidentale)
1. *Soc.* Édition éremiphile. 2. *Pol.* La
nature n'existe pas. 3. *Hist.* Trahir
ses pairs ; renoncer à ses
privilèges ? 4. *Biol.* Moins de
souffrances. 5. *Géopol.* Le reste
du monde s'invite à la fête.

Achévé d'imprimer en mars 2007
à l'imprimerie 3 A du Ravin Bleu
à Quincy-sous-Sénart

dépot légal mars 2007